



Actes

Séminaire de regroupement

Chefs de projet et porteurs de projet tiers temps

Accompagner

« Enseigner à produire autrement »

2 et 3 décembre 2014

Sommaire

Ouverture et cadrage

Ouverture

Christine Lang
José Ratrimoharinosy

p. 7

Cadrage et regard DGER

Daniel Boissière
Michel Lévêque
Débat avec la salle

p. 9

Analyse des rapports d'étape 2014

Jean Paul Teyssandier
Présentation
Méthode
Résultats
Débat avec la salle

p. 15

Regard sur les Programmes Régionaux Enseigner à Produire Autrement

Isabelle Gaborieau
Enseigner à produire autrement
La formation des référents
Débat avec la salle

p. 23

Témoignages

Présentation de trois porteurs de projets tiers temps

p. 31

Une expérience biodiversité : des actions de développement qui infléchissent les représentations culturelles des apprenants

Pascal Faucompré
Marie Laure Petit
Débat avec la salle

Expérience Dia'terre : Des diagnostics menés avec des étudiants qui renforcent les partenariats territoriaux

Pascal Faucompré
Gil Motard
Débat avec la salle

p. 36

Expérience biodiversité. Intérêt des approches scientifiques pour proposer des scénarii pédagogiques utiles pour apprendre

Pascal Faucompré
Jean-Robert Moronval
Débat avec la salle

p. 39

Expérience et enseignements sur le rôle du chef de projet de partenariat

p. 46

Rémi Proust
Le démarrage du projet
La valorisation des résultats du projet
La pérennisation du projet
Débat avec la salle

Réflexions et approfondissement

Regards réflexifs sur les outils d'accompagnements p. 59

Christian Peltier

Réaction sur le vif

Que propose le réseau EDD pour accompagner EàPA ?

Quelle animation des territoires avec l'évolution des rôles de l'Etat et des régions ? p. 65

Robert Chazelle

Travail en ateliers p. 71

Bertrand Minot

Christian Pelletier

Conclusions

Le regard du grand témoin p. 83

Franck Pervanchon

Clôture p. 89

Emmanuel Hemery

Pascal Faucompré

Annexes

Siglé p. 93

Liste des participants p. 95

Ouverture et cadrage

Ouverture du séminaire

Christine Lang, directrice du CEZ

7

Elle souhaite la bienvenue et remercie les participants, les félicite pour le magnifique travail réalisé en établissements.

Je suis la directrice de la Bergerie Nationale que je vais vous présenter en deux minutes.

La Bergerie nationale est un EPN (Etablissement public national) autrement appelé CEZ (centre d'enseignement zootechnique). Depuis 1786, ses missions portent sur l'expérimentation et vulgarisation de l'agriculture auprès de la France rurale de l'époque, des agriculteurs, des propriétaires terriens. Ces missions ont un peu évolué au fil des politiques agricoles, mais nous avons toujours cette mission de diffusion du progrès, aujourd'hui l'agro écologie, demain peut-être autre chose.

Depuis 1794, elle a aussi une mission de formation avec la première école de bergers créée ici. Ses formations ont évoluées au cours du temps et se sont ouvertes à d'autres activités selon les besoins de l'agriculture française et l'évolution des politiques agricoles.

Aujourd'hui elle est toujours dans cette structuration : formation, recherche et développement.

Elle est constituée de deux secteurs techniques, importants supports au centre de formation et au département recherche et développement appelé 3DFI : un centre hippique pour les formations d'apprentissage et une exploitation agricole. Elle est support d'actions pour le SNA (système d'appui à l'enseignement agricole) en restructuration pour s'adapter aux besoins actuels, notamment pour servir de référence pour l'agro écologie sur laquelle nous travaillons depuis 2011, avant que le ministère s'empare de cette thématique. Nous voulons développer cette thématique qui nous tient à cœur sur l'établissement pour être support de formations pour l'ensemble du système d'appui.

Pour revenir au séminaire d'aujourd'hui, nous sommes heureux de vous accueillir car les tiers temps sont essentiels pour accompagner l'innovation dans les établissements agricoles. Vous participez au repérage de ces innovations locales qu'il n'est pas toujours facile de repérer. Vous participez aussi au développement d'actions de partenariats sur les territoires et de conduite de projets. Les rapports que vous faites nous aident à voir comment vous vous emparez de l'animation du territoire et l'observation de ce territoire, comment mieux développer des méthodes d'apprentissage en sortant de la salle de cours, en apprenant aux élèves ce qu'est une conduite de projets, à s'adapter et à conduire des projets. Vous êtes des éléments phares de la problématique Enseigner à produire autrement. Nous attendons de vous que vous nous fassiez remonter vos observations sur les territoires, la participation vos projets à la problématique d'Enseigner à produire autrement (EàPA).

Notre rôle est de synthétiser, analyser et valoriser vos actions auprès du ministère, de la DGER, puis de vous retourner les réflexions qui ont été conduites pour faire avancer les actions sur le terrain. Il est important de bien faire remonter vos actions et les modes d'apprentissage des jeunes sur le terrain. Nous avons étudié plus de 80 dossiers : il faut déterminer ensemble une méthode d'analyse des données pour faire progresser Enseigner à produire autrement.

Aujourd'hui vous avez une journée de séances plénières et demain des ateliers. Je ne vais pas mobiliser la parole, je la laisse à mes collègues mais j'insiste sur l'importance de ce que vous faites et sur les dossiers que vous faites remonter. Les rendus valorisent vos actions, ils sont la preuve de ce que vous faites dans les territoires, dans les établissements. Bonne journée, bon séjour à la Bergerie nationale.

José Ratrimoharinosy

Ces 8èmes rencontres s'ouvrent sur les interventions de la DGER : M. Michel Levêque sous-directeur du bureau des politiques des formations et d'éducation (POFE) et M. Danièle Boissière adjoint au sous directeur de la recherche, l'innovation, de la coopération internationale, SDRICI. Après la présentation de Jean-Paul Teyssandier sur les rapports d'étape 2014, aura lieu la présentation d'un regard régional avec notamment la région Picardie.

Cet après-midi, trois porteurs de projets tiers temps vont témoigner ainsi qu'un ancien chef de projet territorial. Monsieur Robert Chazelle, inspecteur de l'animation et du développement des territoires va clôturer cette première journée.

Mercredi matin sont organisés des ateliers où seront traités les trois mêmes thématiques, suivis d'une visite de la ferme guidée par le nouveau directeur d'exploitation Fabien Perrot. La synthèse des ateliers est réalisée pendant la visite puis sera présentée l'après-midi. Le grand témoin Franck Pervenchon nous fera un retour sur les deux journées.

Jeudi, les nouveaux porteurs de projets suivront une formation avec une partie réflexive sur le séminaire, une partie méthodologique afin de piloter le projet avec Jérôme Marcel, un travail d'application en groupes.

Cadrage et regard de la DGER

Daniel Boissière

Adjoint au sous directeur de la recherche, de l'innovation et des coopérations internationales (S.D.R.I.C.I.)

9

Je remercie le CEZ de Rambouillet pour l'organisation de ce séminaire, temps fort dans la vie des tiers temps, qui permet des échanges entre les tiers temps en poste sur des projets et les nouveaux.

La sous direction de la recherche, de l'innovation et de la coopération internationale est la sous direction avec laquelle vous allez avoir des relations suivies dans le cadre de ce dispositif, particulièrement avec le bureau de la vie Scolaire, étudiante et de l'insertion (B.V.I.E.). Elle est dirigée par Cyril Kao qui s'excuse de ne pas être là.

La sous-direction est composée de trois bureaux :

- BFR : bureau de la finalisation et la recherche ; INRA, IRSTEA, CIRAD principalement. Il suit tout ce qui concerne la politique de recherche européenne, en particulier le partenariat pour l'innovation et le programme Horizon 2020. Ce sont des programmes dotés de financements importants dans lesquels nos instituts de recherche doivent s'investir pour obtenir des financements. La deuxième activité de ce bureau qui se rapproche plus de vos préoccupations est la conduite des programmes annuels des instituts agricoles, par exemple l'institut de l'élevage ou Arvalis. Quinze instituts techniques agricoles ont été qualifiés avec lesquels nous avons un programme de financements au titre de leur programme annuel qui est assuré par le compte d'affectation spécial développement agricole et rural.

- BRECI : Bureau des relations européennes et de la coopération internationale : certains d'entre vous pourront avoir des relations pour conduire des projets en lien avec l'international. Ce bureau travaille avec toutes les sous directions de la DGER. Il anime la coopération internationale des établissements agricoles et s'adresse aux établissements techniques et aux établissements supérieurs avec des programmes d'échanges d'élèves à l'international, des échanges de coopération avec des pays tiers de l'Union Européenne ou non. Deux ou trois postes ont été attribués cette année pour des projets de tiers temps au sein des territoires pour des opérations avec des pays étrangers. C'est une ouverture qui a été donnée récemment dans les appels à projets de sélection des projets tiers temps.

- BDAPI : Le bureau du Développement Agricole et des Partenariats pour l'Innovation met en œuvre des projets sur l'animation et développement des territoires et les missions d'expérimentation, innovation de l'enseignement agricole. Il est à noter que cette orientation il existe dans les établissements techniques en termes d'activité d'insertion au travers de projets de territoires et au travers de projets de recherche expérimentation des exploitations agricoles. Ce bureau gère aussi les appels à projets du développement agricole et rural. Le bureau et la sous-direction coordonnent l'ensemble de la gestion du compte d'affectation spéciale du développement agricole et rural qui est partagé entre la DGER et la DGPAAT. C'est un dispositif spécifique mais conséquent qui est au cœur du financement de toute l'activité de la recherche appliquée et du développement agricole. Il est doté pour 2015 au niveau de la loi de finances d'un budget de 147 millions d'euros répartis pour des projets de recherche appliquée et développement agricole entre les établissements techniques, les instituts ou les chambres d'agriculture.

Pour la mise en œuvre de l'animation des territoires et développement, expérimentation, innovation, qui est le cœur de votre sujet, la DGER au travers de BDAPI gère des dispositifs comme le dispositif tiers temps dont vous faites partie, pour lequel des appels à projets sont lancés chaque année. Le dispositif a été renforcé en 2013 d'une vingtaine de postes. Il y a actuellement 103 tiers temps en activité dont 80 sélectionnés au travers de projets sur trois ans. Ces projets sont sélectionnés dans le cadre des orientations concernant l'appui au projet agro écologie pour la France mis en œuvre par le ministre. Vous êtes les chevilles ouvrières

du projet agro écologique dans lequel s'insère EàPA. Ce programme est présenté dans un fascicule de votre dossier.

Il est composé de plusieurs axes :

1) rénover les référentiels, les diplômes et les pratiques pédagogiques ;
2) mobiliser les exploitations agricoles et les ateliers technologiques correspond à l'axe 2 dont la sous-direction est le chef de projet. Il est décliné en deux actions principales :

- la première a fait l'objet d'une instruction (note de service du 27 mars 2014) et concerne l'élaboration d'un programme régional de l'enseignement agricole pour la transition agro-écologique. Ce sont des actions concrètes d'appui aux projets agro-écologiques, coordonnées au niveau régional. Ces plans régionaux sont en cours de construction dans les régions. Il est important d'associer vos projets « tiers temps » dans cette dynamique régionale.
- La deuxième action est le lancement d'un appel à projet pilote au niveau des exploitations agricoles et des ateliers technologiques pour la transition agro-écologique. Nous avons reçu une quarantaine de projets. Dix-sept ont été sélectionnés pour un financement à hauteur de 20000 €. Ces projets sont en train d'être mis en œuvre et vont se dérouler sur deux à trois ans à partir de 2014. Il est important que vous connaissiez ces projets, leur montage et si vos établissements participent aux programmes régionaux. Un nouvel appel à projet pour la transition agro-écologique va avoir lieu pour les exploitations agricoles et les ateliers technologiques pour 2015. Le plan EàPA fait parti de la transition agro-écologique. Le projet agro-écologique est un grand projet qui touche tous les secteurs de l'agriculture avec un objectif affiché : que la moitié des exploitations agricoles françaises soient conduites sous un mode agro-écologique, c'est-à-dire de la triple performance économique, environnementale et sociale.

Ce projet est décliné en plusieurs chantiers :

- o caractériser les exploitations du niveau agro-écologique.
- o l'accompagnement et la formation des agriculteurs. Enseigner à produire autrement est au cœur de ce projet.
- o soutenir les projets d'ordre agro-écologique et l'innovation au travers du financement de l'agriculture sous toutes ses composantes.

Les sept plans prioritaires du ministère tels que le plan ambition bio, le plan écophyto, le plan anti-bio, le plan protéine... sont en appui au projet agro-écologique.

Pour revenir à votre mission, nous attendons que vous réalisiez les projets qui ont été sélectionnés pour trois ans par le jury et que vous ouvriez les activités aux acteurs de la recherche et du développement. Ce dispositif tiers temps est au cœur du lien entre l'enseignement, la recherche et le secteur du développement

Mr. Michel Leveque

Sous directeur des Politiques de formation et d'éducation (P.O.F.E)

La sous direction des Politiques de formation et d'éducation fait partie du service de l'enseignement technique de la DGER. Elle gère les moyens et les mouvements de personnels ainsi que la politique de formation et d'éducation. Cela concerne l'organisation des examens, les partenariats professionnels, l'apprentissage et la formation continue. Le bureau des diplômes fait les référentiels de diplômes. Il est actuellement engagé dans la rénovation du CAP agricole pour donner plus d'autonomie aux équipes pédagogiques et aux établissements et pour mieux insérer l'agro-écologie dans les référentiels de diplômes.

Le bureau de la vie scolaire, étudiante et de l'insertion intervient sur le pilotage des tiers temps. Le chef de bureau Emmanuel Hemery présent ici est votre contact pour les tiers temps et les questions relatives au Développement Durable, à la lutte contre le décrochage scolaire, à l'égalité professionnelle homme-femme et aux thèmes transversaux aux politiques de formation.

Le dispositif des Tiers Temps est important pour la sous direction pour accompagner notre politique « la relance de l'innovation pédagogique ». L'enseignement agricole a toujours été un enseignement actif en matière d'innovation pédagogique avec ses caractéristiques particulières de la formation professionnelle pour adultes, l'apprentissage et la formation continue, l'enseignement modulaire et ses unités capitalisables, la présence d'internat, l'éducation socio-culturelle... Avec une pédagogie de projet souvent bien implantée dans les établissements, l'enseignement agricole cible ses efforts sur l'élève et sa progression, sur l'accueil des élèves en

situation difficile. Cependant nous souhaitons relancer tout ce qui concerne l'innovation pédagogique pour différentes raisons :

- la rénovation du bac professionnel avec le passage de quatre à trois ans, qui a été une grosse évolution déjà ancrée dans les établissements ; mais qui nécessite encore d'être accompagné.
- le CAP agricole est en voie de rénovation. Ce diplôme recomposé sous forme modulaire augmente considérablement la marge d'autonomie des établissements. Les nouveaux programmes laissent cinq heures non affectées aux équipes pédagogiques sur un total de 28h par semaine. Ces heures constituent aussi une possibilité pour étendre le stage des élèves jusqu'à 18 semaines.

Un appel à projet «initiative CAP agricole» est lancé pour déterminer comment les établissements vont utiliser ces espaces d'autonomie.

- les plans gouvernementaux auxquels nous participons activement comme le plan national de lutte contre le décrochage scolaire, les débats sur l'évaluation (le conseil supérieur des programmes préconise la suppression des notes), la refondation de l'école, etc. situent l'enseignement agricole par rapport à ses propres thématiques. Nous souhaitons innover la pédagogie pour mieux enseigner et mieux favoriser la réussite des élèves. Ainsi nous avons lancé pour 2015 un plan sur innovation pédagogique avec plusieurs volets :

- un appel à projet « initiative CAP » précisant aux établissements les possibilités d'expérimenter en s'écartant des référentiels sous certaines conditions,
- l'organisation des journées de l'innovation en 2015 avec l'ENFA de Toulouse, pour montrer ce qui se fait dans les établissements et réfléchir autour de certaines thématiques dont le décrochage scolaire
- la communication sur des expériences innovantes en matière de pédagogie dans les établissements. Pour cela on va s'appuyer sur un comité d'expertise pédagogique qui vient d'être créé.

En quoi les tiers temps peuvent aider ce dispositif ?

Environ douze projets tiers temps concernent plus directement les politiques de formation notamment la lutte contre le décrochage scolaire, le lien entre culture et territoire, le développement durable. Ces thématiques participent au renouvellement pédagogique dans les établissements. De manière plus générale le « produire autrement » et l'agro-écologie sont très importants pour les politiques de formations puisque le rapprochement avec l'exploitation agricole, l'étude des différents systèmes de productions induisent d'autres manières d'enseigner, d'autres pratiques pédagogiques. Tout ce que vous engagez autour du « Produire autrement » peut induire d'autres manières d'enseigner. Les projets de lutte contre le décrochage scolaire, lutte contre les violences et les discriminations, l'action culturelle liée au territoire sont aussi des projets qui nous concerne directement, communiquer dessus et pour développer les espaces d'autonomie pédagogique. Pour vous aider dans ce travail Emmanuel Hemmery ainsi que trois animateurs de réseaux sont présents aujourd'hui (Claire Latil responsable du réseau éducation socio culturelle, Patric Mazera qui s'occupe du réseau égalité et Christian Peltier en charge du réseau éducation au développement durable). Ils sont les contacts privilégiés de vos projets. Je vous remercie.

Débat avec la salle



Vos deux interventions sont très complémentaires. Elles montrent comment la relance de l'innovation pédagogique, l'utilisation de la pédagogie de projet facilitent les liens entre recherche, expérimentation, animation rurale, coopération internationale, avec en plus des espaces d'autonomie pour les équipes.

Jean-Paul Teyssandier

Dans la rénovation des CAPA, y aura t-il autant de place à la biodiversité qu'à la conduite des drones ? Je pose cette question en raison de ce que vous avez dit sur l'adaptabilité des jeunes : qu'est ce que l'innovation ? Il existe des controverses à ce niveau, comment va-t-on former les jeunes ?

Anonyme

Les référentiels des formations agricoles sont construits de façon plus générale. La formation s'appuie sur les référentiels professionnels qui actualisent les attentes des professionnels ainsi que le référentiel capacitaire et le référentiel de formation qui précisent les contenus de la formation. La manière de rédiger le référentiel du CAP est plus ouverte aujourd'hui que les précédents référentiels de CAP. Les référentiels sont moins accés sur des technologies spécifiques afin de permettre aux équipes pédagogiques avec l'appui de l'inspection et des établissements d'adapter l'application des programmes à leur territoire.

L'agro-écologie nous pousse à être ouverts sur tous les systèmes de production.

Michel Levêque

Quels regard et analyse portez-vous sur le passage de quatre à trois ans du bac pro par rapport aux résultats et aux différents examens ?

Franck Menetrier, tiers temps à Vesoul

Il existe un très bon rapport de l'inspection de l'enseignement agricole disponible sur le serveur Chlorofil qui fait un bilan du bac pro en 3 ans. Ce rapport fait le point sur des difficultés qui peuvent se présenter au bac pro en trois ans. On a pu constater une certaine baisse en pourcentage des résultats de réussite aux examens pour certains bacs mais, d'autre part, le nombre de jeunes menés au niveau bac a progressé. Le nombre d'élèves qui entrent en seconde et qui vont jusqu'au bac pro est plus élevé qu'avant. C'est un succès malgré les difficultés pédagogiques pour lesquelles il est demandé aux établissements une rénovation pédagogique. En 2015, des débats sur l'évaluation permettront d'évoquer cette question.

Michel Levêque

Pour le bac pro en 3 ans, participez-vous à un accompagnement des apprentis ? Au pôle formation de la Bergerie nationale, le bac pro en 3 ans pose des soucis de maturité des jeunes. Les professionnels se plaignent de la jeunesse et du manque de maturité des jeunes apprentis. Y aurait-il possibilité que les tiers temps puissent intervenir pédagogiquement pour faire acquérir cette maturité qui fait défaut à ces jeunes ? Le bac en 4 ans avec l'étape de BEP permettrait de fixer leurs motivations, alors que maintenant ils s'engagent dans ces formations un peu à l'aveuglette. Certains soit rompent leur contrat d'apprentissage, soit ne sont pas à la hauteur des attentes du milieu. Les tiers temps peuvent peut-être jouer un rôle sur des situations de projet et de pédagogie de projet pour les faire réfléchir et les amener avec des contacts sur le terrain, à des prises de responsabilités, dans le cadre de jeu de rôle ou d'accompagnement de projets encadrés... Mais cette question de maturité existe en formation continue mais aussi en formation initiale.

Christine Lang

Est-ce que le comité National d'expertise pédagogique est un dispositif qui existe ou est-il à venir ? De qui est-il constitué ?

Martine Cardraon, tiers temps au lycée de Chambray les Tours

Sur le projet innovation pédagogique qui a démarré il y a quelques mois, la DGER a souhaité s'entourer de l'avis d'experts extérieurs à l'enseignement agricole. Huit personnes dont Michel Fayolle professeur de l'université de Clermont Ferrand, spécialiste des questions pédagogiques et d'autres partenaires comme Françoise CROS du CNAM composent cette commission. Parmi ce comité, deux personnes connaissent bien l'enseignement agricole : Patrick Mayen d'AgroSup Dijon et Jean-François Marcel de l'ENFA de Toulouse. Les autres sont des personnes extérieures pour avoir une vision élargie. Cette commission a une action de conseil et nous aide à orienter nos actions pédagogiques. L'action est concrète et les professeurs extérieurs permettent de ne pas rester enfermés dans l'Enseignement Agricole.

Michel Levêque

Vous avez signalé qu'il fallait une complémentarité entre les tiers temps et les référents agro-écologie des établissements. A la lecture des rapports des tiers temps, on observe que certains œuvrent dans les deux dispositifs l'agro-écologie et Enseigner à produire autrement. Quel conseil pouvez-vous donner pour avoir une complémentarité et une cohérence dans les établissements entre ces deux dispositifs que l'on soit dans des boucles de rétroaction et systémique comme l'exige l'agro-écologie ?

Alain Daneau, 3DFI Bergerie nationale

Il y a des tiers temps qui sont aussi des référents agro-écologie. Le référent est un dispositif mis en place au niveau régional, dans le plan "Enseigner à produire autrement" qui assure la connaissance des pratiques au sein de la communauté éducative. Le tiers temps gère un projet sélectionné sur la base d'une thématique propre à l'écologie. Tout cela y participe et alimente les référents régionaux. Les dispositifs se rejoignent mais n'interfèrent pas.

La plupart d'entre vous n'êtes pas particulièrement associés à la construction des programmes régionaux. La participation de vos établissements à ces programmes régionaux serait nécessaire compte tenu des projets que vous conduisez et de votre implication dans le projet agro-écologique. La note de service concernant la construction des programmes régionaux précise explicitement qu'il faudra veiller à l'implication de l'ensemble de la communauté éducative à l'élaboration des actions et à leur valorisation pédagogique. Je vous encourage à vous informer si vous ne l'êtes pas sur l'implication de votre établissement dans le programme régional.

Michel Levêque

Je voudrais réagir sur la question d'Alain Daneau. Il peut y avoir une relation entre tous ces dispositifs. L'instance qui va faire en sorte que ces dispositifs aillent vers l'agro-écologie est le niveau régional. Dans chaque région, vous avez un correspondant sur cette question du lien entre les référents qui viennent d'être nommés et ce dispositif tiers temps qui existe depuis 2007.

Pascal Faucompré, bureau BDAP1

Est-ce que certains d'entre vous sont impliqués dans un RMT (réseau mixte technologique) ? Dans un projet CASDAR ? (Des personnes de la salle lèvent la main, certains pour les deux actions) Y êtes-vous pour des participations significatives ou symboliques ?

Daniel Boisière

Dans les CASDAR il peut y avoir deux niveaux d'implication : pour l'émergence du projet de méthanisation, la chambre agriculture est venue nous voir comment transférer vers l'enseignement. Dans le projet avec Solagro (méthalaé) pour 2018, l'enseignement Agricole aura une part plus importante dans la diffusion et la communication via la formation.

Gilles Motard, EPL du Périgord

Est-ce que vous valorisez dans vos rapports tiers temps ces collaborations CASDAR ou RMT ? Est-ce que vous arrivez à faire la part des choses sur ce que peuvent apporter les RMT et les Casdar dans le transfert de savoirs, les mises en situation des apprenants ? C'est important de faire le lien entre actions pour montrer les complémentarités et l'intérêt de la recherche du terrain dans les actions. Cette valorisation n'est pas toujours facile.

Christine Lang

Au niveau du programme national développement agricole et rural redéfini pour la période 2014-2020, on a introduit deux mesures nouvelles dont une qui rejoint cette préoccupation. Les objectifs de ces deux chantiers nationaux communs à tous les acteurs de la recherche, de la formation et du développement sont :

- mutualiser les données et les rendre inter-repérables,
- valider les résultats et les diffuser. Au travers de ses propres projets, particulièrement les lieux d'expérimentations que sont les exploitations agricoles, l'enseignement agricole pourra mettre en œuvre ces chantiers.

Daniel Boissière

Merci pour ces échanges qui montrent que le dispositif tiers temps permet de rassembler des personnes de l'administration centrale et du terrain pour réfléchir aux nouvelles pratiques pédagogiques et assurer la réussite des apprenants.

Jean Paul Teyssandier

Jean Paul Teyssandier

Présentation

Pourquoi un tiers temps, pourquoi faire ?

- Imaginer et mettre en œuvre des apprentissages adaptés à tous les apprenants en rentrant dans des logiques de partenariats.
- Apprendre à penser (référence P. Mayen, Revue "POUR") : pensée étayée, critique, argumentée et réflexive pour agir, pour adapter des pratiques dans différents contextes, en un mot : s'adapter.
- Imaginer et mettre en œuvre 4 types d'apprentissage liés aux connaissances, aux observations, aux modes de co-construction et aux approches systémiques.

Une autre entrée moins directe mais aussi importante est être utile aux partenaires professionnels agricoles et acteurs du territoire.

Comment le tiers temps ?

Favoriser la démarche de projet avec un objectif identifié (faire un apprentissage particulier) en intégrant la diversité des acteurs. Il est nécessaire de travailler ensemble en équipe, en lien avec la recherche, les territoires, les acteurs extérieurs. Sans vraies démarches d'entreprise, les apprenants auront du mal à rentrer dans les apprentissages qu'on veut leur faire acquérir. C'est un enjeu central pour les enseignants. Nous sommes dans une période exceptionnelle, malgré beaucoup d'angoisses, parce qu'il peut y avoir un changement mobilisateur qui peut nous rassembler malgré les différences. « Enseigner à produire autrement » et la transition agro-écologique en font partie. C'est pourquoi les tiers temps sont importants dans cette période.

Nous cherchons à capter comment les équipes pédagogiques, les partenaires d'un territoire, d'un EPL arrivent à construire ensemble une dynamique de projet pour accompagner les apprenants dans les apprentissages essentiels à partir d'objets intéressants.

Quelle est la plus-value des tiers temps ?

- S'outiller collectivement. Il serait triste de monter des projets qui disparaîtraient sans réussir à capitaliser l'essentiel.
- Associer les forces est indispensable au niveau de l'EPL, avec l'accompagnement des régions proches des EPL, des ENA, des réseaux et de la DGER. C'est dans cet ensemble que l'on peut trouver des espaces d'innovation à capitaliser pour servir la communauté. Ce n'est pas parce qu'il n'y a pas un tiers temps chez soi qu'on ne peut pas profiter des avancées réalisées dans le cadre du dispositif. Le tiers temps est utile car il amène les notions de citoyenneté essentielles à construire les individus, construire des compétences pour aller vers l'emploi. Tout cela pour agréger des personnes qui ne pensent pas pareil et en même temps on a un socle commun qui nous rassemble.

Méthode d'analyse

La méthode de lecture des rapports tiers temps avait pour but de réaliser un état des lieux autour de 3 idées :

- Identifier les items
- Rechercher des indicateurs de résultats
- Rechercher de liens entre les items analysés et les indicateurs de résultats

Trois indicateurs de résultats sont proposés :

- les productions pédagogiques réalisées par les élèves ayant fait l'objet d'une communication vers l'extérieur. On y trouve les apprentissages de la connaissance, de l'observation, du co-construit et du systémique.
- les évolutions adoptées par les équipes éducatives des EPL une fois le tiers temps terminé. Qu'est ce qui fait système, qui reste dans l'EPL.

- les projets où les actions, les expérimentations conduites sont planifiées et adaptées au rythme scolaire.

Ce travail présente des limites car il est basé sur du déclaratif (la qualité du renseignement de la fiche est importante) et l'échantillon est limité mais suffisant pour trouver du sens.

Principaux résultats

Sur les 81 projets 2013-14, les projets qui débutent sont les plus nombreux.

Les personnes qui ont le tiers temps ont surtout des profils ingénieur soit dans des statuts d'enseignants PLP et PCEA, à dominante féminine.

Les supports thématiques, sur quoi les projets prennent appui sont l'exploitation et le développement local devant la Culture/éducation.

Les thèmes de projets agriculture-élevage, grandes cultures, horticulture-maraichage sont les trois plus importants. Sur l'entrée développement local, l'agroalimentaire vient en premier grâce aux équipements qui bénéficient aux agriculteurs voisins. Les espaces tests, l'aquaculture, l'élevage, la viticulture sont des entrées ouvertes aux acteurs territoriaux très centrés sur la technique.

Les projets inter EPL ressortent en termes d'éducation.

La dynamique interannuelle montre que les plus anciens sont généralement centrés sur exploitation et développement local alors que les plus récents s'ouvrent à éducation-culture.

Les projets présentent essentiellement un seul sens directeur. Par contre quatre en ont plusieurs. Par exemple, Obernai a une entrée agro-écologie et biogaz. Les actions associées aux projets sont multiples, parfois même très nombreuses. Certaines sont intégratrices comme par exemple la construction d'un équipement.

L'animation se fait généralement en équipe avec ou sans comité de pilotage. Mais il existe aussi des tiers temps seuls.

Les partenariats sont essentiellement agricoles puis territoriaux, puis entreprise et recherche et enfin pédagogiques. Les projets regroupent entre deux et trois partenaires. 19 projets mobilisent un seul type de partenaire avec en premier les professionnels agricoles. 33 projets mobilisent deux types de partenaires issus de l'agriculture et du territoire, puis de l'agriculture et de la recherche et enfin de l'agriculture et de l'entreprise. 24 projets ont trois types de partenaires : agriculture, territoire et recherche puis agriculture, territoire et pédagogie. La recherche et la pédagogie arrivent quand sont déjà réunis agriculture et territoire.

L'implication des équipes des EPL dans les groupes de travail extérieurs montre que 31 projets ont des liens avec des groupes extérieurs et 50 n'en n'ont pas. Les principaux groupes de travail extérieurs concernent les CASDAR et les RMT. Certains sont impliqués dans des animations techniques et pédagogiques particulières.

Les pédagogies mises en œuvre sont généralement classiques, c'est-à-dire avec un prof et une salle. La pluridisciplinarité existe. Un exemple montre plusieurs classes et plusieurs niveaux associés dans une perspective de production finale. Chacun participe à son niveau et l'ensemble donne une seule production synthétique finale. 35% des apprenants ont réalisés une production finale. Le travail des apprenants est surtout constitué de diagnostics, d'études et de synthèses présentés aux commanditaires.

Parmi les publics ciblés, 60 % des rapports intermédiaires n'indiquent pas de cibles professionnelles et a priori les élus ne font pas partis des cibles.

Sur les 81 projets étudiés, seuls 15 explicitent ce qui est fait avec le partenaire. Cependant, on s'aperçoit qu'il y a plus de partenariats en pédagogie qu'en recherche. On peut supposer que le développement des partenariats avec la recherche et la pédagogie semblerait conduire les équipes à mieux préciser leurs actions et clarifier les objectifs d'apprentissage qu'ils souhaitent mettre en œuvre.

Analyse des résultats

Nous avons mis en évidence les liens entre les items observés et leur impact sur les productions d'apprenants.

La dynamique d'animation en groupe ou seul : malgré le petit échantillon, les meilleures réalisations sont obtenues quand il existe un comité de pilotage d'équipe. Quand un projet est mené uniquement par un tiers temps, il n'aboutit pas à une production d'apprenants.

La précision des perspectives écrites dans les rapports intermédiaires. Une majorité de projets ne renseignent pas les perspectives. Seulement 27 projets sur les 81 ont des perspectives

travaillées. Les projets avec des perspectives éclairantes ont des taux de réussite de 15 points supérieurs aux autres.

Le lien entre une équipe d'PL active dans un groupe de travail extérieur et le type de production d'apprenants : 45 % quand il y a un lien, 28 % quand il n'y en a pas. Le pourcentage peut être contesté vu le nombre restreint étudié. Mais cela fait quand même 17 points d'écart.

On tire de cela quelques réflexions pour l'avenir :

- Faut-il privilégier un projet fédérateur ou plusieurs projets dans les appels à projets futurs, qu'est-ce qui est le plus pertinent ?
- N'est-il pas utile d'explicitier les partenariats pour faciliter l'élaboration des scénarii pédagogiques innovants ?
- Faut-il rendre compte du fonctionnement des équipes éducatives ? Rien n'est dit sur ce qui se passe au sein des équipes éducatives. Les évolutions, les points favorables, les fragilités, c'est essentiel dans la façon de fonctionner, pour avoir des clés et avancer dans le bon sens.
- Faut-il rapporter l'ensemble des actions qui sont menées dans l'établissement cibler celles ayant une réelle innovation pédagogique ?
- Comment convaincre le collectif de rédiger avec discernement le paragraphe « perspectives » pour servir à la réflexion collective ? Je sais que ces rapports transitent dans différentes strates administratives, de la région à la DGER rendant parfois l'expression des réalités difficiles. C'est pour cela que les réunions de décloisonnement comme aujourd'hui sont intéressantes. Elles participent à mieux se connaître, permettant d'exprimer des réalités du terrain incontournables pour progresser collectivement. Et aussi bien, Il est intéressant pour nos collègues de centrale qui sont menés à décliner des politiques de voir les vrais problèmes du terrain, auxquelles sont confrontées les équipes pédagogiques.

Certains budgets montrent de gros investissements, à 3 500 000 euros, mais il serait plus intéressant de savoir les coûts supplémentaires des pédagogies s'appuyant sur des partenariats adaptés. Que coûte un partenariat pour développer un apprentissage tel que P. Mayen nous rappelle ?

Tous ces questionnements devraient nous inviter à mieux réfléchir le contenu des rapports d'étape.

Débat avec la salle



Pouvez-vous préciser ce que vous entendez par expliciter un partenariat ?

Enseignant en aquaculture, lycée de Guérande

En prenant un exemple vécu à la Bergerie nationale : créer un partenariat avec l'agence de l'eau, les questions sont : pourquoi ce partenariat ? Pour quoi faire ? Quelle va être la durée de ce partenariat ? En quoi c'est intéressant pour faire émerger de nouvelles pratiques agricoles pour reconquérir la qualité de l'eau ? Par

rapport aux formations du CFA et du CFPPA, quel scénario pédagogique met-on en œuvre pour amener les apprenants à réfléchir en termes de connaissances, en termes d'observations (pourquoi j'observe comme ça ? Pourquoi le chercheur observe comme ça ? Pourquoi l'agence de l'eau fait ces demandes précises ? Prendre ce temps de réflexion, de précision, de définition avec les partenaires aide à faire du travail utile aux agriculteurs, aux acteurs du monde rural, aux acteurs territoriaux, aux politiques, tous ceux qui viennent voir un EPL. On sera utile en tant que démonstratif et en tant que cœur de métier : former des apprenants capables d'avoir une pensée critique argumentée. C'est difficile et on ne peut pas le faire individuellement car on n'a pas le temps. Mais collectivement on a peut-être les possibilités de le faire.

Jean-Paul Teyssandier

Quelle part de l'innovation pédagogique ?
Enseignant en aquaculture, lycée de Guérande

Je ne sais pas si les méthodes sont nouvelles, rechercher des itinéraires pédagogiques qui conviennent aux cibles puisque les apprenants sont différents semble une démarche cohérente. Un apprenant qui apprend bien de façon livresque, et quelqu'un qui a une intelligence plus pratique, n'auront pas le cheminement pour obtenir le même résultat. Cet objectif d'adaptation aux cibles est difficile à réaliser individuellement, mais on peut s'en approcher si on travaille collectivement. Je pense que si on collabore on peut progresser.

Jean-Paul Teyssandier

18

Il y a dans les rapports une liste de partenariats sans préciser le type d'action effectuée avec ces partenaires. Il est donc difficile de voir quel type de travail a été réalisé avec ces partenaires. Il est nécessaire de faire le lien entre ce qui est fait dans le projet et la pédagogie.

José Ratriharinosy

Les partenaires avec une logique technique d'expérimentation n'ont pas forcément la vision des apprenants. Le directeur d'exploitation et l'équipe pédagogique doivent se poser la question sur ce que va apporter la mise en œuvre d'une expérimentation dans les apprentissages souhaités.

Jean-Paul Teyssandier

Je suis enseignant en aménagement des espaces naturels avec un tiers temps consacré au développement d'un Agenda 21 de l'établissement et principalement sur l'agro-écologie de l'exploitation agricole. Au lycée agricole de Montmorillon, il existe un historique de partenariat local important sur l'établissement et un historique plus récent de communication parce que la direction considère que ce n'est pas une priorité dans le travail. Je vais plutôt éclairer l'idée d'alternative pédagogique ou d'innovation pédagogique et de partenariat. Par exemple, je fais intervenir des professionnels aussi bien en tant que coordinateur du Bac pro GMNF qu'en tant que tiers temps Agenda 21, je fais intervenir des professionnels de la LPO, de Vienne Nature qui sont deux associations du département sur la biodiversité et sur l'animation nature. Un suivi de grenouilles avec l'association Vienne nature qui a des compétences spécifiques sur les amphibiens, en face des élèves, c'est à la fois une action tiers temps et une action pédagogique. Mais j'ai une question : ces partenariats qu'on a le temps de mettre en place avec un tiers temps, le temps de signer les conventions, de passer du temps au téléphone avec les partenaires professionnels, etc. ont un coût. Quid de ce coût dans une période de politique de restrictions budgétaires ? On rentre en conflits avec la direction de l'EPL dès que l'on veut faire de l'innovation pédagogique avec un coût pour travailler avec un partenaire extérieur.

Albin Leduc

Au sein de la Bergerie nationale, on met en route le projet d'établissement, on s'entend plutôt bien même si ce n'est pas toujours facile de se comprendre, et ce que l'on pense être bien n'est pas forcément entendu par notre direction. Cela pose la question de comment poser le problème. On prend acte que l'on n'arrive pas à se comprendre, donc on se demande si on ne peut pas poser la question autrement ? Dans notre collectif on a des gens qui travaillent là-dessus, qui peuvent nous aider, un tiers qui va reposer le problème, pour dépasser un dialogue de sourd parce que le problème est mal posé. La démarche de projet demande une équipe d'accompagnement car derrière la réalité humaine on a des objectifs réels : amener des apprentissages en termes de connaissances, d'observation, de co-construire et du systémique.

Jean-Paul Teyssandier

Je suis persuadé et je partage avec vous que tous ces projets tiers temps sur l'innovation pédagogique sont liés au projet d'établissement. Récemment, je viens de visiter un établissement dont le projet d'établissement intégrait « Enseigner à produire autrement » mais aussi l'innovation pédagogique sans la définir comme vous l'avez dit, c'est chaque équipe pédagogique qui en fonction des situations rencontrées va voir quelle pratique est la plus adaptée pour eux : lutter contre le décrochage scolaire, améliorer les apprentissages, etc. selon les objectifs. Mais dans tous les cas cela doit être dans le projet d'établissement. Dans

certain cas elles peuvent être accompagnées ou aidées par la DGER mais il y a beaucoup de situations pédagogiques qui n'induisent pas de coût supplémentaire. La situation du coût n'est pas toujours présente pour améliorer les choses.

Michel Levêque

Il faut se mettre dans un autre état d'esprit. Nous sommes conscient que l'on est dans une crise économique qui ne nous permet pas de faire ce que l'on veut. Il faut aller chercher ce dont on aurait besoin pour faire une pédagogie de grande qualité et pointer là où il y a des coûts supplémentaires. C'est le changement que je perçois derrière les opérations tiers temps. Je ne suis plus là pour aller chercher de l'argent, pour que mon établissement soit meilleur que l'autre, mais je suis là pour accompagner un dispositif public. C'est la manière dont on aborde le problème qui change.

Jean-Paul Teyssandier

Je veux bien compléter sur la question du coût. Premièrement, dans la constitution du projet il y a un descriptif technique, des actions et un plan de financement. Peut-être que l'on n'a pas été assez vigilant dans la sélection des projets sur le plan du financement mais c'est une question que l'on peut mieux préciser pour les prochains appels à projets.

Deuxièmement, le temps libéré pour la réalisation de ces projets est un financement du programme budgétaire de la DGER .

Daniel Boissière

Les ingénieurs tiers temps sortant d'école ont mis en place le projet sans passer par les appels à projets. Il y a donc une différence qui se retrouve dans les soucis de financement du projet.

José Ratrimoharinosy

Pour revenir sur la question des appels à projets, vous avez parlé toute à l'heure des RMT, réseaux mixtes technologiques. J'ai eu connaissance de ce type de structure hier aux journées nationales de l'agroforesterie. Il y a beaucoup de réseaux existants et cela prend beaucoup de temps pour tous les connaître et se les approprier. Certains dispositifs sont parfois en concurrence les uns avec les autres, cela demande aussi une appropriation politique par les directeurs de structure ou la profession en place. Mon tiers temps pourrait servir à répondre à un appel à projet Interagri entre les CPIE, les chambres d'agriculture et les lycées agricoles. Il y en a 8 en France avec des petites enveloppes budgétaires. Cela a perdu de l'intérêt pour mon établissement alors que l'on fait beaucoup de choses sur le territoire avec un voir deux CPIE car les enveloppes budgétaires sont trop petites. On en revient à la question budgétaire dans un contexte de crise économique, que peut-on faire ? On peut faire de l'alternative pédagogique, des projets tiers temps sans le sous, mais alors on ne peut pas passer du temps dans les rapports sur des coûts supplémentaires au budget. Au quotidien, on se mine le moral en se disant voilà ce que l'on aurait pu faire et qu'on ne fait pas car on n'a pas de sous.

Dans les rapports, ce qui est important c'est de démontrer ce que l'on dit ici. On ne peut pas faire d'investissement car on n'a pas assez réfléchi, assez mis en évidence le pourquoi on demande le coût supplémentaire. Tout ce qui a été fait et qui pourrait aboutir à un apprentissage, mais qui ne peut pas être fait car il manque 1500 ou 2000 euros doit être remonté de façon argumentée. Les séminaires doivent aussi servir à ça. Ces sujets denses circonscrits doivent amener des débats transversaux avec toutes les parties prenantes avec différents échelons pour mettre en œuvre les politiques les moins chères possibles et les plus efficaces possibles.

Jean-Paul Teyssandier

J'ai aussi une question, car en parlant de difficulté de financement, il y a une autre difficulté importante qui est le temps de transfert aux apprenants. Dès que l'on fait de l'innovation pédagogique on y passe plus de temps à côté des programmes qui demandent de l'enseignement théorique. Cela me rassure que l'on va trouver de l'autonomie au niveau du CAPA et j'espère que cela va suivre dans les autres programmes. Avec les étudiants on a la chance d'avoir des MIL, qui permettent de les mettre devant de nouvelles technologies sans que cela soit inscrit dans les programmes.

Pour avoir parcouru les rapports des tiers temps et pour avoir la chance de travailler directement avec un tiers temps, j'ai une réflexion du global au local sur le lien entre tiers temps, partenaires et pédagogie. L'impact des partenariats par rapport à la pédagogie est important parce que les tiers temps passent des commandes aux équipes pédagogiques par rapport aux projets développés sur les territoires. Le fait de passer commande fait que l'on est dans l'innovation pédagogique et dans ce qui est demandé dans « enseigner à produire autrement ». Cela met les apprenants en responsabilité cela leur permet souvent d'être dans l'incertitude, on peut dire qu'on les jette dans le grand bain. Ils prennent des risques, ils apprennent à gérer des controverses, ils acceptent leurs erreurs, ils apprennent à scénariser, à pronostiquer, à se décentrer sur ce qu'ils apprennent des savoirs robustes, ils apprennent aussi gérer la complexité du territoire. Ce lien est très fort même s'il est difficile de l'exprimer dans les rapports. Comment rendre compte de cet aspect ? Il faut inventer quelque chose pour que les collègues tiers temps puissent mieux l'exprimer.

Alain Daneau

On ne connaît pas tous les partenaires au début du projet. On fait une liste de partenaires, des conventions puis il y a des rencontres, des partenaires non prévus. Ils s'en ajoutent. La commande vient à la fois du partenaire et de l'exploitation agricole par exemple. C'est une demande collective, ce n'est pas que le tiers temps qui va faire une demande.

Marie-Laure Petit du lycée agricole de Neuvic

Derrière la pédagogie il y a des apprenants. En tant qu'indicateur de résultats, il serait peut-être pertinent pour une action pédagogique innovante de connaître l'avis des apprenants. Il nous manque aujourd'hui leur retour.

Jean-Paul Teyssandier

On parle de productions, de répondre à des commandes, il me semble que l'on s'adresse à des BTS ou plus. On peut impliquer des élèves de ce niveau mais avec un public de niveau inférieur, des bacs technologiques et des bacs professionnels, comment s'y prendre car on a moins de temps et moins de liberté dans nos programmes pour travailler avec eux ? Et en termes de recul comment les impliquer, comment peuvent-ils être acteurs ? Ils ne peuvent pas faire de grosses productions pour restituer à des professionnels.

Cécile Furmanik EPL de Toulouse Auzeville

Cette question est intéressante. Est-ce qu'on peut travailler sur un même projet avec des classes de niveau différent ? Les assembler dans des mêmes perspectives, en situant ce que chaque niveau peut faire de manière autonome et de dire à tous ces acteurs qu'ils sont dans un mouvement collectif. Le résultat dépend de tous. On est dans la citoyenneté, dans la construction de l'individu, dans la responsabilité en même temps que l'apprentissage de connaissance et de l'observation. Pour les classes de niveau supérieur qui auront à prendre en compte le travail des niveaux inférieurs, comment peuvent-elles en tirer quelque chose ? L'opération tiers temps permet cette organisation.

Jean-Paul Teyssandier

Quand il y a une démarche administrative on peut toujours se demander à quoi cela peut servir. Le fait que l'on demande un rapport existe depuis le début, 2007. C'est peut-être la première fois qu'on a avec insistance un regard fort qui prend des risques. Tout le monde n'est pas forcément d'accord avec ce que tu proposes, mais, quel que soit le niveau local, national ou régional ce qui nous fait poser question est intéressant. C'est un suivi administratif. L'état fait l'effort de donner un tiers de temps pendant trois ans à un établissement. C'est un coût dont vous devez témoigner de votre côté quand vous allez chercher des subventions. C'est un moyen qu'il faut rappeler aux partenaires. Ce suivi administratif, s'il ne restait que cela ne serait pas intéressant. Le regard de la Bergerie nationale permet de transformer cet outil de suivi en une réflexion qui doit servir à tout le monde. Si vous vous en servez au niveau local, ça permet de voir l'évolution. Je me souviens quand j'étais enseignant que faire des rapports sur mon travail m'enquiquinait jusqu'à ce que je me rende compte que c'était un exercice utile. Ne prenez pas cet outil imposé par l'administration comme quelque chose à faire de supplémentaire et de lourd, mais comme un outil qui doit vous servir en interne à vous et aux collègues de l'établissement. Cela sert aussi à valoriser ce que vous faites. Le rapport grand public permet à chacun de connaître où vous allez. Celui qui était décrit et analysé par la Bergerie nationale vous permet de façon déclarative d'être plus précis et de mettre en avant des difficultés ou des choses qui ont avancées différemment. Ce n'est pas un temps perdu,

l'analyse qu'à fait la Bergerie nationale est un temps qui vous est retourné. Il faut que vous vous le réapproprié et il faut que l'on s'approprie l'analyse faite aujourd'hui. On va faire en sorte que l'année prochaine, les quelques préconisations faites ces deux jours puissent être prises dans la note envoyée pour écrire les rapports intermédiaires. Quand la hiérarchie nous pose des questions sur un établissement, on ressort vos rapports. Si le ministre, la directrice générale ou un sous directeur va dans un établissement, s'il y a un tiers temps ou un chef de projet de partenariat ce que vous avez soulevé comme questionnement, ce que vous avez réalisé, les perspectives les intéressent.

Je remercie l'équipe de la Bergerie nationale d'avoir amené ces questions qui permettent de se réapproprier cet outil qui nous sert tous du local jusqu'au national.

Pour toutes les questions que vous vous posez, comment connaître les appels à projets, les orientations que vous allez donner, n'oubliez pas le niveau régional une bonne synergie. Le 9 décembre prochain nous rencontrons les régions et nous ne manquerons pas d'insister sur les forces vives que vous êtes, les réflexions que vous portez, les actions que vous portez pour faire évoluer l'ensemble des questionnements entendus ce matin.

Pascal Faucompré

Regard sur les Programmes Régionaux Enseigner à Produire Autrement, (PREPA)

Horticulture **agroécologie** foresterie formation_enseignants horticole couverts antibiotiques
maraîchage-bio gestion-différenciée **animation** Pédagogie Ecophyto
SIG **innovation**
communication démarche_participative élevage_ruminants stage Systèmes-alimentaires-durables énergie organisation
exploitation Territoire valorisation_produits productions Psychologie viticole agroéquipement Arboriculture Formation
projet lapins-bio outils_collaboratifs agroforesterie associations Analyse-de-pratiques-pédagogiques Innovation
pédagogie EDD prairies Coopération environnement horticulture optidose aquaculture économie
transversalité **systèmes-de-culture AB** biologie territoire expérimentations **ACSE**
bien-être-animal **biodiversité** grandes-cultures caprins Entreprise RH BTSA autonomie alimentaire
Recherche-formation rotation agriculture-biologique nature durabilité sélection
savoirs pluridisciplinarité ETA espaces-non-agricoles TICE aide-aux-communes wiki **réseau** Compétitivité Mildium
apiculture production
Ecoviti culture agrobiodiversité accompagnement CASDAR **pédagogie** sols changements-climatiques
Action_collective transformation
ingénierie-formation maraîchage autonomie_en_intrants zérophyto agricole adaptation à la variabilité climatique
agronomie **ÉNA** changements constructivisme pulvérisation
zootchnie didactique commercialisation
Partage_de_la_valeur_ajoutée élevage
Organisation_de_producteurs territoire **eau** problématisation **écologie** gestion

Regard sur les Programmes Régionaux Enseigner à Produire Autrement (PREPA)

Isabelle Gaborieau

On m'a demandé d'intervenir à la fois sur « Enseigner à produire autrement », sur la formation des référents qui s'est tenue à Toulouse les 17 et 21 novembre 2014 et sur le rôle que les tiers temps peuvent avoir dans cette mobilisation.

24

Enseigner à produire autrement

Les programmes régionaux « Enseigner à produire autrement » font suite à une circulaire qui s'intitulait « Elaboration d'un programme régional de l'enseignement agricole pour la transition agro écologique ». Un certain nombre d'entre vous ont du être amenés à participer aux travaux des PREPA dans vos régions. La particularité en Picardie, c'est que le tiers temps régional m'a permis de travailler cette question en amont. Tout ce travail qui a été fait sur la transition agro-écologie et éducative a donné lieu aux PREPA régionaux. La plupart des PREPA ont été conçus entre juillet 2014 et novembre de cette année. Cela a principalement mobilisé les chargés de mission des exploitations des DRAAF-SRFD, tous ceux qui étaient sur le développement et l'animation des territoires, les directeurs d'EPL, les directeurs d'exploitation agricole et atelier technologique, sans doute un peu moins les enseignants et les formateurs et très peu les apprenants.

Ces PREPA ont été conçus en régions puis des référents « Enseigner à produire autrement » ont été nommés. J'ai repris un nuage de mots qui a été fait pendant le séminaire de Toulouse sur les compétences que disent avoir ces référents. Agro-écologie, biodiversité, zootechnie, pédagogie ressortent. Certains d'entre vous ont passé du temps à noter les mêmes mots pour qu'ils ressortent de manière forte sur la diapositive. Les référents sont essentiellement des enseignants et formateurs techniques même si on trouve aussi quelques enseignants et formateurs de matières générales. Il y a aussi des directeurs d'exploitation agricole et des adjoints. Je tiens à préciser que la plupart ont été nommés sans qu'il y ait de temps de concertation dans les établissements pour voir qui pouvait être référent. Une vingtaine de tiers sont référents et donc cumulent les deux fonctions.

La formation des référents

La formation des référents s'est tenue dans la semaine du 17 au 21 novembre 2014 à l'ENFA (Ecole nationale de formation agronomique). Il y avait 130 personnes dont environ 120 référents et des acteurs du SNA. Il y a eu des échanges autour de trois entrées : Produire autrement, Enseigner à produire autrement (EaPA) et s'organiser en démarche de projet. On a alterné les plénières et les ateliers d'analyse des PREPA. L'idée étant de permettre aux référents de se connaître régionalement mais aussi nationalement et de voir quels étaient les accompagnements possibles proposés soit par les ENA (Etablissements nationaux d'appui) soit par les acteurs du SNA (système national d'appui). L'objectif était bien de se construire une culture partagée.

Le premier temps était l'analyse des PREPA. Comment a-t-il été élaboré ? Quelle gouvernance mise en place et quelle organisation ? Y a-t-il des indicateurs de suivis et d'évaluation de ce PREPA ? Avait-on pensé à la livraison de livrables ? Les ateliers se déroulaient en inter-région. Pour ma part, je suis allée en Picardie, en Nord Pas-de-Calais et en Champagne Ardennes. On avait donc des niveaux d'analyse un peu différents sur nos PREPA. En Picardie on s'est posé trois questions qui nous ont parues essentielles :

- comment produire autrement ?,
- comment EaPA ?
- comment enseigner autrement ?

La philosophie générale de notre PREPA était de travailler à la réflexivité des acteurs. On débute par l'analyse de pratique professionnelle sur l'exploitation et l'analyse de pratiques pédagogiques. Quand on élucide et qu'on utilise les mêmes mots on peut identifier ensemble des marges de manœuvres et avancer. Il y a donc trois collectifs qui s'organisent autour des

directeurs d'exploitation, des enseignants et formateurs techniques, d'instituts, de la chambre régionale d'agriculture, d'un organisme de développement (Agro transfert et territoire), etc. On va travailler sur l'accompagnement des équipes sur le « Produire autrement » des exploitations de Picardie.

Le 2ème collectif est constitué des mêmes personnes mais en regardant cette fois comment les savoirs se construisent sur les exploitations agricoles et quelle est la place qui est laissée ou non aux apprenants dans la constitution de ces savoirs dans l'exploitation. On est sur le lien entre la pédagogie et l'exploitation.

Le 3ème collectif s'intitule « Former autrement ». Il est constitué d'enseignants de toutes les disciplines qui travaillent sur la question des sciences de l'éducation. On a imaginé plusieurs choses : - l'analyse de pratiques pédagogiques, quelque soit la discipline puisque toutes sont amenées à travailler sur Enseigner autrement ;

- aider au pilotage pédagogique avec l'appui d'un bureau d'études.
- On a travaillé aussi sur la dynamique d'ancrage et la réussite éducative des élèves puisque les résultats picards par rapport au niveau national ne sont pas bons. (C'est aussi valable pour l'éducation nationale). 538 élèves ont été enquêtés. On a travaillé aussi sur la notion du métier d'enseignant et de formateur qu'avaient les enseignants pour voir s'il y avait éventuellement des obstacles pour aller vers le EaPA.

Le deuxième temps que nous avons eu à Toulouse était de regarder ce qui a été dit dans les PREPA autour du « Produire autrement ». Est-ce que dans nos programmes régionaux était clairement exprimé ce vers quoi nous souhaitions aller en termes d'agro-écologie ? J'ai pris une photographie du PREPA Picard qui reprend clairement l'idée d'un changement du monde entre un modèle productiviste et un modèle agroécologique. On a par ailleurs bien mis en évidence les critères : rapports Homme-nature, mode de gestion des problèmes et les savoirs qui en découlaient sur lesquels il va sans doute être nécessaire de travailler en se posant la question : dans quelle mesure peut-on y aller ? Est-on dans la déficience, dans de la substitution ou de la rupture ? J'y reviendrai toute à l'heure. Nous n'avons pas déterminé pour l'instant de quel côté nous souhaitions aller collectivement mais nous avons reconnu l'existence de plusieurs voies possibles pour y aller.

Le 3ème atelier était sur le « Enseigner à produire autrement » avec deux focales :

- Apprendre, c'est à dire quelle est la place des apprenants ? Même si les apprenants ont été cités dans les PREPA, ils n'ont pas été partie prenante dans l'écriture, peut-être en raison du temps serré imparti.
- Enseigner : y a-t-il une définition de quel type d'enseignement et d'éducation on souhaite mettre en œuvre dans le cadre du produire autrement ? Une éducation au jugement et au choix, à la responsabilité, à la complexité, à l'incertitude et à la gestion adaptative, avec l'idée d'un modèle de diffusion et d'inculcation de bons gestes est sans doute insuffisant, mais on n'a pas nommé précisément vers là où l'on souhaitait aller.

Le 4ème atelier portait sur le projet, avec deux questions :

La place et le rôle des référents ? On a vu pendant toute cette semaine que les référents avaient une assez mauvaise connaissance des PREPA. Certains les avaient lus mais n'avaient pas été dans leur construction. Leur place et rôle n'étaient pas clairement dits dans ces PREPA. C'était l'occasion d'imaginer quelle mission ils pouvaient avoir. Pour la Picardie on a essayé de proposer des missions, cela nous a amené aussi à replacer les référents par rapport aux collectifs.

Il y a donc des collectifs, une équipe projets (un chargé de mission ADT en DRAAF SRFD, une chargée de mission qui est plus sur Produire autrement et sur le lien entre pédagogie et production et moi qui suis chargée de mission sur ce lien entre pédagogie et production mais aussi sur les sciences de l'éducation.

Pour pouvoir accompagner de manière plus efficiente les équipes, on a monté l'année dernière un appel à projet sur la transition agroécologique avec les établissements qui ont des filières services qui se sentent moins proches de la production pour travailler sur des thématiques en lien avec le développement durable. Il y a eu un appel à projet par établissement et les référents se sont positionnés sur l'animation de ces appels à projet, tout en sachant qu'ils seront amenés à travailler avec le niveau régional et à participer au COPIL. (Il s'est réuni trois fois et se réunira une 4ème fois en décembre).

Cela a été fort pour toutes les régions à Toulouse. On a tous pu se poser des questions sur le rôle des référents et la place qu'ils avaient.

On a des tiers temps en région qui sont là aujourd'hui qui sont sur établissement et qui participent au collectif « Produire autrement » et un tiers temps régionale qui est sur les aspects culture et territoire et qui participe au collectif « Former autrement ». Dans les appels à projet on a aussi des tiers temps. En Picardie deux référents sont des anciens tiers temps. Cela montre une continuité dans la démarche.

Le dernier travail sur le projet était celui du suivi et de l'évaluation.

On a choisi de travailler sur le positionnement des établissements et plus particulièrement le positionnement d'actions pédagogiques en lien avec l'exploitation sur 4 axes : Produire autrement, Enseigner à produire autrement, apprendre (côté élèves) et la production de références avec les parties prenantes au sein de l'établissement mais aussi sur le territoire. Cet outil de positionnement vous sera présenté ce soir.

Lors des plénières le regard des chercheurs sur « Produire autrement » portait sur le changement de paradigme, de vision du monde à la fois autour du rapport Homme/nature, de la construction des problèmes, du rapport au temps. Il existe sans doute des voies de transition pour effectuer cette rupture. On peut être dans la réduction des impacts, dans le remplacement de technologie comme on peut être dans la re-conception totale du système. Ce sont autant de voies utilisées par les uns ou par les autres, mais on n'est pas sur un modèle.

En ce qui concerne EàPA, ce changement de paradigme en amène un autre en termes de posture lié à l'enseignement c'est-à-dire passer d'un mode de diffusion des savoirs et l'application des bons gestes à la co-construction de savoirs-outils avec les élèves. Il faut donc retravailler le lien entre le savoir et les apprenants :

- En termes de savoirs, les connaissances mais aussi les compétences,
- En termes d'activité, Patrick Mayen disait : passer d'une pédagogie de la réponse à une pédagogie de l'enquête. Comment est-ce que l'on travaille cette enquête avec les élèves ?
- En termes de situation, avec l'idée que les exploitations agricoles et les ateliers technologiques sont autant d'espaces potentiels d'apprentissage pour les élèves, si tant est que l'on aille regarder ce qui se passe ailleurs, travailler la diversité et la comparaison avec eux pour construire des grilles de lecture de situations professionnelles, pour les aider à comparer.

Ce qui est en jeu c'est l'articulation entre « Produire autrement » et « Enseigner à produire autrement ». Lors de la semaine à Toulouse, on a vu que certains PREPA étaient plus du côté du « Produire autrement » avec notamment des actions ponctuelles en exploitation. Parfois on parlait des référentiels et de certaines classes qui pouvaient être parties prenantes du programme, mais le EàPA n'était pas vraiment explicite. Il faut donc peut-être travailler sur les quatre axes de l'outil de positionnement, articuler le court terme (les expérimentations sur les exploitations et les ateliers technologiques) et le long terme (le changement et ce qui concerne la transition pédagogique). Tout cela nécessite un accompagnement très fort des équipes qui passe pour moi par l'analyse des pratiques professionnelles et pédagogiques. Pour les tiers temps, ce qui est en jeu est cette articulation entre « Produire autrement » et « Enseigner à produire autrement » parce que la plupart des tiers temps sont amenés à être en cours avec des élèves. Cela peut se faire à travers de son ou de ses projets. Le tiers temps est celui ou celle le ou la plus amené-ée à travailler avec les parties prenantes internes à l'établissement mais aussi externes. En cela il a une place très intéressante, le tout en lien avec les projets régionaux EàPA et les référents nommés régionalement.

Débat avec la salle

En Picardie, comment avez-vous travaillé pour la rédaction du PREPA ? avec tous les EPL de la région ?

Isabelle Favé, EPL Chateaulin dans le Finistère

Le PREPA est né du travail sur la transition agroécologique et éducative de l'enseignement agricole public. Les premiers COPIL étaient constitués de l'enseignement agricole public avec les partenaires tels que la Région très représentée, l'ADEME, Agro transfert, etc. Ensuite, nous avons invité les autres familles de l'enseignement agricole à venir nous rejoindre dans le COPIL sachant qu'il y a deux référents du privé en Picardie, l'un qui n'est pas venu à la formation de l'ENFA et l'autre des MFR que l'on n'a pas vu. Mais dans d'autres régions le privé est très représenté. Je pense au Nord-Pas-de-Calais qui était très représenté par l'enseignement privé dans l'atelier où nous étions. Cela reste parfois une question un peu clivante en région.

Isabelle Gaborieau

27

Quelle est la part des familles dans votre région ?

Isabelle Favé

On doit être à 35% à peu près d'enseignement public.

Gaborieau

Isabelle

Ce que je trouve intéressant c'est la manière dont vous vous êtes organisés dans votre région.

Jean-Paul Teyssandier

Pour l'instant on a commencé avec les trois collectifs. Maintenant on re-travaille avec les appels à projets et les référents parce qu'ils n'étaient pas dedans au début. Les collectifs vont être amenés à bouger, peut être une reconfiguration des deux collectifs « Produire autrement » et EàPA, car des personnes sont dans les deux... mais on avait besoin des trois entrées caractérisées au début.

Isabelle Gaborieau

J'étais aussi à Toulouse, mais j'insiste sur la dynamique collective régionale des référents qui a été générée par la semaine. Dans chaque région, il y a un réseau de personnes prêtes à travailler ensemble sur le programme régional. Par rapport à la question posée tout à l'heure par Alain sur la place des tiers temps, il faudra effectivement voir comment les tiers temps sont articulés avec ce groupe et cette dynamique qui démarre pour que les choses se fassent du mieux possible. Le côté « Enseigner » a clairement été identifié comme un enjeu extrêmement fort, autant sur « Produire autrement », il y a des plans, une démarche et des objectifs avec la place des exploitations qui est aussi à revisiter... Mais la façon dont tout ça mobilise le « Enseigner » dans les établissements reste un vrai travail à poursuivre.

Jean-Luc Toullec, animateur du réseau biodiversité

Témoignages



Présentation de trois porteurs de projets tiers temps sur des problématiques partagées

Une expérience biodiversité : des actions de développement qui infléchissent les représentations culturelles des apprenants

31

Pascal Faucompré

L'exercice est difficile pour nos trois interlocuteurs, car j'ai le souvenir de séances où le témoignage n'apporte pas autant qu'on le souhaiterait. L'équipe de la Bergerie nationale et Christian Pelletier ont demandé aux interlocuteurs de nous faire part de leur témoignage dans le contexte des thèmes abordés ce matin de transfert pédagogique, de lien au territoire, d'évolution des pratiques pédagogiques. L'idée n'est pas d'être trop personnel et descriptif mais d'être plus sur les questions qu'ils se sont posés, les réponses qu'ils ont pu trouver et l'évolution qu'ils ont pu appliquer dans leur pratique. Les trois témoignages sont différents avec des personnes qui ont fait soit un seul tiers temps comme Marie-Laure, ou les deux autres qui ont fait deux tiers temps et ont un certain recul. Nous avons proposé dix minutes d'intervention directe. Tout de suite après, vous avez la possibilité de poser des questions. Christian Pelletier va rebondir et conclure cette partie avec son analyse basée sur la recherche faite au sein de son réseau d'éducation au développement durable. Marie-Laure Petit va débiter avec un projet commencé en 2012 sur élevage et biodiversité des espaces naturels, expérimenter un système innovant. C'est donc la 3^{ème} année que tu travailles là-dessus.

Marie Laure Petit

Ce projet « élevage et biodiversité des espaces naturels, expérimenter un système innovant » prolonge Biodivea qui n'avait pas le même intitulé. On a choisi de présenter deux actions pédagogiques liées à un projet de territoire : d'une part la réalisation d'un chantier école par les Bac pro GMNF et d'autre part la participation au concours Prairie fleurie par les BTS GPN.

Contexte

Pour vous présenter le contexte, la ferme du lycée a une situation particulière sur le lycée de Neuvic. Elle a un atout très fort pour nous qui est qu'elle est proche des bâtiments d'enseignement. L'inconvénient majeur est qu'il n'y a plus aucune formation liée aux productions sur l'établissement puisqu'il y a deux classes de bac STAV, deux bacs pro GMNF et un bac STAV.

Les prairies humides font 40% de la SAU comme dans l'ensemble de la Corrèze et du Limousin. L'activité dominante est un élevage bovin viande de limousines accompagnée d'activités diversifiantes.

Quand on a commencé à monter le projet en répondant à l'appel à projet Biodivea, les objectifs de la ferme étaient d'une part de lier les activités d'élevage de la ferme aux formations environnementales et territoriales et d'autre part de faire de la ferme un outil au service des enjeux environnementaux du territoire. C'est-à-dire lui redonner le rôle qu'elle devait avoir et qu'elle n'avait plus à ce moment là.

Dans le même temps, dans les enjeux du territoire la directive cadre porte sur l'eau, la qualité des masses d'eau, la qualité des prairies humides fortement dégradées en milieu agricole et en milieu forestier, et enfin l'équilibre économique des fermes. Je vous rappelle que le Limousin est une petite région qui est dans les dernières au niveau des revenus agricoles, peut-être même derrière la Corse.

Au départ nous avons monté un projet avec l'objectif de faire un pâturage productif qui préserve en même temps les prairies humides. Quand on a obtenu le tiers temps à la

troisième année de Biodivea, nous l'avons appelé « élevage et biodiversité des espaces naturels, expérimenter un système innovant », c'est-à-dire expérimenter un système qui soit davantage herbagé.

Pour rappel, Biodivea était un appel à projet qui demandait aux établissements de répondre par un projet montrant comment valoriser la biodiversité sur les fermes des lycées.

Pour l'appel à projet CASDAR nous avons poursuivi l'idée que la biodiversité est un appui au système d'élevage.

Le chantier école

Dans ce contexte, les élèves des bac pro ont fait pour le chantier école des ponceaux (des ponts qui traversent les ruisseaux des prairies humides) et une descente aménagée permettant d'aller d'une rive à l'autre sans passer par le ruisseau. En fait on a des prairies humides où les animaux vont classiquement dans le ruisseau s'abreuver et traverser, ce qui donne une dégradation assez forte des prairies et de la ripisylve. D'autre part, comme les agriculteurs ont tendance à les laisser s'assécher, il y a un rigolage assez important. Territorialement, la qualité de l'eau est très dégradée dans l'espace agricole. Les communautés de communes et les cellules opérationnelles rivières qui ont souvent en charge l'entretien des ruisseaux voudraient que les éleveurs puissent tenir compte de la qualité et de la biodiversité des prairies humides. La question était donc : comment inciter les éleveurs à être attentifs à la qualité des ruisseaux et des zones humides en sachant que l'objectif de la communauté de commune est de les mettre en défend, de les protéger par des cultures (action préconisée par l'agence de bassin).

Ainsi, cinq parcelles de la ferme ont été mis en défend par les bac pro et par les BTS GPN et des abreuvements gravitaires ont été mis en place par les bac pro.

L'étape deux de la commande de la communauté de commune, après discussion avec le directeur d'exploitation, était de réaliser des ponts et des descentes de différentes formes aménagées par les élèves pour servir à terme de démonstration grandeur nature aux éleveurs du territoire. En plus de ce chantier école, il y a eu en même temps des suivis de végétation des zones mises en défend pour avoir une idée de l'évolution de la dynamique de la végétation. Des estimations de temps de travaux ont été réalisées pour estimer le temps nécessaire pour passer sous les clôtures électriques. Le chantier école a eu lieu en septembre 2013, malgré la pluie et l'état des prairies et le passage des engins équivalent au passage d'un troupeau. Nous avons maintenu cette date que les élèves soient présents. Ce projet a été monté et mené pratiquement toute l'année par les enseignants techniques de façon pluridisciplinaire :

- aménagement, ESC (module de communication dans le bac pro) avec le rendu d'un livret et une séance d'animation,

- biologie-écologie sur les suivis de végétation,

- économie sur l'estimation du coût de chantier et la législation sur l'eau. Cette notion n'a pas été tout à fait bien maîtrisée à la suite du chantier.

Le chantier concernait vingt-trois élèves organisés en trois groupes. Il a duré une semaine. Chaque groupe avait en charge un ponceau. Pendant qu'un groupe travaillait sur un ponceau, les deux autres groupes faisaient de l'entretien de lisière sur les bordures des prés. Ultérieurement l'inventaire écologique a été réalisé avec l'enseignante de biologie-écologie. Je suis intervenue pour leur expliquer ce qui était fait par les BTS GPN. Dans le cadre de la valorisation des travaux, il y a eu l'accueil des représentants de la communauté de commune et la présentation des travaux sur le terrain. Les élèves ont préparé un diaporama pour le conseil d'administration sur l'ensemble des travaux qu'ils ont réalisés. Ils ont amené les membres de ce conseil d'administration sur le terrain pour leur montrer les travaux réalisés. Ils ont fait les calculs économiques ce qui a donné lieu à trois CCF (contrôle en cours de formation).

Cela a demandé de l'organisation car le projet concernait de nombreux enseignants. Il y a eu un soutien de l'administration sur cette opération. J'ai suivi le projet mais je ne connaissais pas directement les élèves. S'adapter aux dates, au matériel absent aux dates prévues, etc. a demandé de se coordonner entre professeurs, élèves, directeur, salariés de l'exploitation et partenaires territoriaux. Malgré ces inconvénients, ce type de projet a tellement plu que nous sommes en train de remonter un autre projet sur d'autres parcelles de la ferme.

Forces et faiblesses du chantier école

Globalement, un point positif est que les profs et les élèves se sont vus avec un regard différent. Cela se voit sur les photos, ils font quelques choses ensemble. Ce sont des temps

pédagogiquement intéressant et agréables. Les élèves ont été très fiers de réaliser ce chantier, ils ont mis leur nom sur le pont.

Les forces du projet sont :

- tout le monde a été impliqué, personne n'est resté à la traîne.
- Les relations entre les disciplines se sont modifiées.
- Les élèves ont bien compris ce qu'ils faisaient, appréhendé le sens puisqu'ils ont été impliqués du début à la fin.

En revanche, ils n'ont pas toujours maîtrisé l'ensemble des notions qui ont été utilisées, en particulier en économie. Ils ont compris pourquoi il fallait faire des calculs de coût, mais pas pourquoi ils étaient faits de cette façon.

Il y a eu un manque de temps avec le tiers temps. A posteriori, je me suis dit qu'il aurait fallu que je sois là beaucoup plus souvent. Je trouve gênant que le maintien de la biodiversité soit obtenu en protégeant la biodiversité des vaches. Je préférerais qu'on mixe les deux.

Le concours prairie fleurie

Le projet du concours prairie fleurie s'inscrit dans la zone d'élevage du plateau limousin où l'herbe est omniprésente même s'il y a quelques cultures. L'élevage est essentiel pour le maintien des espaces ouverts. Hors les espaces ouverts sont aussi importants pour l'accueil des touristes et des nouveaux arrivants. Certaines exploitations essaient d'être herbagères et faire de l'élevage ovin tout à l'herbe. En revanche à l'installation, les nouveaux agriculteurs n'ont pratiquement aucun critère technico-économique sur ces systèmes de production vus comme des systèmes marginaux ou alternatifs. Quand nous nous sommes engagés dans ces systèmes innovants, nous nous sommes dit qu'il serait bien d'obtenir des critères économiques. Dans le même temps nous avons des gestionnaires d'espaces naturels, les BTS GPN, qui dans leur futur métier auront nécessairement à travailler avec des éleveurs puisqu'une grande partie des espaces protégés sont gérés par l'agriculture. Nous voulions qu'ils sachent comment approcher un système d'élevage et les relations existantes entre ce système d'élevage et la biodiversité. Pour cela nous avons proposé un MIL biodiversité et élevage appelé agroenvironnement. Ce MIL était divisé en trois temps :

- Un temps de préparation d'une visite et la visite d'une exploitation agricole pour aborder le système d'élevage, les relations avec la biodiversité à partir de questionnaire (exploitation agricole en bio toute en herbe, avec quatre races de vaches et des prairies diversifiées). Les élèves ont définis les habitats sur ces prairies en mettant des points GPS. Le rendement de matière sèche par hectare de prairies et le planning de pâturage sont ainsi obtenus en fonction de ce type de prairie.
- L'analyse peut être faite en fonction des dominantes humides ou non des parcelles pour en tirer les références technico-économiques.
- Dans un troisième temps, avec ma collègue enseignante en aménagement, nous avons eu connaissance de la grille du concours prairie fleurie lors d'une formation sur l'agro-écologie et le diagnostic prairie à Florac. Ce diagnostic nous a intéressé parce que ce n'est pas qu'un diagnostic de biodiversité. Il permet de définir les propriétés agro-écologiques des parcelles, c'est-à-dire les propriétés agronomiques et écologiques en même temps. Cela permet de regarder la cohérence existante entre l'utilisation de l'éleveur et la biodiversité. Comme le concours prairie fleurie s'ouvrait cette année aux élèves, nous nous sommes investis puisque l'action est pluri disciplinaire (nous étions trois professeurs). C'est une action de terrain et elle est faite sur des espaces à enjeux écologiques.

Forces et faiblesses du concours prairie fleurie

C'est une action nationale et territoriale recoupée avec le projet tiers temps. Les objectifs étaient définis. Les élèves de BTS GPN étaient très contents des rencontres avec les éleveurs ayant un mode de production alternatif. Les élèves ont pris conscience de la difficulté du métier d'éleveur, ce qui était déjà pas mal. Les étudiants ont vraiment eu envie de s'appliquer. Nous étions satisfaits de voir qu'à la fin, ils étaient contents du MIL et de ce qu'ils avaient fait. Ce n'était pas évident car un autre thème sur les corridors et la continuité écologique proposé à une autre classe les attirait plus.

La faiblesse du projet portait principalement sur la difficulté de mise en oeuvre. Malgré les bonnes notes, nous ne savons pas ce qui leur restera après. Le dossier était très long et nous avons eu peur d'y perdre des étudiants.

Je me suis posé des questions sur votre commande concernant le lien entre le projet et EàPA. Dans notre projet il y avait des activités de terrain, un travail sur commande et des actions

pluridisciplinaires. Cela existe dans les référentiels en place depuis 1984. Avant, je faisais déjà du travail de terrain, mais cela a été renforcé ensuite. La pluridisciplinarité existait déjà mais l'aspect commande-projet est plus présent dans les référentiels actuels. Cela est possible si on peut travailler ensemble :

1. Sur le lycée, on a l'avantage d'avoir pour les BTS GPN deux journées banalisées et en bac pro deux demi journées banalisées. Cela permet d'avoir des plages communes.
2. La direction appuie ce genre de projet ce qui facilite le travail.
3. L'entente avec les collègues joue.
4. La stabilité des équipes est importante. Neuvic n'est pas un lycée très recherché.
5. La possibilité de sortir. Ce projet n'était pas trop coûteux. La mise en défend était subventionnée pratiquement à 100%. Nous avons fait quatre sorties en car.

C'est un projet construit à partir d'un existant et des actions des équipes. Mais cela demanderait d'être maintenu sur du long terme. Il faut aussi l'envie, de l'opiniâtreté, du plaisir et du temps.

Débat avec la salle

Le plaisir et l'envie sont importants. Dans la préparation de l'après-midi, tu nous as dit que ce n'est pas le tiers temps qui t'intéresse, c'est le projet. On le ressent dans ce que tu dis. C'est un projet qui va peut-être amené un tiers temps. Je laisse la parole à Christian Pelletier puis à la salle.

Pascal Faucompré

L'idée est de poser une seule question à la ou au témoin. J'ai envie de rebondir sur les mots clés donnés ce matin avec l'intervention d'Isabelle Gaborieau sur ce qui c'est passé lors de la formation des référents et de Jean-Paul Teyssandier qui a parlé d'un article de Patrick Mayen dans la revue POUR. Dans les deux cas, cela part d'une question avec un problème à traiter. Est-ce que cela pourrait se faire aussi bien avec les jeunes sans un vrai enjeu de départ, un problème à résoudre en lien avec une vraie question ?

Christian Pelletier

Sans savoir vraiment comment l'exprimer, j'ai tendance à penser qu'on trouve la question après,

L'enjeu et la question du départ étaient le maintien de la ferme. Le fait que la ferme était en danger est ce qui a motivé tout le monde. Quand on fait du développement local, on a une idée qui est une réponse, les personnes se rencontrent et on problématise ensuite.

Marie Laure Petit

Est-ce ce fonctionnement : une question de terrain au départ, puis il y a une mise à distance puis l'enseignant y voit une possibilité de projet ?

Christian Pelletier

Les enseignants aiment bien travailler sur la ferme. Le directeur d'exploitation en discutant avec eux leur a dit son intérêt pour les ponts. Comme c'est plus valorisant nous avons parlé d'investissement et non seulement d'observation et de fonctionnement. Ce n'est pas toujours facile de savoir comment la mayonnaise prend.

Marie Laure Petit

Je vois beaucoup de similitudes entre ce qui est fait à Neuvic et ce que l'on fait à Montmorillon car il y a beaucoup de référentiels du GMNF. Où est la limite entre les missions de coordinateur de filière de l'enseignant dans une filière GMNF et de tiers temps ? Est-ce que le fait d'avoir un tiers temps t'a permis d'aller plus loin dans ce projet ?

Albin Leduc, lycée de Montmorillon

Je vais répondre par rapport à ma propre expérience et non par rapport à ma fonction. Je suis professeure d'économie, j'ai travaillé aux CIVAM. Quand je suis arrivée dans ce lycée ayant des formations environnementales et où le BTS GPN a une certaine notoriété, il y avait un discours très naturaliste et de protection d'un côté, et un discours très agricole du côté de la ferme. Puis le directeur d'exploitation est changé et le dialogue est devenu plus facile. J'ai eu

plus l'impression de faire de la médiation et de permettre que des choses puissent se mettre en place car je faisais une traduction de langage. Certaines choses présentées par des collègues ne passaient pas en raison de la façon de le dire. Mais ce n'est pas le tiers temps qui l'a permis car le projet avait commencé avant.

Marie Laure Petit

Mais le tiers temps pourrait servir à faire de la médiation ? Il y a peut-être eu un long temps de travail sur l'EPL entre des gens qui ne pouvaient pas s'entendre parce qu'ils avaient une culture professionnelle différente ?

Pascal Faucompré

35

Quand je dis « qui ne s'entendaient pas » cela ne veut pas dire en termes de conflits. Ce n'est pas la même culture et quand peu de personnes ont une culture d'entreprise agricole, cela mène à des projets irréalisables. Quand il a été décidé de garder les vaches, nous avons étudié comment travailler sur cette base. Cela a été entendu. Ce sont des questions de personnes et de moment.

Marie Laure Petit

C'est ça la réalité des établissements, des questions de personnes plus ou moins passionnées.

Pascal Faucompré

En dehors de l'aspect humain, quand on a un tiers temps on peut prendre du temps pour fédérer les équipes, discuter avec des gens qui n'ont pas l'occasion de travailler ensemble, qui n'ont pas le temps. Est-ce que tu peux nous parler un peu plus de l'appel à projet Biodivea, du dossier qu'il a fallut monter, des éléments qu'il y avait dedans et comment les fonds sont arrivés ?

Albin Leduc

Quand je suis arrivée à Neuvic, cela faisait cinq ans que je n'étais plus professeure. Ca a été assez difficile car j'avais en charge les cours de comptabilité pour les GPN. Je suis sortie sur le terrain avec eux. Ils travaillaient entre autre sur les rivières et avaient fait un diagnostic sur les ruisseaux de la ferme. Des collègues d'aménagement se demandaient comment faire des partenariats. Quand j'étais au CIVAM nous avons beaucoup travaillé sur la gestion herbagère. Quand Biodivea est arrivé, après discussion entre nous et avec le CEN, cela nous a paru évident que nous allions travailler sur la gestion herbagère et sur la gestion des prairies humides. J'ai donc rédigé le projet. Nous avons travaillé ensemble avec l'équipe pédagogique pour voir quelles classes engager dans l'action. Mais comme j'interviens en BTS et non en Bac pro, c'est vrai que nous discutons plus avec l'équipe BTS qu'avec l'équipe bac pro. Je suis consciente que c'est une faiblesse.

Marie Laure Petit

Pascal Faucompré

On va passer du Limousin à l'Aquitaine. Gil tu connais bien le système puisque c'est le deuxième tiers temps que tu occupes. Et non seulement tu vas nous présenter le point où tu en es avec ce tiers temps qui s'appelle « de l'expertise énergétique à la production d'outils pédagogiques pour la formation initiale et continue », mais comme la première expérience a du te servir pour la seconde, tu as certainement en tête ces questions de transfert, de partenaires et de lien avec la pédagogie.

36

Gil Motar

Le contexte

Je vais commencer par vous présenter le contexte et vous dire comment j'ai évolué dans celui-ci.

Le premier tiers temps portait sur les systèmes alimentaires locaux. J'ai travaillé sur les questions du bio local à la cantine, qui donnaient une empreinte forte au projet d'établissement et d'agenda 21, et parallèlement sur des questions de développement local, notamment avec Alain Daneau sur l'émergence d'espaces tests. Le contraste avec ce que je fais actuellement, c'est que les questions de terrain qui portaient sur le projet d'établissement n'étaient pas directement en transfert pédagogique dans les formations agro-alimentaires ou agricoles, même si on parle des circuits courts. En revanche ce premier projet tiers temps a accompagné la dynamique de l'établissement.

Pour ce nouveau projet, la commande de la direction était d'aboutir à des formations autour de l'énergie à la ferme. Dans le département périgourdin, il existe cinq unités collectives de méthanisation et au moins cinq projets, accompagnés par la chambre d'agriculture et par la fédération départementale des CUMA. Il existe une dynamique territoriale qui est accompagnée par un CASDAR collectif pour l'agro écologie en Périgord. Ce CASDAR explore plusieurs pistes et ne se limite pas à l'énergie. L'EPL de Périgueux a suivi cette mouvance et détient une des cinq unités de méthanisation du Périgord. Ce projet a débuté en 2006 avec quatre ans d'incubation, deux années de construction et à ce jour deux années de fonctionnement de l'unité. Ce projet a muri sur la partie de l'exploitation qui détient la filière canard qui va de la naissance des canetons jusqu'à la boîte de conserve avec tous les lisiers et fumiers à traiter. Dès le départ nous étions d'accord que nous n'allions pas former des spécialistes de la méthanisation, que cela ne pouvait pas être déconnecté du système et que je devais avoir une compétence en matière de bilan énergétique et gaz à effets de serre sur la ferme. Dans quel contexte énergétique et gaz à effets de serre intervient un projet ? Et en élargissant il y a aussi le bois-énergie, le photovoltaïque et aussi toutes les sources d'économie d'énergie et de limitation des gaz à effet de serre sur la ferme. Pour cela j'ai suivi la formation Dia'terre à Solagro. Peut-être que quelques-uns connaissent historiquement PLANETE d'utilisation libre qui est un outil de diagnostic d'énergie et de gaz à effet de serre ? Pour Dia'Terre, c'est un peu compliqué parce que c'est un outil agréé par l'ADEME et il faut que la personne qui conduit le diagnostic soit habilitée à le faire. Je suis donc maintenant habilité à délivrer ce diagnostic. Cette démarche de se former à ce type d'outil vient dans la continuité de mon expérience partie de l'agriculture durable, le développement durable dans l'établissement et une approche systémique. De plus j'interviens en zootechnie en BTS acse qui est une formation qui se prête à une étude de cas et à cette approche systémique. Ce contexte est renforcé aujourd'hui par le plan énergie méthanisation azote et le système national d'appui (SNA) avec l'animatrice du réseau énergie, Claire Durox qui nous accompagne.

L'autre projet directement dans les pas du tiers temps est le CASDAR « Accompagnement par la formation des futurs agriculteurs au changement climatique » (AFFACC). Nous sommes douze collègues à se regrouper sur cette thématique en nous répartissant les approches. J'ai pris le morceau sur la gestion des déjections et limitation des gaz à effet de serre (GES), et plus particulièrement « En quoi la méthanisation est-elle un outil ? ».

Les séquences pédagogiques

L'année dernière j'ai fait des petites séquences : un diagnostic Dia'Terre avec les BTS acse sur l'autre ferme du lycée qui possède un troupeau de bovins viande en système polyculture élevage qui s'y prête bien. C'est une étude de cas où l'on collecte les données que l'on analyse pour en déduire les postes gros consommateurs d'énergie et gros émetteurs en GES en identifiant comment l'agriculteur peut agir. Concrètement cela rejoint l'autonomie en azote au niveau de la fertilisation des prairies, l'autonomie en concentrés, réduction du gasoil par le travail simplifié des prairies.

Il y a eu aussi un PIC d'étudiants qui ont inauguré le méthaniseur et fait une vidéo. D'autres séquences pédagogiques ont eu lieu en Terminal S et Bac techno.

Cette année, je travaille sur deux projets :

- Portés par la réforme du BTS acse qui introduit l'agro-écologie à tous les étages, nous allons faire au printemps avec les collègues un MIL énergie et GEF. Cela va être beaucoup plus structuré en partant d'une contextualisation, une étude de cas avec un diagnostic Dia'Terre appliqué sur la ferme pour trouver des pistes d'amélioration.
- Le BPREA du CFPPA est un autre chantier. Deux journées sont proposées à la quarantaine de stagiaires adultes sur l'énergie. Les deux fermes seront utilisées comme support avec la visite du méthaniseur (en quoi apporte-t-il à la ferme ?) et la présentation du diagnostic et des leviers d'amélioration du système de polyculture élevage du domaine des Chaulnes.

Débat avec la salle

La question des filières me semble intéressante. C'est pluridisciplinaire, mais tu penses autant à la formation initiale qu'à la formation continue. Peux-tu nous dire quelques mots là-dessus, et qu'apporte en plus le tiers temps ?

Pascal Faucompré

L'entrée pour le BPREA était une opportunité. Le travail que l'on fait avec la chambre d'agriculture sur la méthanisation, la contribution de l'établissement au CASDAR, ne peut se réaliser que sur des fonds privés avec des montages complexes. C'est-à-dire que mon temps de fonction publique ne peut pas être intégré dans le CASDAR. Je ne peux donc qu'animer une dynamique de l'établissement qui s'inscrit dans le CASDAR (accompagnement des collègues du CFPPA) ou mettre du temps de travail d'étudiants dans le CASDAR sur le montage que l'on a fait, puisque je coordonne une licence professionnelle avec la fac de géographie. Ce portage sur fonds privés ne peut être porté que par le CFPPA et des stagiaires adulte.

Gil Motar

Est-ce que ta pratique grâce à ce dispositif (c'est ta 5^{ème} année de tiers temps) a changé tes relations ou ta façon d'approcher la formation ?

Pascal Faucompré

On revient toujours à la même chose : c'est du temps. A un projet émergent sur l'établissement ou à l'extérieur, il faut du temps pour son montage, pour l'accompagner et le valoriser en aval. Ce temps est trop limité quand on est uniquement enseignant.

Gil Motar

Tu nous as dit que tu montais beaucoup de choses avec les jeunes, que vises-tu en tant qu'apprentissage avec eux ? Qu'ils sachent utiliser Dia-Terre ? Qu'ils acquièrent d'autres savoirs en partant d'une action ?

Christian Pelletier

Savoir utiliser Dia-Terre : non, c'est complexe à tel point que l'on peut difficilement mettre le logiciel entre leurs mains et pour des raisons de droits. On est avec eux sur la récolte de données en amont, de l'exploitation des données et sur la valorisation des résultats en aval. L'objectif est de montrer que par ce volet, un BTS acse ou un Bac pro peut repartir convaincu qu'il ait intérêt au plan énergétique à limiter la consommation de gasoil, et la consommation

d'engrais azoté, même si cela paraît évident. C'est du démonstratif. Quand on est sur des éléments abstraits comme les GEF, on peut illustrer ce que cela représente. On peut les conseiller sur ce qu'ils pourront faire demain en tant qu'agriculteur.

Gil Motar

Dans le casdar AFFACC, qu'es-tu en train de produire et comment as-tu essayé de le mettre en place avec les jeunes ? Comment cela fonctionne-t-il ?

Christian Pelletier

Nous sommes est en train de produire un outil avec Eduter, mais je ne l'ai pas encore testé avec un public apprenant. Sur ce sujet innovant, on en apprend tous les jours avec le GIEC et on avance dans une complexité avec les collègues. Je me le suis approprié pour le digérer et le restituer aux élèves. Voici un exemple concret : une vache laitière émet en système lisier cinq tonnes équivalent carbone en une année entre le moment où elle produit des déjections et le moment de leur épandage. La méthanisation permet de limiter l'effet de serre d'1,5 t. On est en train de travailler ce type de données pour les transférer dans des séquences pédagogiques.

Gil Motar

Avec l'utilisation de l'outil Dia'Terre, où on rentre des éléments et on sort des résultats, comment aiguise-t-on l'esprit critique des élèves ?

JP Teyssandier

On ne peut pas utiliser ce type d'outil sans avoir eu au moins une demi-journée, quatre à huit heures d'apport en amont pour situer la notion d'énergie et de GEF. L'outil ne vient qu'après.

Gil Motar

C'est deux exemples partent de l'exploitation mais vont bien au-delà et intéressent aussi ceux qui n'ont pas une approche uniquement technique. On se pose la question de ce que peut apporter en plus le tiers temps. Cela ne doit pas porter sur la thématique mais bel et bien du statut et de la fonction du tiers temps.

Pascal Faucompré

Est-ce que vous avez pu travailler l'étape suivant la production, c'est-à-dire l'énergie de la transformation des canards ? Ou est-ce que vous l'envisagez par la suite ?

Claudine Elbissier-Leclercq, LEGTA Nancy - Pixérécourt

Peu, car Dia'Terre est un outil adapté à la production. On l'a appliqué sur la ferme où se trouvent les palmipèdes et le méthaniseur. On pointe du doigt la consommation énergétique du pôle transformation. On peut aussi soulever des débats de société. Avec PLANETE, on avait un bilan énergétique et on avait la notion d'efficacité énergétique. Avec Dia'Terre, on est uniquement dans les postes de production énergétique. Il ne met pas les productions dos à dos car la production de foie gras et l'efficacité énergétique ne vont pas ensemble. Il n'amène pas non plus le débat de la consommation de viande. Par contre sur un système donné, on se pose les questions sur les pistes et les leviers d'amélioration. Dia'Terre n'est pas adapté à la transformation alimentaire.

Gil Motar

Pascal Faucompré

Nous passons de l'Aquitaine à la Haute Normandie. Jean-Robert Moronval, tu es aussi un habitué de ces rencontres puisque tu es dans ton deuxième tiers temps. Celui-ci s'appelle « produire et diffuser des ressources pédagogiques et didactique en agro-écologie ». Comme pour la démarche de Gil, le fait qu'un projet tel que celui-ci vienne après un premier tiers temps n'est pas neutre. Là aussi, nous nous intéressons aux questions du transfert, des relations avec les collègues et le lien avec le territoire.

39

Jean-Robert Moronval

EPL de l'Eure, Lycée Edouard de Chambray

Je vais vous présenter ce qui a été fait lors de mon premier tiers temps. Comme Marie-Laure, on a répondu à l'appel à projet Biodivea. La question était la suivante : A la recherche d'une biodiversité fonctionnelle et/ou patrimoniale au sein de différents systèmes de cultures. Mon premier tiers temps concernait les systèmes de culture, la biodiversité et la qualité de l'eau. Pour diverses raisons j'ai principalement travaillé sur la biodiversité. Répondre à l'appel à projet Biodivea a donné les moyens de faire différentes choses. L'une des difficultés quand on a un tiers temps c'est de trouver de l'argent pour monter des projets, ce que permet l'appel à projet.

La réponse à l'appel à projet

Les objectifs de notre réponse étaient d'observer la biodiversité en lien avec les pratiques agricoles ? cela impliquait d'être en lien avec le territoire et faire un inventaire de la biodiversité présente en fonction des systèmes de culture. Plus précisément les objectifs étaient d'évaluer l'impact des pratiques culturales sur la biodiversité et le rôle des infrastructures agro-écologiques (IAE) sur la biodiversité présente.

Plus spécifiquement on cherche à acquérir des méthodes et capitaliser des savoirs. L'aspect méthodologique est très important car quand on commence ce genre de projet on a des idées sur la façon de procéder sans être très sûrs de nous, car c'est un milieu vivant avec de nombreux facteurs à prendre en compte. Nous ne savions pas non plus comment transférer vers les élèves et étudiants. Faire des mesures c'est bien, les interpréter est plus compliqué, mais il faut aussi les transférer. L'objectif opérationnel du projet était donc de réaliser des mesures et d'analyser les résultats obtenus.

Nos mesures ont plusieurs vocations :

Des mesures à vocation d'inventaire : Un inventaire floristique et des points d'écoute d'oiseaux. On a donc fait un inventaire de plantes puis des spécialistes se sont positionnés dans des parcelles pour identifier les oiseaux par leur chant.

Des mesures à vocation analytique : une mesure des populations de lombrics, notamment avec la méthode proposée par Daniel Cluzeau de Rennes et une mesure des populations de carabes (le carabe étant reconnu comme étant un indicateur pertinent de la biodiversité). Pour expliquer ces mesures on recherche des variables explicatives : le paysage, les pratiques culturales et tout ce qui est inhérent au système de culture. Pour faire ces mesures, on va travailler en ayant une approche de la chaîne trophique, en regardant tous les êtres vivants que l'on trouve un peu partout sur des parcelles d'agricoles. Le premier lien avec le territoire va se faire par l'intermédiaire des agriculteurs. On a une série de mesures qui vont être communes à toutes les parcelles : les populations de lombrics, les carabes microbiens du sol comme indice d'activité biologique et la faune épigée avec des pièges Barber pour évaluer notre population de carabes. On a aussi d'autres types de mesures : des inventaires floristiques, des points écoute d'oiseaux, des transepts de papillons, etc. ce qui était proposé par l'observatoire de la biodiversité. En fait, on regarde la faune du sol, la flore et la faune aérienne.

Certaines parcelles sont celles des agriculteurs et certaines sont situées sur l'exploitation agricole du lycée. Certaines mesures sont spécifiques aux parcelles du lycée de Chambray et d'autres mesures sont faites sur l'ensemble de tout le réseau de parcelles.

Nous avons plusieurs types de partenaires.

Les partenaires locaux :

- le CREE (centre de ressources éducation à l'environnement) est une structure qui existe au sein même du lycée de Chambray avec une cheffe de projets et deux animateurs à temps plein.
- L'ARENE (l'agence régionale de l'environnement en Haute Normandie) qui nous aide à faire des inventaires de biodiversité, des points écoute oiseaux et des inventaires floristiques.
- Le conservatoire d'espaces naturels de Haute Normandie est aussi impliqué sur le projet au niveau des plantes messicoles.

Les partenaires nationaux :

OPVT (Observatoire participatif des vers de terre), ce que fait Daniel Cluzeau qui nous a fournis un protocole.

Pour bien identifier les carabes, il faut faire une identification à l'espèce. Pour cela, il a fallu se former car je suis professeur d'agronomie et non d'écologie, je ne les connaissais pas. La formation a été assurée par ARVALIS – Institut du végétal avec lequel nous sommes partenaire dans le cadre du CASDAR AUXIMORE. Nous avons été mis en relation avec Jean-Luc Roger de l'INRA de Rennes, Jean-David Chapelin-Viscardi du laboratoire d'éco-entomologie d'Orléans et l'observatoire de la biodiversité (OAB). Les deux partenaires qui nous apportent le plus sont l'INRA et le laboratoire d'éco-entomologie.

L'autre partenaire qu'il ne faut pas oublier, ce sont les agriculteurs. Ils vont énormément nous aider en mettant à disposition des parcelles sur lesquelles ils font leurs travaux et sur lesquelles nous faisons les observations. Le réseau de parcelles est présenté sous forme de tableau avec le nom des parcelles repérées en fonction du système agricole (conduite culturale conventionnelle, conduite biologique...), le paysage et des autres facteurs qui peuvent influencer. Les mesures ont été faites sur trois ans, les cultures changent donc et les pratiques culturales aussi (labour ou non, etc.). C'est un des points forts de ce projet car la dimension territoriale est très importante. Nous sommes dans l'agro-écologie puisque nous observons pour comprendre ce qui se passe sur le terrain, pour ensuite pouvoir l'expliquer et apporter notre regard sur ce que font les agriculteurs chez eux. Ce réseau de parcelles est assez dispersé mais il a été choisi en fonction de l'intérêt qu'elles présentent. Certaines sont en paysage d'open fields et d'autre en milieu plus boisé. Une parcelle est chez quelqu'un qui démarrait en agroforesterie en janvier 2011. La première mesure a été faite l'année de la plantation.

Les résultats

L'indicateur le plus pertinent est le suivi des carabes. C'était le plus complexe à mettre en œuvre, qui a demandé le plus de travail, mais qui était le plus pertinent. Il en est ressorti des connaissances, des ressources pédagogiques que l'on va transférer et des actions de communication et d'information qui seront destinées aux agriculteurs acteurs du territoire.

Au niveau des connaissances, on étudie la sensibilité des indicateurs. Les indicateurs les plus sensibles aux systèmes de cultures sont les populations de carabes. On y trouve des espèces rares et des espèces indicatrices, les carabes que l'on trouve ne sont pas du fait du hasard. C'est au fil du temps que notre regard s'est affiné et que l'on a mieux compris ce qui se passe. On ne pouvait transférer tout de suite aux élèves car on était en train d'apprendre. Les résultats ont donné 35 espèces de carabes courantes, rares. On a observé sur certaines cultures une résilience des populations. On a observé des populations constamment déséquilibrées, des populations momentanément déséquilibrées mais qui après reviennent, le rôle très importants des IAE (infra structures agro-écologiques) et le rôle important du couvert végétal sur les parcelles.

Concrètement, les ressources produites avec ces résultats sont :

- la clé de détermination de Jean-Luc Roger,
- une collection de carabes au lycée en piluliers,
- une collection de carabes en boîtes de référence validée par Jean-David Chapelin-Viscardi,
- des A4 plastifiés par espèces que l'on a trouvées
- des données de relevés par parcelles et par an,
- le plan des parcelles en A4.

Le scénario que j'ai adopté et que je vais détailler avec les premières S, est de définir des situations problèmes, co-construire un raisonnement et faire une synthèse. Cela nécessite de mettre les élèves en position d'acteurs. Nous travaillons surtout en méthode interrogative puis en méthodes actives ou méthodes de découverte. L'objectif ici était de mettre en place une stratégie didactique pour favoriser l'émergence des raisonnements formels et informels et l'acquisition des savoirs. L'idée est que les élèves se posent des questions au vue des résultats obtenus sur les parcelles.

J'ai défini ma situation problème de la façon suivante : il y a dans l'Eure des paysages diversifiés et des conduites culturelles diversifiées (bio, intégrées, conventionnelles), une biodiversité en déclin à tel point que dans le département, il existe un programme spécifique plantes messicoles. La problématique est donc : quel est l'impact du système de culture sur la biodiversité dans le territoire observé ? Pour répondre à cette problématique, nous devons nous poser d'autres questions. Il faut caractériser les paysages, les conduites culturelles et mesurer la biodiversité. Il faut donc choisir les indicateurs et les grilles de lecture. En termes de scénarisation pédagogique on est dans une situation problème et en fonction du problème on pose la question pour ensuite préciser la question et lui donner une dimension opérationnelle.

Action de communication et d'information vers les acteurs du territoire

- Il y a eu deux grosses journées de communication. Une le 26 septembre 2012, (une le 4 juin 2012 ne concernait pas les carabes) et le 4 juin 2013.
- Il y a eu un transfert direct vers un agriculteur très intéressé par les résultats (celui qui avait la parcelle d'agroforesterie). Il se trouve que chez lui on trouve une espèce de carabe que l'on ne trouve nulle part ailleurs et qui est très sensible à l'utilisation des produits phytosanitaires.
- Un article est à paraître dans Wiki agri.
- La présentation des résultats aux étudiants en BTS asce de l'Eure et ceux d'Yvetot en février 2015.
- Une communication pour les partenaires : Quand on commence un tiers temps, il faut se trouver des partenaires pour bien avancer.

Le 26 septembre 2012, nous avons organisé une très grosse journée. Le partenaire était intitulé les défis ruraux (CIVAM en Seine maritime). Les intervenants étaient Natacha Delavaux de l'Université de Renne 1, qui est une collègue de Daniel Cluzeau, Jean-Luc Roger et moi. Le public était constitué des agriculteurs et des conseillers agricoles.

Le 4 juin, j'intervenais mais ce n'était pas moi qui organisais la journée. Elle était faite à la demande du bassin de captage, car en plus des problèmes de biodiversité, il y a chez nous de très gros problèmes de qualité de l'eau. Leur demande était une communication sur : Comment réduire l'utilisation des phyto et pour cela, comment utiliser la biodiversité ? On a donc présenté les carabes acteurs et indicateurs de biodiversité.

Le bilan que l'on retire de cette action : beaucoup d'intérêts de la part des agriculteurs. Un d'eux a décidé de mettre plus d'IAE dans ses parcelles. Deux parcelles déjà prises en charge dans le cadre de Biodivea, sont suivies dans le cadre des ENI (suivi des effets non intentionnels des produits phytosanitaires) de l'axe 3 du plan éco-phyto.

Le programme des plantes messicoles que je n'ai pas détaillé se poursuit. On doit re-semer des plantes messicoles bientôt. Il y a des actions de communications sur les données de populations de carabes et de capitalisations sur les données lombrics. On poursuit les mesures presque de façon routinière avec les élèves tous les ans sur deux parcelles.

Débat avec la salle

Ce n'est pas facile de résumer une telle action en 20 minutes, mais vous ne répondez pas tout à fait à nos questions. Mais peu importe, j'en retiens que vous avez travaillé avec l'incertitude et on le ressent dans pas mal de projets. Avec l'agro écologie, on ne peut pas être sur plein de choses et il faut jouer avec. Je laisse la première question à Christian Pelletier.

Pascal Faucompré

Tu as dit « le transfert aux élèves ne se fait pas tout de suite car il y a trop d'incertitude ». Cela veut-il dire que l'on ne doit pas transférer de l'incertitude ?

Christian Pelletier

Cela concernait uniquement les populations de carabes. Au début on hésite à faire du transfert pédagogique car si on fait des relevés par des systèmes de piégeage et du tri avec les élèves, on manque d'éléments en termes d'interprétation. Il faut avoir des éléments capitalisés pour pouvoir commencer à interpréter les résultats. La scénarisation pédagogique que j'ai essayée de mettre en place derrière avait pour objectif de les mettre en situation d'analyser les résultats que l'on a obtenus, mais l'analyse ne peut se faire qu'après trois années d'observation.

Jean-Robert Moronval

Pour ce travail avec les élèves, il faut un sacré background pour réaliser cette analyse. Avec quelle filière travailles-tu ? Qu'attends-tu de ce qu'ils doivent essayer de voir par rapport à la situation problème ? S'il n'y avait qu'une seule chose à conserver au final, qu'est-ce qu'ils doivent garder pour être de bons diagnosticiens dans ces situations ?

Christian Pelletier

L'idée de transfert et de valorisation des populations de carabes avec les 1^{ères} S était de les amener au raisonnement, à une démarche de construction, plus qu'au résultat en lui même.

Jean-Robert Moronval

S'il y a des étapes, cela peut-il se schématiser ? Est-ce qu'il va rester quelque chose à la fin en terme de démarche ou ne va-t-il rester qu'une collection de carabes ?

Christian Pelletier

Non. Pour eux il reste bien toute la démarche, c'est-à-dire 1 : on définit la problématique ; 2 : on définit avec eux les indicateurs les plus pertinents ; 3 : on cherche à les expliquer.

Jean-Robert Moronval

Et s'ils viennent sur le lycée du Mans, peuvent-ils se servir de ces outils que tu as construit avec eux ?

Christian Pelletier

Oui.

Jean-Robert Moronval

Tu es professeur d'agronomie. Les professeurs de biologie écologie ont-ils été impliqués ? Il y a une part importante dans l'agro-écologie pour relier agronomie et écologie.

Jean-Luc Toullec

Ils se sont impliqués sur les travaux de mesure de lombrics car c'est assez opérationnel, en plus c'est assez ludique pour les élèves et les résultats sont immédiats. L'interprétation peut être rapide. En revanche pour les populations de carabes moins. Je l'ai fait avec les élèves car je connais très bien les parcelles, j'y suis allé trois ans avec un relevé toutes les semaines pendant six semaines. On discute avec l'agriculteur quand on le rencontre. Une des difficultés didactiques avec les élèves est peut être de connaître la situation par cœur. Les professeurs de biologie écologie ne l'ont pas trop appropriée étant débordés. C'est une charge de travail énorme dès lors que l'on va à l'espèce et que l'on est capable d'interpréter la signification des espèces. J'ai distribué à tous les collègues les comptes-rendus d'activité tous les ans avec les comptes rendus techniques et financiers. Je ne suis pas sûr que tout le monde ai lu les 40

pages. Peut-être qu'il aurait fallu que je fasse à la fin une sorte de séminaire de restitution des différents travaux réalisés. On a eu envie de le faire à l'automne 2014 mais on n'a pas eu le temps.

Jean-Robert Moronval

Est-ce qu'au regard des résultats, il y avait eu des changements de pratiques sur les parcelles ? Est-ce que c'était imaginé, envisagé ou étiez-vous sur des parcelles où il n'y avait pas de changement utile ?

Emmanuelle Zanchi, animatrice du réseau élevage

Il y avait deux changements de pratique chez des agriculteurs mais pas sur les parcelles du lycée. Un agriculteur n'a pas décidé de changer de pratique puisqu'il était déjà en bio, mais il a décidé de mettre plus d'IAE, car il y a eu en plus un diagnostic IBIS sur son exploitation. Faire un diagnostic IBIS sur six exploitations n'était pas possible. L'autre agriculteur qui était très intéressé par les résultats, chez qui on a trouvé une espèce rare, a changé de pratique. Il ne met plus de produits phytosanitaires sur la parcelle étudiée et même s'il a un problème de chardons, il essaie de le résoudre autrement.

Jean-Robert Moronval

Est-ce que cela a été abordé avec les apprenants ?

Emmanuelle Zanchi

Oui, ça a été évoqué quand j'ai terminé le travail avec les 1^{ères} S.

Jean-Robert Moronval

Ce tiers temps a permis de prendre du temps sur l'expertise des carabes. Comment est-ce transposable dans cinq ou six ans avec le même public de 1^{ères} S s'il n'y a plus ce temps ? Comment peut-on maintenir cette démarche Biodivea, les rendre acteurs de l'expérimentation sur la biodiversité, les relevées, le calcul, etc. ?

Ludovic Beaudoux, enseignant dans le Morbihan

Les 1^{ères} S ont été impliqués sur les relevés des lombrics. Sur les carabes ce qui m'intéresse plus que le résultat, c'est la démarche. Bien sûr si on présente aux élèves des résultats de 2011, 2012, 2013, en 2020 cela paraîtra ancien. Quelle importance ? Peut-être que la population de carabes aura évolué depuis ? Peut-être qu'en 2020 il sera nécessaire de faire d'autres mesures et qu'il y aura un autre appel à projet Biodivea ? En 2013, il n'y en avait plus de tiers temps. Le nouveau tiers temps que j'ai obtenu démarrera maintenant en 2014. Je l'ai fait dans le cadre de mon cours. Je vais le faire en BTS acse dans le cadre du cours car le M57 s'y prête bien ou en APV dans le M55 régulation biologique d'un agrosystème.

Jean-Robert Moronval

Je crois que tu es à la fois tiers temps et référent agro-écologie sur ton établissement. Comment vois-tu la complémentarité de ces deux missions, notamment sur les transferts pédagogiques ? Est-ce qu'avoir une mission référent agro-écologie donne un plus à cette action de transfert pédagogique ?

Alain Daneau

La fonction du référent agro-écologie se traduit par le suivi des exploitations agricoles des EPL de la région. Est-ce que ça me donne une casquette supplémentaire ? Je pense que ça me sert, puisque c'est grâce à ça que je vais à Yvetot au mois de février présenter les résultats des carabes. C'est très vendeur (rires).

Jean-Robert Moronval

Etre référent agro-écologie, c'est se mettre dans la dynamique Enseigner à produire autrement. Est-ce que tu vis ça comme un prolongement de ton tiers temps, un souffle nouveau, etc. ? Est-ce que ça va t'engager à mener d'autres méthodes pédagogiques avec tes étudiants ?

Alain Daneau

Enseigner à produire autrement, c'est pour moi ce que j'avais typiquement essayé de mettre en œuvre avec les 1^{ères} S et avec les BTS acse. L'idée est que l'on part de l'observation de

terrain, on se questionne par rapport à cette observation, on fait émerger une problématique et on essaie de co-construire une réponse avec les élèves. La mission de référent agro-écologie et ce qui est relatif à mon nouveau tiers temps sur « Produire et diffuser des ressources pédagogiques et didactiques en agro-écologie » forment pour moi un tout. J'ai un peu de mal à répondre concrètement à la question. L'idée est de ne pas être en situation de transfert de façon descendante vis-à-vis des étudiants et des élèves, on ne va pas leur apporter des choses. On n'est pas là pour leur organiser des informations, pour aller chercher des informations dans la littérature, les organiser et leur rendre accessibles pour faire en sorte qu'ils apprennent. L'objectif est qu'ils puissent s'approprier un savoir. Puis en partant de là qu'ils puissent apprendre au sens que les savoirs qu'ils vont acquérir correspondent chez eux à de la connaissance. Le lien avec la position de référent agro-écologie, je le vois essentiellement sous l'angle pédagogique en termes de production de ressources pédagogiques, donc en complément avec mon tiers temps.

Jean-Robert Moronval

Est-ce que tu dis production de ressources pédagogiques ou production de situations pédagogiques ? car tu as insisté sur tes situations problèmes, même si c'était déjà compliqué à monter puis à conduire avec des jeunes pour aboutir à quelque chose. Est-ce que tu te vois comme un transmetteur de ressources pédagogiques ou un constructeur de situations pédagogiques ?

Christian Pelletier

Transmetteur de ressources ou constructeur de situations : Concrètement, je suis prof comme beaucoup d'entre vous. Et notre métier est de construire des situations d'apprentissage. Mon idée est de les construire, de les tester, de les expérimenter avec les élèves et les étudiants. Ils sont un peu des cobayes mais je ne leur dit pas trop. Et à partir de là, je peux transférer des situations pédagogiques sur ce qui aura été expérimenté.

Jean-Robert Moronval

Je suis tiers temps dans le volet éducatif. Ma question n'aura donc pas de lien avec le fond. On perçoit que le tiers temps a pris du temps et représente un travail solitaire. C'est ce que j'ai compris en filagramme. Et pourtant, vous refaites un tiers temps, pourquoi ? Moi qui suis au tout début et empreinte de tous les doutes je voudrais savoir quels sont les écueils que vous avez rencontrés, les pistes creusées, pas sur le fond mais sur vos expériences ?

Martine Kerdraon - Chambray les Tours

Ce que j'ai fait : j'ai d'abord trouvé des partenaires ; l'appel à projet a une vertu énorme car il nous a permis de trouver des partenaires. Donc si on peut dans le cadre d'un tiers temps répondre à un appel à projet, il apporte de l'argent mais il apporte aussi des partenaires. Sur l'aspect solitude, c'est vrai qu'il y a des moments un peu durs, mais il faut s'entraider entre collègues. Dans le cadre de cette activité j'ai eu la chance d'être en lien avec d'autres collègues qui faisaient des mesures analogues sur d'autres lycées, donc c'était intéressant au début de se soutenir entre nous pour voir où on en était. C'est un point important. Pourquoi, je fais un deuxième tiers temps ? On a besoin de valoriser et de transmettre le travail du 1^{er} tiers temps. Il est complémentaire du premier. Il y a une continuité qui s'installe entre les deux. Le deuxième tiers temps est très lié au RMT système de culture innovant pour lequel il fallait que je dégage du temps pour faire de l'animation. Dans ce RMT, je suis impliqué dans la tâche formation qui correspond à un deuxième tiers temps. Il y a une complémentarité entre les deux. De plus, cela me fait des partenaires et cela me donne une certaine « légitimité ».

Jean-Robert Moronval

Le premier tiers temps sur l'alimentation locale ouvrait beaucoup vers l'extérieur : être dans le réseau des correspondants locaux en agriculture et développement durable, l'émergence des espaces tests, terre de liens Aquitaine, etc. Cette expérience aussi était riche en interne à l'établissement avec l'agenda 21, les éco-délégués. Mais le maillon manquant était le peu de situations pédagogiques en cours sur cette situation. Le deuxième tiers temps, me permet de construire des séquences pédagogiques sur cette thématique.

Gil Motard

Le tiers temps s'arrête cette année. Si une autre demande de tiers temps est déposée par l'établissement, il serait sur l'international pour développer des relations avec l'Ecosse pour des Bac pro. Nous avons été retenu pour un CASDAR. Le projet se fera donc. Ce qui m'intéresse ce sont les projets en lien avec le développement local, la façon d'approcher le terrain et d'approcher les élèves.

Marie-Laure Petit

En fait, avec deux tiers temps, vous devenez des professionnels du tiers temps ? Jean-Robert, tu es devenu référent. Est ce que ça vous place d'une façon particulière dans l'établissement, pour l'équipe de direction ?

Jean-Luc Toullec

On peut représenter une interface, une médiation entre les différents centres constitutifs. Physiquement, mon bureau est à côté de celui du chef d'exploitation et du directeur de l'atelier technologique, ce qui est stratégique.

Gil Motard

On est reconnu si le tiers temps a bien fonctionné et qu'il a permis de produire des choses intéressantes. Il peut y avoir reconnaissance d'une compétence. Le revers de la médaille est que l'on est plus souvent sollicité pour faire une intervention à un moment donné dans un cadre particulier. Mais on l'assume.

Jean-Robert Moronval

Par rapport au problème que vous avez rencontré, par exemple par rapport au méthaniseur ou aux expertises que vous avez faites dans les champs, avez-vous eu des réticences de la part des agriculteurs ?

Franck Mennetrier, lycée agricole de Vesoul

On travaille avec des agriculteurs qui sont déjà dans la dynamique. Sur la méthanisation, on est plus dans du développement local, avec des projets pluridisciplinaires, territoriaux, collectifs. Avec les étudiants on entre directement dans les sujets de commande et en général les personnes qui viennent sont demandeuses. Pour le diagnostic énergétique, c'est autre chose. C'est comme pour le diagnostic de durabilité, il faut avoir une demande, quelqu'un qui soit disposé à faire évoluer ses pratiques.

Gil Motard

Pour ce qui me concerne, il n'y a pas de problème de la part des agriculteurs. Pour Biodivea, il fallait au départ une lettre d'engagement de la part des partenaires dont les agriculteurs. Il n'y a eu aucun problème pour qu'ils la signent tout de suite, au contraire cela les intéressait vraiment. Au fil du temps il y a eu quelques difficultés avec un agriculteur pour obtenir ses données. Mais cela s'est bien terminé. Les gens sont assez ouverts.

Jean-Robert Moronval

Je pense pour l'agro-écologie, des agriculteurs ou leurs représentants peuvent être des freins. La Communauté de Communes a utilisé le résultat des travaux comme démonstration pour des agriculteurs qui n'étaient à priori pas tellement dans cette dynamique. Mais suite à cette action six agriculteurs du territoire ont clôturé leurs parcelles pour protéger les ruisseaux.

Marie-Laure Petit

Marie-Laure, est-ce que l'existence d'un contexte favorable en interne est importante pour monter un projet tiers temps ?

JP Teyssandier

Cela dépend de qui demande le tiers temps. En discutant avec diverses personnes, je me suis rendu compte que si c'est le directeur ou le directeur adjoint (c'est valable au féminin) qui impose le tiers temps à un nouveau qui arrive dans l'établissement, ce n'est pas l'idéal. Cela ne me serait pas venu à l'idée de demander ou d'accepter un tiers temps s'il n'y avait pas eu une préparation collective en amont. Toutefois, les choses ne se passent jamais comme on l'avait prévu. En revanche, certains d'entre nous peuvent être un peu désabusés par rapport à « produire autrement », car je me souviens qu'en 1979, on étudiait déjà des articles sur l'impact des pratiques agricoles sur les paysages.

Marie-Laure Petit

Expérience et enseignements sur le rôle du chef de projet de partenariat

Le rôle du chef de projet de partenariat au sein de l'EPL Perpignan Roussillon sur l'évaluation, la structuration et le développement de la filière plantes aromatiques en Languedoc Roussillon

46

Rémi Poust



Je suis chargé de mission à ADECIA, l'agence française qui se charge de mobiliser l'expérience publique française dans les projets de coopération internationale. Mon travail consiste à monter des projets à l'échelle internationale. Cela passe par des projets de jumelage de l'Union européenne, des projets d'assistance technique, les fonds de coopération bilatérale, les réseaux pays de la DGER par qui vous êtes peut-être passé en allant à l'étranger. Nous sommes un groupe de trois ingénieurs et deux secrétaires.

A la demande de la Bergerie nationale, je vous propose de revenir sur mon expérience de quatre années de chef de projet. Je ne vais pas balayer ces quatre années de travail en vingt minutes, mais je vais essayer de faire un point d'étape sur trois temps forts du projet :

- Le premier temps sur le démarrage : quels sont les outils qui ont été mobilisés dans notre EPL ? Quels sont les conseils que j'aurais à vous donner après quatre années de recul là-dessus ?
- Un deuxième temps sur le transfert, la valorisation des résultats du projet. C'est une étape qui est continue dans le projet et qui se réfléchit dès le début. Un transfert vers la pédagogie, est encore plus important pour nous porteurs de projet que pour vous tiers temps, puisque nous ne sommes pas enseignants que nous ne sommes pas inclus au début dans une équipe pédagogique. C'est donc une étape importante et un vrai défi pour certains.
- Un troisième temps sur la pérennisation du projet. C'est une phase à réfléchir dès l'amont mais qui devient très intensive la dernière année avec les questions suivantes : Que reste-il ? Que faut-il laisser ? Quelles sont les compétences que l'on veut garder dans l'EPL ? Quelle est la nature même du rôle que l'EPL veut garder sans l'acteur « liant » qu'est le porteur de projet ?

Je ne vais pas rentrer dans le fond de la thématique : objectif, création d'une filière agricole qui n'existe pas sur un territoire : la filière plantes à parfum, aromatiques et médicinales bio, en réponse à un besoin de diversification viticole notamment sur le territoire des Pyrénées orientales. Cela a été avant tout un travail de création de filière économique : étude de marché, mise en place d'un groupement de producteurs, recherche de références techniques, expérimentations sur l'EPL et création de formations en fonction des attentes des agriculteurs. Je suis allé notamment chercher des marchés, j'ai mis en place une contractualisation à long terme, les prix planchers, etc.

Je suis agroéconomiste et c'est pourquoi j'ai été choisi sur ce projet.

1. Le démarrage du projet

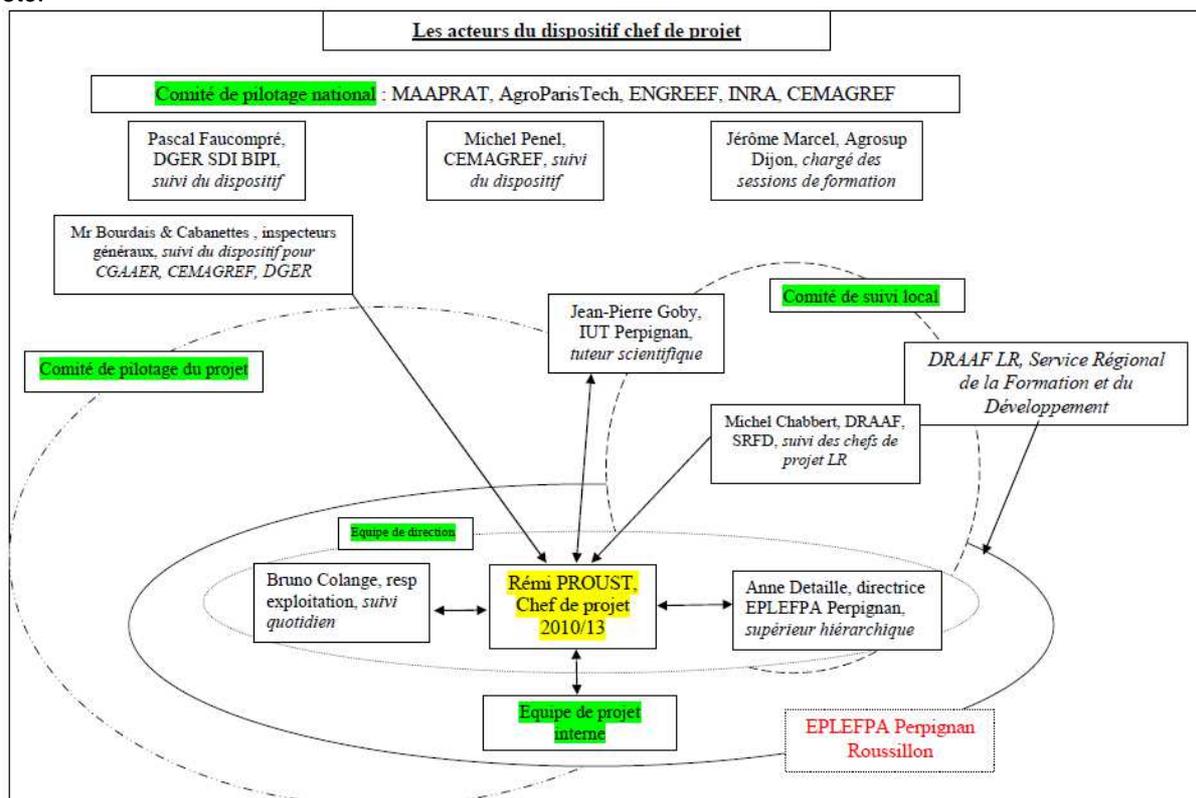
Le premier conseil que je peux vous donner est de créer un environnement autour de vous pour ne pas rester isolé. On a beaucoup parlé de la solitude du tiers temps. Oui, on est seul porteur de projet car il y a un seul nom sur la fonction. On est au centre du dispositif, mais il y a plein de moyens pour ne pas être isolé. On reste l'acteur « liant », l'acteur projet. Je vous ai fait un panorama qui s'offre à vous. Il est complet car j'avais comme objectif d'avoir un vrai dispositif autour de moi.

- Dans un premier temps autour de nous, une équipe de projet interne constituée de certains directeurs de centre et d'enseignants. Dans cette équipe interne deux personnes clés : le directeur de l'EPL et un tuteur technique. Pour moi, c'était le DEA (directeur de l'exploitation agricole) mais je reviendrais sur cette notion de directeur technique. Ce premier cercle est l'inter EPL.

- Un deuxième cercle, au centre duquel j'ai mis la DRAAF-SRFD, est le comité de suivi local qui est responsable du projet. Ce sont nos institutions : DRAAF, DDTM et EPL. Il oriente, il tranche, il décide. On est force de proposition, on est acteur. J'ai mis un peu à part le conseiller scientifique, les tiers temps n'en n'ont pas forcément, voir pas du tout. Pour nous, chef de projet c'est obligatoire. Il y a un chercheur lié au projet qui valide les contenus scientifiques.

- Il y a un cercle encore plus grand qui englobe une partie du comité de suivi et de l'EPL, c'est le comité de pilotage du projet avec l'ensemble de nos partenaires : les agriculteurs, les organisations professionnelles, les chambres consulaires, et autre (je vous détaillerai le mien).

- Et au dessus de tout ça il y a un dispositif national que vous connaissez déjà avec la DGER, la Bergerie nationale pour vous ou notre comité de pilotage national pour nous, l'inspection, etc.



Avril 2011

Le comité de suivi institutionnel

Pour les tiers temps, je pense que vous devez mettre en place assez vite en début de première année le comité de suivi institutionnel. Son objectif est d'appuyer le porteur de projet pour appréhender le contexte territorial du projet. Le tiers temps ou le porteur de projet ne connaît pas forcément le territoire en arrivant. Certains d'entre nous sortent de l'école. Cet appui est jugé fondamental. L'autre objectif est de construire un projet détaillé : les livrables, les indicateurs sur lesquels on va être évalué, les phases de développement, les partenaires,

les moyens, le référent scientifique si besoin. Ce comité de suivi institutionnel est constitué pour moi, au minima :

- du chargé de mission DRAAF-SRFD exploitation- innovation,
- d'un représentant du service économique de la DRAAF, du SREAF de la filière ou de la thématique sur laquelle vous êtes. Pour moi c'était un chargé de mission sur l'agriculture biologique puisque la thématique correspondait.
- le directeur d'EPL et le DEA pour l'interne
- à l'DDTM, le responsable du service agricole
- pour moi, il y avait en plus le tuteur scientifique et un représentant de l'IRSTEA local (ex CEMAGREF) était dans le dispositif.

Construire le comité de suivi prend du temps mais ça permet de mettre en place un vrai temps de travail durable avec le SRFD et l'EPL sur une thématique technique. Au-delà de la forme de nos réunions autres que le conseil d'administration, les réunions ou les séminaires, etc. on avait trois heures tous les six mois la première année puis une fois par an. On avait ainsi une vraie relation durable avec un engagement mutuel sur les résultats du projet. Cela responsabilise les deux côtés. Le préalable du comité de suivi, est d'avoir détaillé sa lettre de mission en projets précis et en axes de travail.

48

Le comité de pilotage technique

Le comité de pilotage technique est un deuxième maillage un peu plus large qui sort du réseau DRAAF-SRFD-EPL. Ce comité de pilotage peut avoir deux rôles :

- soit il est consulté en amont du comité de suivi, on consulte alors nos partenaires sur des orientations à donner, et c'est le comité de suivi qui valide. Il peut avoir un rôle consultatif sur les axes de travail, chaque partenaire ayant son programme agricole, le conseil général, la région, la chambre d'agriculture... L'objectif est que le projet soit au plus près des axes de travail du projet régional de l'enseignement agricole.
- soit le comité de pilotage peut intervenir après le comité de suivi pour la mise en œuvre mais pas sur la décision du comité de suivi.

C'est un choix politique de le placer avant ou après le comité de suivi. Ce choix est important sur le positionnement que l'on veut donner aux partenaires dans le projet : soit une position opérationnelle soit une position de décision politique.

Dans le cas de notre projet, le comité de pilotage technique est constitué en interne d'enseignants reconnus sur la thématique, du directeur, du DEA, le directeur du CFPPA (pour nous c'est obligatoire d'avoir le CFPPA car la formation continue a une réactivité que n'a pas la formation initiale pour créer des formations, des contenus et être présents sur le territoire).

Nous y avons ajouté quelques représentants du comité de suivi local, le tuteur scientifique, le représentant de la DRAAF et de l'DDTM, la chambre agriculture, les CIVAM, l'interprofession bio, les collectivités impliquées sur le territoire en fonction de l'axe de travail (pour moi : la communauté de communes, l'agglomération et conseil général), la recherche quand il y en a (ce n'est pas le cas pour tous les projets, mais nous avons un axe expérimentation-recherche sur les sélections variétales sur le romarin notamment), les entreprises (on travaillait avec LAVAL) et les représentants professionnels. Pour l'anecdote, cela faisait longtemps qu'ils n'étaient pas venus dans l'EPL et à travers ce projet ma directrice m'a dit, suite au premier comité de pilotage : « merci d'avoir permis aux agriculteurs de revenir et d'être associés à nos décisions et nos orientations ».

Le dilemme pour construire le comité de pilotage est le nombre de représentants. Cela peut vite devenir très compliqué et notamment la représentativité de chaque organisme. La représentativité est un jeu d'équilibre mobilisant un nombre important de représentants. On est souvent en face d'un jeu d'acteurs complexe qui ont une politique agricole sur le territoire pas forcément associée, parfois concurrente. Ce n'est pas toujours simple de les mettre dans une même salle. C'est aussi la création de liens recherche-formation-développement. On nous le demande souvent, nous ne savons pas toujours comment mettre tout le monde autour de la table. Mais à travers le comité de pilotage les trois types d'acteurs sont réunis même s'ils ne parlent pas le même langage. On a alors un rôle de médiateur.

Ce lieu de dialogue et d'échanges autour de la thématique développement constitue l'objectif principal.

Le tuteur technique et l'équipe projet

En interne au sein de l'EPL, je vous conseille d'avoir un tuteur technique, car si vous êtes la cheville ouvrière du projet, il peut être utile surtout la première année quand on est nouvel

arrivant, il est quelqu'un qui suit le projet au quotidien dans son démarrage, sa logistique, dans la présentation des partenaires (on ne les connaît pas toujours, ils ne sont pas encore tous présents sur l'EPL). Il connaît déjà le territoire ce qui permet d'avoir une approche un peu plus facile. Il suit le projet pour l'équipe de direction, il partage avec nous la tâche de rapporteur du projet, il a une responsabilité d'avancement. C'est lui qui souvent co-écrit le projet lors de l'appel à projet. Ici c'est le DEA car l'exploitation avait un grand rôle dans le projet, mais ce n'est pas toujours le cas. Je connais des porteurs de projets pour qui le tuteur technique était le directeur de l'EPL et dont le projet était un projet personnel. C'est un cas de figure qui peut exister et qu'il faut bien comprendre. Si le projet est trop personifié notre rôle est peut-être parfois d'élargir le groupe pour être force de propositions. Dans le cas où le directeur d'EPL est votre principal interlocuteur, votre tuteur et que vos bureaux sont en face à face, vous pouvez proposer une équipe de projet interne officielle c'est-à-dire validée par l'équipe de direction. Une équipe de projet interne, c'est une ou plusieurs équipes en fonction des projets, plusieurs centres de l'EPL, plusieurs sites, ...

Un des enjeux de mon projet était de faire travailler deux sites géographiques et cinq centres différents alors que le projet avait été pensé par un seul, le LPA. L'équipe projet était l'occasion de faire rencontrer tout le monde et d'échanger. Il existe deux cas de figure différents : l'équipe est existante avant que vous arriviez ou l'équipe est à créer et à désigner. Dans ce cas il faut faire attention à la façon dont elle va être créée : soit on va vous la « dicter » parce que vous ne connaissez encore pas l'EPL et le chantier. Dans ce cas le risque est que l'on vous indique les personnes clés de l'EPL déjà débordées par de nombreux projets, les « pépites » de l'EPL. Au bout de quelques mois, c'est peut-être à vous d'apporter un regard neuf si vous vous rendez compte qu'il existe des « pépites en dormance », des personnes peu impliquées pour une raison ou une autre. L'objectif de cette équipe de projet est multiple, c'est à vous de le définir en fonction de vos besoins. L'objectif peut être uniquement d'information, les personnes savent que leur rôle est de relayer l'information dans les centres et de vous apporter leurs retours sur le centre en question. Ça peut être aussi un objectif d'appui sur certains projets. L'objectif peut être surtout de mobiliser des équipes pédagogiques autour du projet. C'est aussi de déléguer des missions, de ne pas être seul. Certains projets vont se faire à deux ou à trois et même parfois sans le chef de projet, ce qui est d'autant plus intéressant pour la pérennisation de la dynamique. N'oubliez pas de bien fixer les objectifs et de répartir des tâches entre les personnes. Ce n'est pas facile à organiser. Il y a besoin de recul et de l'appui du directeur pour la former. Il faut repérer au sein de l'EPL les personnes « pépites en dormance » ou au contraire les personnes qui s'inscrivent automatiquement aux réunions mais qui ne répondront pas à vos attentes. N'hésitez pas à rendre l'équipe évolutive au fur et à mesure du projet, ne la fermez pas. Au cours du projet nous avons intégré de nouvelles équipes car le projet était très agricole au départ puis est devenu aussi un projet de transformation pour valoriser les plantes aromatiques. Par exemple, l'équipe du BTS PA en agro-alimentaire a été incluse assez rapidement pour créer des produits innovants à partir des plantes aromatiques et trouver des débouchés.

Pour finir sur ce démarrage de mission, la première tâche des six premiers mois était d'élaborer le plan d'action. Vous devez en être là actuellement. Vous êtes arrivés avec une lettre de mission, un pré-projet écrit pour l'appel à projet. Il faut maintenant que ce projet devienne opérationnel.

Pour se faire il y a une phase de diagnostic qui doit se faire sur le territoire, avec une rencontre des principaux partenaires identifiés ou non. La compétence que l'on va vous demander est de bien connaître votre territoire, qui travaille dessus, qui a compétence sur quoi. Il faut définir l'échelle du projet : local, communal, régional, départemental... C'était une grande question pour nous. Je suis arrivé sur un projet régional, le Languedoc Roussillon, il y avait déjà beaucoup de choses sur les plantes aromatiques dans les autres départements, mais rien dans notre département des Pyrénées Orientales. Nous avons orienté sur notre département. C'était un choix stratégique qui n'était pas dénué d'intérêt, puisque ça confortait des partenaires pour travailler avec nous. Nous étions le partenaire départemental. Il y avait une place à prendre et nous l'avons prise. Cette phase de diagnostic passe par une phase bibliographique sur de sujets scientifiques en lien avec le projet. Et pour ceux qui ne connaissent pas l'EPL, ça passe par une phase de connaissance de l'EPL, qui fait quoi et quel centre est déjà impliqué.

Ce plan d'action va servir pendant toute la durée du projet pour réaliser le suivi, les livrables et pour rendre compte. Par rapport au comité de suivi n°1, quel est l'axe travaillé, quelle action est en cours, pourquoi cette action a été réalisée ou non.

Analysez toujours vos pratiques. Votre rôle en tant que porteur de projet c'est de rendre compte à plusieurs niveaux : les acteurs internes, externes, les apprenants. Ca doit être un document fonctionnel. Par exemple j'ai eu l'opportunité d'utiliser ces « fiches actions » du projet détaillé pour le futur EPL écrit pendant mon projet. C'est une trame qui existe.

Il n'y a pas de forme souhaitable. Je vous ai mis ici un exemple : une fiche action avec un axe de travail, un objectif, le rôle de l'EPL (responsable, partenaire, co-responsable, partenaire secondaire), les échelles de réalisation, les partenaires à engager, les actions prévues et un échéancier.

Je vous ai parlé rapidement de l'identification des partenaires. Le sociogramme est un outil que nous, chefs de projets utilisons systématiquement. Il positionne le rôle de l'EPL dans la thématique, ses partenaires et l'échelle. Je vous ai mis un extrait du sociogramme de la première année. Je venais d'arriver et je découvrais le projet. J'essayais de savoir qui faisait quoi, c'est pourquoi il y a beaucoup de points d'interrogations. Je l'ai fait évoluer pendant les quatre années. L'objectif était que l'EPL se replace au centre du dispositif. Avec ce type de document, on s'aperçoit rapidement qu'il y avait deux projets plantes aromatiques : celui des Pyrénées orientales, de l'EPL et celui régional porté par les CIVAM du Gard. L'objectif était de faire un seul projet. L'objectif était aussi d'identifier les réseaux, les liens entre les deux projets, les partenaires que nous avons en commun, les partenaires qui ne se connaissaient pas, identifier les échelles régionales, nationales, départementales. Autre outil de cette analyse de démarrage c'est le séquençage des phases de développement. Les trois années du projet sont longues. Je vous conseille de développer un calendrier de travail mensuel au minima.

Axe de travail n°1 : Structurer	
Objectif : création d'une structure collective départementale de producteurs de PPAM faisant le lien entre les acteurs amont-aval de la filière	
Rôle EPLEFPA Perpignan Roussillon : Coresponsable	
Echelle de réalisation : Pyrénées-Orientales	
Partenaires principaux : Chambre d'Agriculture du Roussillon (Coresponsable) Conseil Général des Pyrénées-Orientales Sud & Bio (Lien avec la Région et la DRAAF Languedoc-Roussillon)	
Partenaires secondaires : CIVAM Bio 66, Perpignan Méditerranée Communauté d'Agglomération, Golgemma, Arcadié, Phytoganté, Fédération départementale des CUMA	
Actions prévues	Echéancier
<ul style="list-style-type: none"> Evaluation des besoins de structuration de la filière Mobiliser les partenaires institutionnels pour soutenir la filière Informé et communiquer autour de la filière Encourager l'animation de projets collectifs locaux (Communauté de communes, caves coopératives,...) Producteurs : développer la production sur des espèces ciblées <ul style="list-style-type: none"> Animation du groupement de producteurs Former et inciter à l'action collective favoriser l'investissement en matériel (CUMA) Transformateurs : assurer un maillage d'outils de transformation sur le territoire. <ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un alambic départemental Informé sur les possibilités d'installation de séchoir individuel sur les exploitations Favoriser les investissements collectifs en outils de transformation Former aux métiers de la transformation Pépinéristes : créer un réseau de pépinéristes en PPAM bio <ul style="list-style-type: none"> Informé et sensibiliser à la filière Permettre la rencontre entre l'offre et la demande Promouvoir la filière de production de plants Réaliser des études et de la veille prospectives sur les marchés 	Réalisé Réalisé 2010-2013 Opportunité 2010-2013 1 ^{er} semestre 2012 2012 2011-2012 2013 Réalisé 2eme semestre 2011 2012 2010-2013

Fiche action. (Rémi Proust)

Evaluation, structuration et développement de la filière plantes aromatiques en Languedoc Roussillon en alternative aux friches agricoles et périurbaine. Rémi PROUST, EPL Perpignan Roussillon

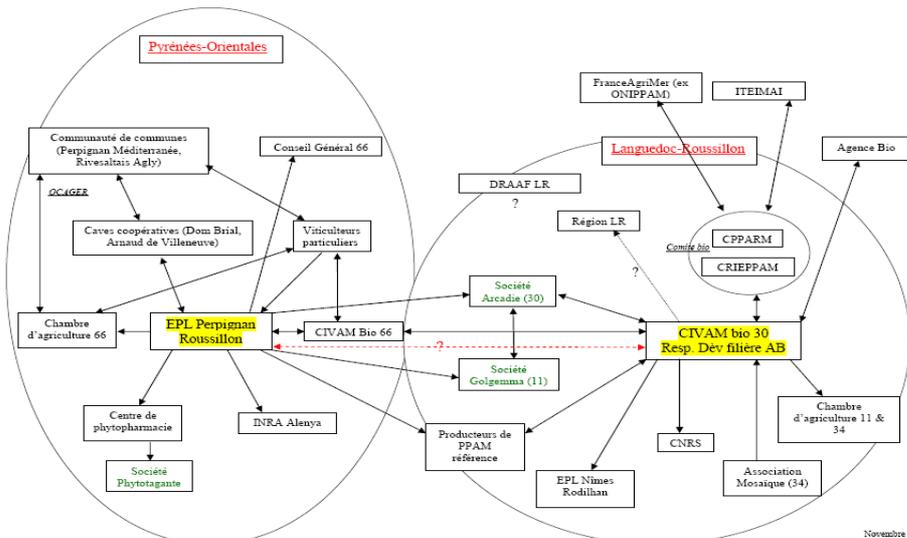


Schéma 2 : Sociogramme pour l'identification des jeux d'acteurs. (Rémi Proust)

2 . La valorisation des résultats du projet

La valorisation du projet et l'organisation du transfert. Les intervenants ont beaucoup parlé de valorisation pédagogique, je vais revenir là-dessus. Pour moi, il y a plusieurs sortes de valorisation pédagogique du projet :

- La valorisation directe, descendante, c'est-à-dire l'intervention directe en face à face. Pour l'ingénieur tiers temps qui est aussi enseignant c'est naturel car il a sa classe, mais ça l'est moins pour nous chefs de projet. On fait tout pour être sollicité sur des modules, pour être présent et visible. L'objectif est de se faire connaître auprès des équipes pédagogiques. Pour le tiers temps qui a sa formation, qui est responsable de plusieurs BTS, c'est aussi d'aller voir d'autres équipes, d'intervenir en CFPPA, en BPREA, il a du temps pour intervenir sur d'autres modules. C'est sortir de son cadre pédagogique classique. Le premier point positif est de se faire connaître auprès des équipes, les autres objectifs sont de tester des contenus de formation, des modules pédagogiques et de mieux connaître le fonctionnement de chaque équipe à travers ces interventions directes. Le point négatif est que ce sont des activités non pérennes car à la fin du tiers temps ou du chef de projet, cette activité ne sera pas reproductible. Il y a aussi un risque d'accoutumance : les équipes pédagogiques ont toujours sollicité le porteur de projet car il est disponible en tant qu'intervenant. Cela peut prendre beaucoup de temps il faut faire attention, il y a un maximum à ne pas dépasser. Un conseil : faire en sorte que dès la première année quand vous intervenez, le responsable de la classe soit bien présent dans le public et qu'il écoute bien votre message pour que l'année suivante ce soit lui qui puisse reprendre l'intervention.

- La valorisation pédagogique indirecte, la formation de formateurs par l'intermédiaire du projet est une autre face intéressante. Elle nous place dans une autre position en tant qu'expert. On n'est pas en face des élèves, mais en amont en impliquant directement des formateurs sur un programme de formation. La pérennité à moyen terme est intéressante puisqu'on forme quelqu'un sur notre thématique et notre projet. Un petit bémol : en changeant de positionnement, on n'est plus collègue, on devient formateur du collègue. Cela peut avoir des impacts sur le positionnement du porteur de projet, celui qui apporte la connaissance, qui n'est plus le partenaire ou le collègue. Le juste positionnement est donc à réfléchir.

- La dernière forme de valorisation pédagogique, l'ingénierie de formation est celle qui donne le meilleur résultat en termes de pérennisation dans l'EPL. C'est la création de module, de formations capitalisables et transférables en lien avec notre projet, Pour exemple, pour moi c'était la création d'une UCARE Plantes aromatiques de plusieurs semaines dans le cadre du BPREA, la création d'un module dans le cadre d'un CAPA Horticulture. La stratégie était simple : la première année j'animais l'UCARE, j'allais chercher les intervenants et je montais le programme. La deuxième année je nommais en lien avec le directeur un formateur du CFPPA pour reprendre la formation et devenir ensuite le responsable de l'UCARE. Pour cela, il avait du temps de dégager pour participer à la formation. La troisième année, le formateur est devenu le responsable de l'UCARE et je suis resté en appui. La dernière année, la formation s'est déroulée sans moi. L'autre idée d'ingénierie de formation était l'écriture d'un CS Plantes aromatiques qui s'est dessiné parce que l'UCARE a renforcé les connaissances des formateurs. Il était naturel d'évoluer vers une formation plus longue. En outre, les deux territoires le demandaient. Ce CS que l'on a co-écrit avec son responsable sera mis en place cette année.

Il y a de multiples façons de valoriser le projet en interne. Les réunions d'exploitation et les réunions d'atelier technologique où vous rendez compte de votre activité. Cette pratique soulage le DEA dans son organisation et peut aussi être l'occasion de donner un peu de dynamisme à ces réunions. Les réunions de direction où le chef de projet est membre à part entière, l'ingénieur tiers temps peut y être aussi. Cela dépend des EPL, mais je vous conseille d'y aller régulièrement pour rendre compte de l'avancée du projet à l'équipe de direction. Le conseil d'exploitation, le conseil d'administration, le conseil de centres sont des endroits où à un moment ou un autre vous devrez rendre compte du projet. Proposer des suivis est apprécié par la direction.

Au-delà de la communication en interne, la valorisation vers les professionnels est un objectif important de nombreux projets. Il y a beaucoup de choses à diffuser : les résultats d'expérimentation, l'avancée du projet, les témoignages, des annonces, etc. sous plein de formes diverses. Pour communiquer vers les professionnels il est indispensable de réfléchir à la légitimité de l'EPL sur ce territoire, sur la thématique à développer, la représentativité de

vos résultats, de la pédagogie, etc. Pensez bien aux concurrences que peut créer les expérimentations sur votre EPL par rapport aux stations d'expérimentation des chambres d'agriculture, des CIVAM, des expérimentations privées qui vont avoir peur pour leurs financements. Si l'EPL prend une compétence sur l'expérimentation, ce qui n'était pas forcément le cas avant le projet et vous mettez un peu les pieds dans le plat. Ça a été vu un peu comme ça, mais par chance nous sommes arrivés sur une nouvelle filière plantes aromatiques où il n'y avait pas encore beaucoup d'expérimentations, il y avait donc une place à prendre. La légitimité s'est créée assez vite. Toutes ces questions sont à débattre au regard de l'analyse des jeux d'acteurs du territoire.

Pour la communication institutionnelle, vous représentez votre EPL et votre DRAAF sur ce projet. Il y a plusieurs façons de communiquer auprès de votre hiérarchie, dans les institutions déjà impliquées dans le projet pour rendre compte, par exemple le petit séminaire de fin d'année de la DRAAF ou les réunions des directeurs d'EPL. Vous pouvez être invité par votre ADT auprès des chefs d'exploitation ou auprès d'institutions qui ne sont pas du tout impliquées dans le projet mais qui peuvent être intéressées. J'allais régulièrement à des sessions mensuelles des chambres d'agriculture pour présenter le projet.

52

La communication vers le grand public est une question à se poser en fonction des projets. Ça peut vite devenir quelque chose de compliqué. Pour nous, les plantes aromatiques intéressaient le grand public en tant que consommateur d'huiles essentielles (comment je vais les utiliser, qu'est-ce que je vais en faire, etc.). C'était compliqué car le côté création de filière intéressait peu le public. Il faut faire attention aux messages que l'on voulait donner quand on intervient dans des conférences, des séminaires, des manifestations grand public.

Quelques exemples concrets sur la fin de ma mission : en quatrième année, nous avons proposé un comité de suivi ouvert aux partenaires. En plus du comité de pilotage et du comité de suivi, nous avons invité tous nos partenaires pour communiquer sur les résultats des quatre années en juin de cette année. Nous avons mis en place un forum professionnel pour présenter les résultats technico-économiques. Nous avons dissocié les résultats de développement et les résultats technico-économiques à destination des agriculteurs et des entreprises à travers une manifestation nationale qui s'est passée dans notre EPL. Nous avons invité la filière nationale plantes aromatiques à travers une manifestation technique.

Nous avons également réalisé des fiches pratiques. Il faut savoir qu'au bout de quatre ans on laisse beaucoup d'écrits. Nous avons mis en place une petite base de données interne, voir externe pour certains partenaires, avec des fiches pratiques sur chaque résultat, les contacts et des choses très pratiques comme par exemple, où faire des analyses de pesticides dans les huiles essentielles dans le département ? Qui contacter sur les questions de lavande ? Etc. Les fiches pratiques sont organisées, triées et rendues lisibles, c'est un travail qu'il faut mettre en œuvre les derniers mois. Pour information, dans le calendrier de travail de la dernière année de mon projet, l'idée était de séquencer tout ce qu'on faisait, chaque action, ce qui avait une fin, ce qui devait être continué. Ce calendrier permet d'appréhender le troisième temps : la pérennisation du projet.

3. La pérennisation du projet

Vous avez une situation de début et une situation de fin. Pendant trois ans, vous avez des objectifs et des axes de travail d'après lesquels vous avez développé votre action. L'objectif est de pérenniser le projet sans pérenniser le poste de chef de projet car celui-ci n'est pas transformé en chargé de mission. Ce ne sont pas les actions en tant que telles, recherche de financement, animation du projet CASDAR, etc. qui doivent être pérennisées, c'est la situation finale.

L'action de fin ne doit pas intégrer l'action du chef de projet car si vous n'êtes plus présent, la fin de situation doit fonctionner toute seule. Par exemple, nous avons créé un syndicat de dont j'étais l'animateur. Le contrat que nous avons passé avec les agriculteurs était que l'EPL continuait d'animer ce syndicat pendant deux ans, mais qu'à la fin du projet les agriculteurs devaient être autonomes et avoir le budget nécessaire pour payer le temps d'animation ou animer eux même le syndicat. Ce qui devait être pérennisé était le groupement de producteurs, le fonctionnement de la distillerie agricole sur l'EPL et non la recherche de financement pour faire fonctionner cette distillerie.

Ce n'était donc pas l'action du porteur de projet qui doit être pérennisée mais bien les caractéristiques de cette situation de fin. Dans l'idéal, ce qui doit être pérennisé est écrit dès le démarrage du projet. Mais si ce n'est pas le cas, il faut le définir en cours de mission. Votre travail de chef de projet est de synthétiser tous les avis de votre équipe de direction, de votre équipe de projet, du comité de pilotage, du comité de suivi, des partenaires et de l'environnement.

L'essentiel est de pérenniser la dynamique de projet dans l'établissement. L'établissement dans lequel vous êtes arrivé avait ou non une dynamique, l'objectif est qu'après le tiers temps l'équipe d'établissement sera toujours capable de faire des projets quelque soit la thématique avec cette « habitude du projet ». Même si une fois terminé, le projet ne laisse que ce résultat, ce sera déjà un résultat en tant que tel.

Vous avez des documentations, des résultats techniques et des supports à pérenniser et qui seront utilisés dans des modules de formation.

Dans les éléments à pérenniser il y a du qualitatif difficile à quantifier, par exemple le rayonnement et la position de l'EPL sur son territoire après le projet. Pour nous la question était : est-ce que l'EPL est devenu le fer de lance de la filière plantes à parfum et médicinales dans le département ? C'est le cas et l'EPL a une nouvelle carte à jouer. Quand je suis arrivé, il était considéré comme un établissement horticole et agroalimentaire. Aujourd'hui il est en plus connu pour sa compétence sur cette filière de plantes à parfum, aromatiques et médicinales où il a trouvé une place et pour ses formations. Des perspectives peuvent se présenter : Est-ce que l'EPL sera sollicité demain par les partenaires pour la place de l'un des centres de l'EPL, par exemple le CFPPA sur l'aspect formations professionnelles plantes aromatiques ?

Pour certains d'entre vous il faudra aussi pérenniser la mission d'animation, d'expérimentation, de référent « Apprendre à produire autrement », etc. et cette mission devra continuer sans le financement. La question est alors : Comment faire ? On va souvent chercher des financements externes : nouveaux CASDAR, appels à projet Biodivea, autres appels à projets plus locaux, etc. Après avoir analysé cette activité au travers de mon temps de travail, compris où je passais du temps et divisé mon action au travers de mes différents axes de travail, j'en ai déduit que j'étais à 45% sur la structuration. Nous avons demandé aux agriculteurs s'il leur fallait le même niveau d'accompagnement et quels moyens il fallait mettre pour animer ce syndicat. L'expérimentation représentait 10% de mon temps : comment demain l'EPL et ses partenaires allaient mener l'expérimentation ? Nous sommes allés chercher des financements sur des appels à projet France-Agrimer.

Le dernier enjeu de la pérennisation est la coordination de la structure que vous avez créée pendant votre projet pour qu'elle fonctionne sans vous (une distillerie agricole, un atelier de méthanisation, un atelier technologique, etc.). La pérennisation doit être pensée tout au long du projet. Un projet un CASDAR ou un projet avec un financement externe, aura souvent une durée supérieure à celle de votre tiers temps ou à la mission chef de projet. Pensez-y dès le début. On n'utilise pas le financement public « tiers temps ou chef de projet » comme un autofinancement de l'EPL. Pensez à impliquer les acteurs du CFPPA sur des financements privés propres, à les responsabiliser en leur dégageant du temps de travail pour que l'EPL ait les moyens de continuer cette mission sans chef de projet ou de tiers temps. Il est important d'avoir des financements pour payer du temps de travail. Pour nous, les appels à projet ont pu financer un temps de chargé de mission sur l'exploitation. Cette personne était formatrice au CFPPA mais souhaitait faire de l'expérimentation, nous l'avons repérée au cours du projet. Aujourd'hui, elle est présente sur les activités d'expérimentation plantes aromatiques en lien avec l'exploitation et il n'y a pas de problème entre l'exploitation et le CFPPA puisque les financements sont externes.

Donc, attention à votre positionnement tout au long de votre projet. Vous changez de positionnement régulièrement pendant les trois ans. Sur certaines actions vous êtes animateur, sur d'autres vous êtes partenaire, ou porte parole, exécutant, lien, relais, etc. Faites attention quand vous êtes au centre du dispositif à ne pas devenir l'unique relais de l'EPL. Essayez d'aller à plusieurs personnes sur des projets, de les co-écrire. La position de partenaire est parfois plus confortable que celle d'animateur, à vous de bien analyser votre situation. Responsabilisez vos partenaires, les chambres d'agriculture sur certains aspects, les CIVAM, etc.

Pour donner un exemple concret, nous avons tiré du bilan cinq missions concrètes de mon temps de travail et qu'il y fallait pérenniser à la fin du projet :

- La production de plantes aromatiques sur l'exploitation, car elle était devenue productrice pendant le projet. La faisabilité passait du temps de salarié pris sur le domaine pédagogique.
- Le fonctionnement de la distillerie montée sur le LEGTA en lien avec l'atelier pédagogique agroalimentaire. Le choix a également été de responsabiliser le domaine pédagogique avec un temps de salarié rémunéré pour rentabiliser la distillerie.
- L'organisation des formations plantes aromatiques et des projets pédagogiques. Comme il y avait beaucoup de projets, la responsabilité était multiple. Centre par centre, les collègues ont été responsabilisés et des responsables ont été nommés sur les UCARE, les CS, les MAP et les MIL.
- L'appui technique aux producteurs. L'EPL a décidé que ce n'était pas son rôle de continuer. On l'a fait dans le cadre du développement car c'était bien un relais, un appui technique aux producteurs. On voulait garder un rôle avec les formations mais la responsabilité technique incombait à la chambre d'agriculture, au syndicat et à l'interprofession qui étaient partenaires du projet depuis le départ. Un travail de six mois à un an a permis d'écrire le dossier et d'aller chercher les financements pour financer un technicien plantes aromatiques. Malheureusement, je n'ai pas pu faire de tuitage avec lui.
- L'animation du syndicat de producteurs, là aussi l'EPL a considéré que ce n'était pas son rôle d'animer le syndicat. C'était le rôle de la chambre d'agriculture, du syndicat et du conseil général financeur de cet aspect. La pérennisation de cette action passe aussi par un financement externe.

Toutes ces actions ont été décortiquées et on a gardé le cœur du métier de l'EPL la recherche-formation-développement : le développement à travers la distillerie, l'innovation à travers l'exploitation et la formation. Une méthode a été mise en place sur chaque action. Notre objectif était de revenir sur notre cœur de métier. Nous n'avons rien abandonné puisque le syndicat a son animateur en la personne d'un producteur. Le syndicat a une adresse à l'EPL avec une salle à disposition pour ses réunions. L'exploitation est membre fondateur du syndicat comme une autre exploitation. L'étape suivante serait que le directeur de l'exploitation du lycée puisse peut-être devenir un jour élu au conseil d'administration, ce qui n'était pas possible avec le rôle clé d'animateur.

Cette action pour clarifier le rôle de chacun à telle échéance faisait partie de la commande initiale. Pour moi, cette traduction de la commande en projets détaillés a pris huit mois. Parallèlement pendant ce temps nous avons tissé des liens avec le territoire et des actions ont déjà démarré. Mais il faut prendre le temps de faire des allers-retours avec nos partenaires, avec nos comités de suivi et de pilotage pour que le projet soit réaliste dans le temps et qu'il corresponde aux attentes du territoire.

Débat avec la salle

Il y a une différence entre le tiers temps et le chef de projet. Le chef de projet est à temps plein sur cette mission et le tiers temps ne l'est pas. Je trouve que le travail qui a été fait est remarquable, mais il faut noter que le temps consacré était conséquent.

Pierre Garsi de l'EPL de Guerrande

Tout à fait et je n'ai pas voulu rentrer dans le fond de mon projet qui était un projet large de territoire mais ce n'est qu'un exemple parmi d'autres. Quelle que soit la problématique, qu'elle soit plus ou moins ambitieuse, je pense que ces outils de pérennisation sont à réfléchir. L'ambition, l'échelle n'ont pas d'importance.

Rémi PROUST

Vous avez énoncé à plusieurs reprises, qu'en terme de livrables, il y a eu des montages d'actions de formations plus ou moins longues. Cela laisse à penser que vous avez essentiellement proposé des actions de formation continue, mais à plusieurs reprises, vous avez parlé des BTS PA. Quelle a été l'implication, la place donnée à ces BTS PA dans l'action pédagogique ?

Claudine Elbissier du lycée agricole de Pixérécourt.

J'ai beaucoup parlé des formations continues car elles sont assez réactives. On peut mesurer des résultats rapidement pendant le projet. Pour les formations initiales, cela prend un peu plus de temps. Dans le cas des BTS PA, c'était très intéressant. D'abord j'ai du comprendre les référentiels. Dans le BTS PA, il y avait un module « innovation, création de produits » très intéressant où depuis des années les enseignants proposaient un sujet. Nous avons donc décidé que se serait les producteurs de plantes aromatiques qui allaient proposer le sujet. Par exemple : définir un produit innovant à base de romarin des Corbières (un romarin local que nous avons remis en culture). Les professionnels avaient un rôle de jury. Ils sont venus avec une commande, ils ont accompagné les étudiants. Les BTS PA sont allés sur leurs exploitations pour y cueillir du romarin. Ils ont ensuite proposés quatre produits innovants et les professionnels ont jugés. Certains qui commercialisent en circuit court, se sont emparés des recettes proposées parfaites pour eux comme les petits sablés au romarin des Corbières. C'était quelque chose qui leur plaisait beaucoup en termes de valorisation. Cela a donc eu des retombées sur le territoire ce que les étudiants ont très apprécié. Depuis trois ans le produit car la commande diffère. Nous travaillons sur le basilic, la verveine, la menthe... C'est une commande réelle avec une visite d'exploitation. Sur le même format, j'ai travaillé avec les BTS horticulture qui ont un module expérimentation très intéressant. Ils travaillaient sans lien avec le territoire sur le radis depuis des années en raison de la facilité et la rapidité de pousse. Nous avons choisi de travailler sur une sélection variétale du basilic. C'était aussi rapide et simple, il fallait juste prendre du temps avec l'enseignant pour écrire le projet. Mon travail consistait à chercher les liens à mettre en place. Au début avec les BTS PA ce n'était pas naturel car nous n'y pensions pas. C'est venu avec le temps. Ca sera encore plus vrai dans l'avenir avec la création de la distillerie qui vient compléter l'atelier pédagogique.

Rémi PROUST

Et dans l'évolution de cet atelier pédagogique, est-ce qu'il y a une place donnée aux apprenants par rapport au choix de distillerie ?

Claudine Elbissier

Les étudiants n'ont pas été impliqués sur le choix de l'outil et de son dimensionnement car c'est assez politique. Il y a eu des négociations. Nous les avons sollicités dans chaque communication professionnelle. A chaque fois qu'il y avait un forum professionnel, nous leur donnions une grande place pour les mettre en avant ainsi que les enseignants. C'était motivant. Par exemple les BTS PA ont pu présenter leur travail pendant une demi-heure lors de la réunion nationale des techniciens de plantes aromatiques que nous avons accueillie au sein de l'EPL.

Rémi PROUST

Si j'ai bien compris vous êtes intervenu comme beaucoup d'entre nous sur un EPL multi-sites. Dans ce cas on a souvent à faire face à des problèmes, le premier étant l'histoire de l'établissement. J'ai enseigné dans votre EPL il y a une dizaine d'années. Les sites de l'EPL ont été fusionnés entre autre pour des raisons de problèmes de fonctionnement. Dans votre intervention vous avez parlé de jeux d'acteurs des partenaires extérieurs. Je voudrais savoir compte tenu de cette histoire (deux établissements séparés par une ville de plusieurs milliers d'habitants, où il n'est pas facile d'aller de l'un à l'autre), avez-vous été amené à un moment ou un autre à gérer des freins, des non-dits qui ont pu effectivement vous gêner dans la gestion de projet ? Où étiez-vous situé ? Vous avez dit que vous travailliez beaucoup avec le CFPPA, était-ce dû à votre situation géographique qui est sur Rivesaltes et non sur le LEGTA ?

Jean-Pierre Naulin du lycée gricole de Niort

Effectivement c'est un EPL à cinq centres. Sur Rivesaltes une exploitation, un LPA, un CFA et un CFPPA et sur Théza le LEGTA et le siège de l'EPL.

L'objectif numéro 1 en arrivant était d'avoir un projet qui concerne les deux sites. Cela n'existait pas avant que j'arrive, alors que la carte horticulture était notamment à Rivesaltes et les BTS à Théza. C'était donc une priorité d'impliquer le LEGTA. L'autre difficulté était qu'il y avait eu un tiers temps sur un projet de diversification viticole. Ce tiers temps était quelqu'un du LPA de Rivesaltes et c'était un projet du centre et non de l'EPL. La stratégie mise en œuvre consistait à être très présent à Théza tout en étant basé sur l'exploitation agricole de Rivesaltes. Mon bureau était à côté de celui du DEA, ce qui était un vrai choix pour redonner une place à l'exploitation au sein de l'EPL et inciter les enseignants et les formateurs à venir sur l'exploitation. J'étais très présent dès le départ à Théza pour les réunions de centre et les

réunions d'équipes afin d'identifier des passerelles possibles entre les deux projets. La première était l'expérimentation avec les BTS horticulture. Bien sûr, Il y a eu des réticences, des personnes qui avaient une ancienneté et qui ne voulaient pas travailler avec l'autre site pour X raisons. Il y avait deux professeurs d'horticulture en BTS, un disposé à collaborer et un non. Cette situation de blocage nous a conduit à être moins ambitieux sur les programmes et à être plus présents sur Théza que sur Rivesaltes où le projet existait avant mon arrivée. Le choix du positionnement à côté du DEA était très important parce que quand je suis arrivé, l'exploitation commençait à être marginalisée, peu fréquentée par les enseignants du LPA et quasiment plus par ceux du CFPPA. Nous avons fait des réunions d'exploitation, parlé de l'exploitation à travers le projet, nous l'avons remise au cœur du dispositif et fait revenir du monde dessus. Il n'y a pas de recette. Le multi-sites était une problématique claire pour l'équipe de direction. Nous avons basé le CS PAM du CFPPA à Théza. Une conséquence à moyen terme est la création d'une exploitation sur Théza à travers les plantes aromatiques. Ce sont deux terroirs différents, même s'il y avait des parcelles à Théza, il n'y avait plus d'exploitation depuis des années. Le projet PAM a permis la création d'une nouvelle exploitation avec irrigation sous abri pour compléter la gamme. Ce n'était pas du tout prévu à l'origine du projet. C'est une des conséquences indirectes du projet. Les deux sites sont devenus complémentaires et ne sont plus opposés.

Rémi PROUST

On voit que vous avez pris beaucoup de recul vue la qualité de l'exposé. Vous partez sur d'autres projets. Comment le vivez-vous ? N'est-ce pas frustrant d'avoir été chef de projet et amener des choses et les laisser derrière soi ?

Isabelle Favé de l'EPL de Chateaulin

J'ai peu de recul car j'ai terminé en juillet. Pendant tout le projet, je me suis toujours positionné en me disant que je ne resterais pas, que je ne serais pas enseignant dans l'EPL, que j'allais disparaître. Ce n'était pas mon projet mais celui de l'EPL. J'entendais souvent en réunion parler du projet de Rémi, mais non c'était bien le projet de l'EPL et nous en étions tous responsables. A titre personnel, j'en tire une satisfaction puisque tous les objectifs sont quasiment remplis, et d'autres non prévus. J'ai eu beaucoup de retours positifs de professionnels, de l'équipe de direction et des enseignants. C'est gratifiant. En tant qu'ingénieur agronome, j'ai été chanceux. Je n'y suis pas retourné mais j'aimerais bien y aller pour l'inauguration officielle de la distillerie avec les politiques. J'aimerais voir si elle fonctionne comme prévu, s'il y a des choses nouvelles. Pour la suite de ma carrière ça a été important puisque maintenant je monte des projets. J'ai pu être acteur d'un projet, en le montant et en le réalisant. Aujourd'hui mon travail consiste à en créer et en écrire pour les autres. J'ai gagné en compétences en ingénierie de projet.

Rémi PROUST

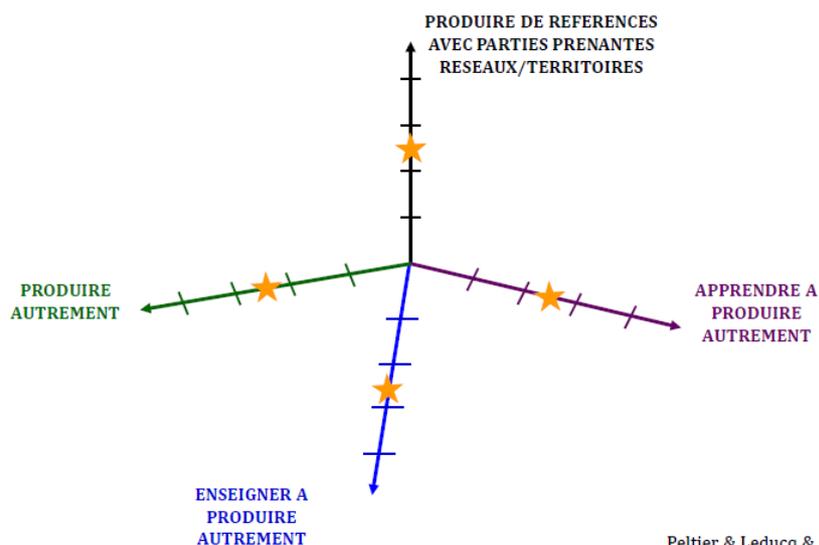
Réflexions et approfondissement



POSITIONNER POUR EVOLUER



Apprécier la portée d'une action en termes de « enseigner à produire autrement » - outil EPA [RNEDD]



Peltier & Leducq & Gaborieau, 2014

Christian Peltier

1. Réaction sur le vif

On m'a demandé de faire la synthèse de ce qui s'est dit cet après midi. Patrice Cayre est absent, mais on l'a préparé ensemble, je vais donc essayer de vous retraduire ce que l'on a préparé et d'y intégrer ce qui s'est dit. La façon que j'ai trouvée est d'enranger le plus de mots possibles dans une machine qui a produit un schéma :

59

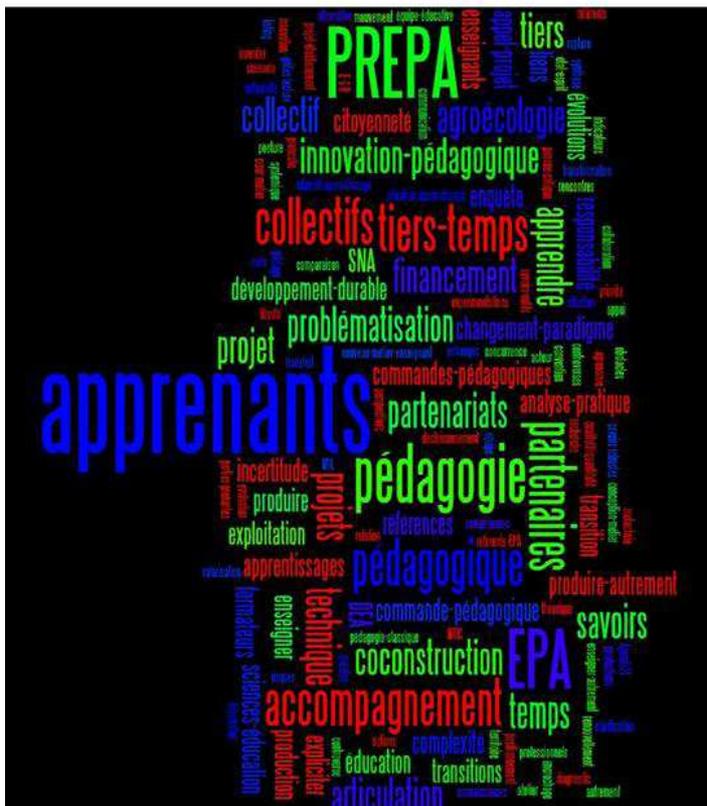


Schéma n° 3 : Mots clés du matin

Vous avez les mots clés qui sont sortis ce matin. Passés au travers de mon filtre, je ne les ai pas tous entendus, mais j'ai essayé de prendre ceux qui revenaient le plus souvent. Vous voyez que les mots apprenants, pédagogie, PREPA, innovation, co-construction, accompagnement sont des mots qui sont sortis. Ils proviennent des activités pédagogiques et les destinataires que sont les apprenants.

J'ai fait le même travail pour l'après-midi et le résultat n'est pas le même. La commande portait sur les aspects pédagogiques, l'articulation entre le projet et le transfert dans la classe. Il est intéressant de voir que les mots qui ressortent sont moins représentatifs du champ de la pédagogie, des élèves, des méthodes, etc. même s'il y a quelques mots faisant référence à des diplômes, des filières. La situation problème est celle qui revient le plus souvent dans les interventions de cet après-midi.

Situation d'apprentissage : mettre en place des situations d'apprentissage à partir de situations professionnelles, comme le dit aussi Patrick Mayen des situations à fort potentiel problématique. Ce ne sont pas des situations simples d'enseignement suivies d'applicationnisme. Ce sont des situations où vont s'exprimer des opinions et peut-être même des thèses ou des conflits forts. Face à ces situations, il va falloir avec les jeunes prendre un peu de recul pour dégager deux ou trois éléments clés pour envisager des solutions.

Problématisation de la situation problème. Même si cela n'a pas été dit très explicitement, j'ai trouvé très intéressant ce qu'a dit Marie-Laure Petit sur les MAE départementales qui n'étaient pas adaptées à la situation de l'établissement. Les savoirs que l'on va enseigner avec les jeunes surtout dans l'orientation EàPA agro-écologie sont **des savoirs situés**. C'est-à-dire qu'il y existe des procédures et des savoirs qui peuvent fonctionner un peu partout. Mais la plupart des savoirs que l'on a à construire aujourd'hui avec les jeunes dans des situations souvent instables sont des savoirs situés. Ce n'est pas rien.

Changer de regard : Changer le regard c'est se décaler pour prendre un peu de recul. Comme disait Rémi Proust « je m'étais imaginé la situation mais cela s'est passé autrement ».

Collaborer : le mot collectif revient souvent. Tout seul on ne peut pas faire des choses complexes.

Questionner les représentations des apprenants n'a pas été trop entendu. C'est un peu en filagramme. Je n'ai pas pu demander à Marie-Laure Petit si elle faisait travailler ensemble les bacs pro et les BTS GPN. Car prendre un jeune d'une autre filière qui n'a pas du tout le même regard sur l'environnement est aussi intéressant.

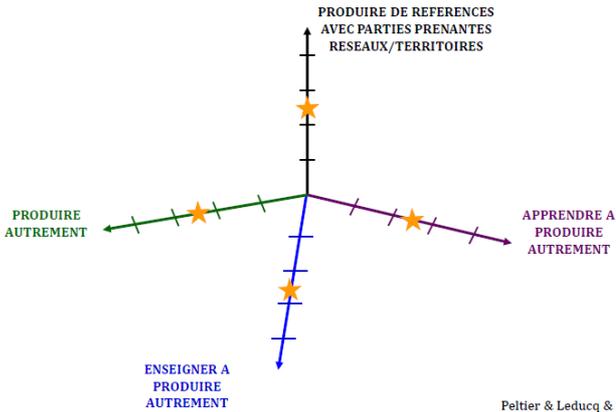
L'objectif est bien de **produire des références**. Mais de quelles références parle-t-on ? Pour les acteurs du territoire, pour les collègues, pour les jeunes.

2. Que propose le réseau EDD pour accompagner EàPA ?

Entre le mois de mars 2014 nous sommes un petit groupe au sein du réseau à travailler sur le positionnement des démarches globales EDD à partir de 18 questions évaluatives que l'on positionne sur 4 à 5 niveaux. Nous abordons le lien avec le territoire, l'exploitation, la cantine et la pédagogie.



Apprécier la portée d'une action en termes de « enseigner à produire autrement » - outil EPA [RNEDD]



Peltier & Leducq & Gaborieau, 2014

Christian PELTIER & Patrice CAYRE - réseaux nationaux DGER (BDAPI & BVIE) - décembre 2014

Avec les nombreux partenaires, nous avons cherché si cet outil en construction nous permettrait de regarder toutes les actions de tiers temps, de référents, d'EàPA, de formateurs... pour mettre en évidence une évolution de ces actions. Nous avons construit un schéma à quatre branches en partant d'une situation de travail avec des jeunes ou des

acteurs du territoire. Nous regardons la situation professionnelle, ce qu'elle nous dit sur quatre axes :

- Produire autrement : sur le démarrage, ce qui est assez avancé et évolué. Ce que l'on va travailler avec les jeunes en tant qu'enseignant-formateur ne sera pas la même chose au départ ou en fin de parcours. Ce n'est pas la même chose si on monte une seule expérience sur l'exploitation ou si on commence à en comparer deux ou plus.

- « Enseigner » : Qu'a développé l'enseignant-formateur, l'enseignante-formatrice ? Quelle est sa stratégie ? Quelle est la situation pédagogique, ces objectifs d'apprentissage, etc. ?

- Les apprenants : On regarde de la même façon ce qui se passe chez les jeunes. Que retiennent-ils au final ? « Apprendre » correspond à des informations, des connaissances, des grilles de lectures qu'ils utilisent ou non, qu'ils maîtrisent ou non. Est-ce que on les outille en conséquence ?

- Le dernier axe correspond au partage puisque travailler tout seul n'est pas possible. Nous regardons les collectifs formés et références construits dans ces collectifs. Cela donne une ampleur au projet par rapport aux réseaux, au territoire, en interne et aux jeunes acteurs du projet de territoire.

Nous pensons les collectifs comme des organisations : soit elles sont dans leur routine, soit elles essayent de redessiner un cadre, soit elles sont en transformation. Comment fonctionnent les collectifs dans lesquels se situent la commande EàPA et les projets de tiers temps ou de chefs de projet ? En croisant nos deux outils (celui vu précédemment et celui de Patrice Cayre non présenté aujourd'hui), on voit que le premier outil montre des éléments au cœur des pratiques agricoles et non uniquement liés à l'enseignement. Nous avons utilisé un modèle qui s'appelle ESR (efficacité, substitution, re-conception) dans notre réseau comme outil de démarche globale EEDD. Nous voyons bien l'efficacité qui ne remet pas en cause le système et la substitution où certaines techniques sont modifiées sans interroger le fonctionnement global. La re-conception se présente sous deux formes :

- La première re-conception est pensée. Par exemple, une situation pédagogique qui pose problème.
- La deuxième re-conception est non seulement pensée mais aussi mise en œuvre et évaluée.

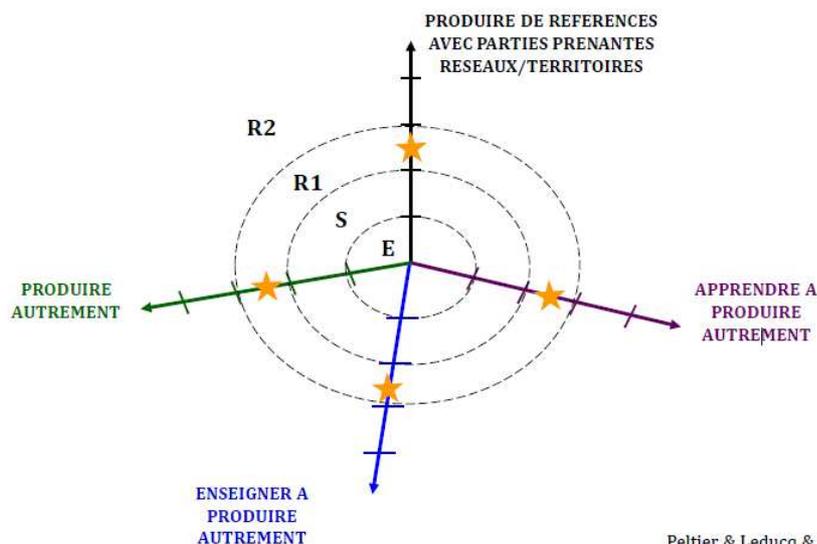
Pour chacune des branches du schéma, nous posons ce type de question. Nous regardons où on en est pas sans émettre de jugement de valeur, et identifier des perspectives.



POSITIONNER POUR EVOLUER

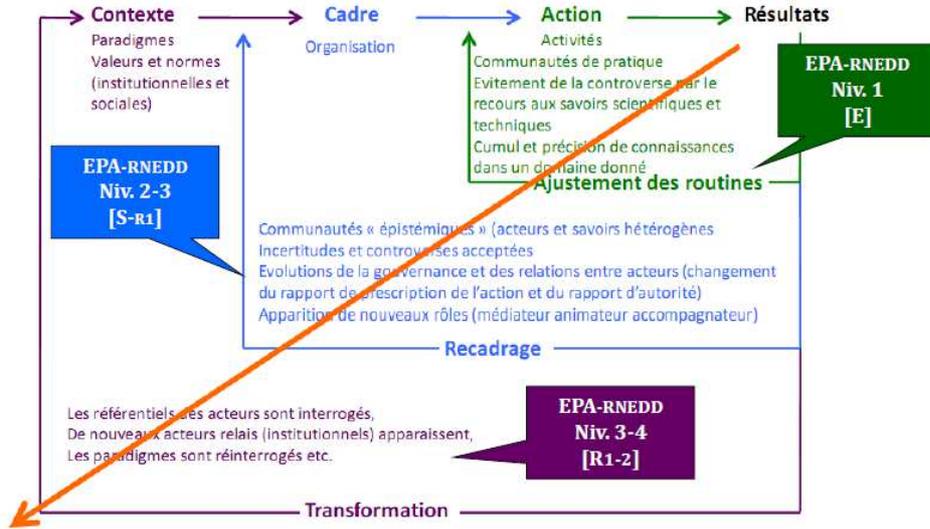


Apprécier la portée d'une action en termes de « enseigner à produire autrement » - outil EPA [RNEDD]



Peltier & Leducq & Gaborieau, 2014

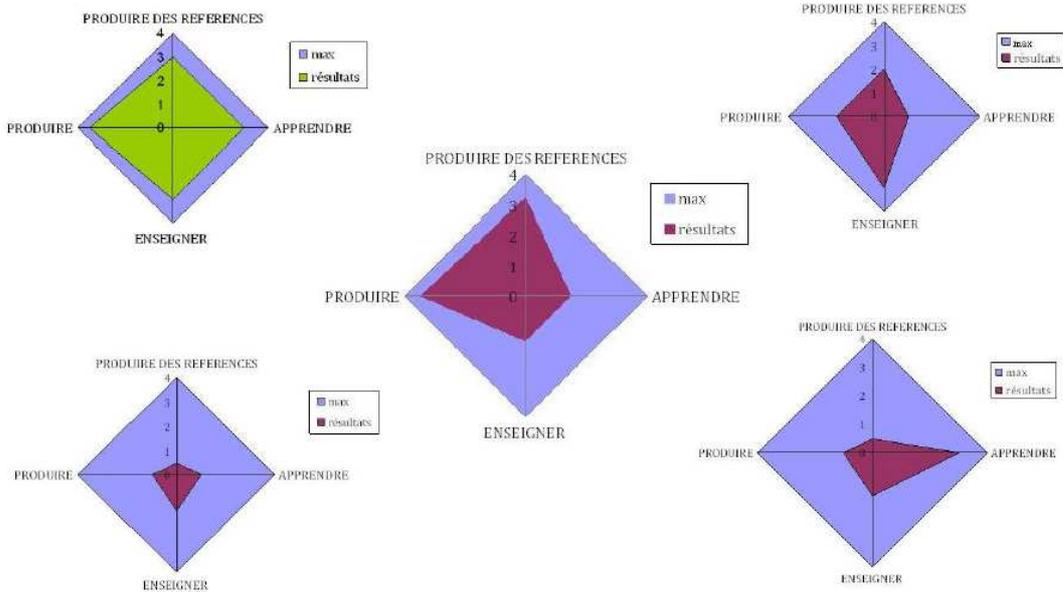
La « triple boucle » de Pahl-Wostl et l'activité de tiers temps



Cayre & Peltier d'après Pahl-Wostl

Sur le schéma suivant, on voit où l'on en est avec l'outil de positionnement du réseau EDD.

Visualisation de cas types [sans effet 3D]



On s'est rendu compte que les situations où tout fonctionne bien (en vert en haut à gauche), la re-conception est mise en œuvre dans une logique d'EàPA, de Produire autrement et du développement territorial autrement (GIEE ou autre chose).

Dans les autres situations quelques types caricaturaux ont été identifiés. Sur les premiers tests que nous avons faits sur des actions, nous pensions souvent trouver celui représenté au milieu du graphique. Si nous travaillons avec vous sur vos situations, nous les passerions à travers cet outil grâce à une fiche action pour récupérer les données. Nous pouvons trouver pas mal de choses sur des productions de références pour les acteurs. C'est souvent plus compliqué dans « Apprendre et pédagogie » qui demande des changements de pratiques et des re-questionnements des pratiques. Lors de formations d'enseignants, nous constatons que « Apprendre » est présent mais pas de façon prioritaire. Nous n'espérons pas rencontrer la situation pauvre représentée en bas à gauche du graphique. Il existe des situations intermédiaires : par exemple une situation où l'action « Produire » et les relations avec le territoire et les collectifs ne sont pas idéales. Un enseignant peut monter des situations pédagogiques très problématisées mais qui ne passent pas bien avec les élèves, avec des résultats médiocres quand il a oublié que les jeunes avaient des représentations obstacles. Si ces situations obstacles ne sont pas traitées, les jeunes restent sur leurs anciennes connaissances et le projet n'aboutit pas. Nous avons déjà rencontré ce problème dans une ou deux actions. La dernière situation représentée dans le graphique correspond à celle où les apprenants sont dans des collectifs et possèdent les outils (peut-être apportés par un autre enseignant sur une autre action). Nous n'avons pas encore identifié tous les types, mais peut-être les identifierons-nous avec vos actions si nous travaillons ensemble.

Merci.

Quelle animation des territoires avec l'évolution des rôles de l'état et des régions ?

Robert Chazelle

Inspecteur de l'enseignement agricole en charge de l'animation et développement des Territoires

65

Parmi l'inspection de l'enseignement agricole, je suis le seul sur cette mission. Suite aux différentes interventions vous avez compris que la DGER compte sur vous. Je vais positionner l'importance de la mission ADT par rapport à la stratégie de l'enseignement technique agricole.

Par rapport au programme que vous avez sous les yeux, le titre devrait être : **Quelle animation et développement** des territoires (ADT) avec l'évolution des rôles de l'Etat et des régions ? Je réagit chaque fois que vous oubliez un des deux volets. Avant 2004, c'était animation des territoires ruraux. Cela peut paraître loin pour certains, mais pour d'autres cela garde une signification. Cette évolution veut dire que les territoires ne sont plus les mêmes et que l'animation ne suffit pas. Je vais essayer de montrer l'évolution de la mission.

En 2004, la loi sur les territoires ruraux bouscule l'existant. Elle institue le projet d'établissement et demande la restitution des missions et en particulier des missions ADT au conseil d'administration des EPL. La circulaire de 2005 est une boîte à outils qui est encore d'actualité et sur laquelle vous trouverez des matériaux intéressants. Par ailleurs, sont créés les missions des chefs de projet en 2004, des tiers temps en 2007 et le poste d'inspecteur en septembre 2009. Animation seule ou développement seul ne suffisent pas. Il y a 45 ans la question ne se posait pas. Les techniciens généralement issus du monde du développement avaient une vision du développement de l'agriculture et de ses relations partenariales avec le territoire. Il n'y avait pas d'enseignant socio-culturel mais des animateurs socio-culturels sans programme. Néanmoins, ils animaient vraiment le territoire essentiellement rural à l'époque et ils participaient au rythme du territoire. Il y a là un schisme profond : le territoire et l'enseignant n'ont pas le même pas de temps. L'enseignant travaille avec l'année scolaire alors que le territoire vit toute l'année.

Je rappelle les cinq missions des EPL dans l'ADT.

Ils **assurent** une formation générale, technologique et professionnelle initiale et continue ;

Ils **participent** à l'Animation et au Développement des territoires ;

Ils **contribuent** à l'insertion scolaire, sociale et professionnelle des jeunes et à l'insertion sociale et professionnelle des adultes ;

Ils **contribuent** aux activités de développement, d'expérimentation et d'innovation agricoles et agroalimentaires ;

Ils **participent** à des actions de coopération internationale, notamment en favorisant les échanges et l'accueil d'élèves, apprentis, étudiants, stagiaires et enseignants.

A mon avis la mission ADT est au cœur du système parce qu'elle est sous entendue à la mission des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole.

Ils participent, cela veut dire que l'on ne donne pas le choix. Pour légitimer la mission, la loi dit : « vous participez à l'animation et au développement des territoires ». Vous ne contribuez pas, vous participez. Cette mission et la coopération internationale ont des similitudes de fonctionnement : ce sont des missions à bord flou. Cela veut dire qu'elles sont contextualisées et peuvent être ajustées localement. Le risque est qu'elles se diluent.

L'animation et le développement.

Cela repose dans les EPL sur les exploitations agricoles, les ateliers technologiques, le socio-culturel et l'éducation physique et sportive (Il ne faut pas oublier que des tiers temps font de l'animation sportive), au service de l'autonomie pédagogique pour que les équipes construisent des MIL, des MAP, UCARE, PIC, etc. L'autonomie pédagogique va avec équipes pédagogiques, les CFA pour l'apprentissage, la formation adulte... Ne regardons pas uniquement la formation initiale scolaire. Les établissements ne s'appellent pas EPL mais EPLFPA.

La contextualisation

C'est la contextualisation qui vous met dans l'action. J'ai entendu que c'était difficile. Effectivement, la confrontation au terrain n'a jamais été facile parce qu'il existe un faisceau de contraintes avec des obligations de réalisation. D'où la troisième idée sur la stratégie.

66

La stratégie

Une mission tiers temps, sans équipe de direction impliquée et sans choix partagés, est vouée à l'échec. Parfois en revenant de certains établissements, je trouve en tant que représentant de l'Etat, que la mission même si elle apporte quelque chose, ne répond pas entièrement à nos attentes au sein de l'EPL. Nous attendons qu'il y ait un système qui se mette en œuvre et qu'il perdure après. La production de livresque, de documentation ou de bibliographie au CDI, n'est pas suffisante et ne requière pas un tiers temps. C'est donc une lourde responsabilité que vous avez dans la mise en route de cette fonction au sein de l'EPL.

Cela nécessite de la médiation. Evidemment, il faut faire des choix, de la hiérarchisation, de la régulation, de la communication et de l'évaluation. Vous ne pourrez pas éviter ces aspects à terme. La mission ADT est conçue par l'action. J'entendais « je vis avec le projet », oui, un projet se vit dans une temporalité qui vous est propre.

Territoires d'hier et d'aujourd'hui

En comparant les territoires d'hier et d'aujourd'hui, nous voyons qu'ils ont complètement changé en dix ans. Aujourd'hui en métropole, 92% de la population est sous l'influence des villes. L'observatoire des territoires (www.observatoire-des-territoires.gouv.fr) est un site avec des cartes interactives qui vous permet de faire des diagnostics. Il y a tous les renseignements pour le diagnostic territorial que vous êtes sensés faire. Ce site est particulièrement intéressant, il est mis à jour en continu. L'observatoire des territoires n'appartient pas au ministère de l'agriculture. Il est réalisé par le ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité. Ce n'est pas au niveau du ministère de l'agriculture que vous trouverez ces renseignements. C'est la fusion de ce qui se nommait la DATAR avec le secrétariat général interministériel à la ville qui forme le Commissariat général à l'égalité des territoires. Les assises de la ruralité se tiennent actuellement avec dix ou douze thématiques qui sont abordées dans les territoires et mobilisent tous les élus et les décideurs territoriaux. Ces cartes interactives proposent des éditions intéressantes par catégorie.

Je reviens sur l'EPL qui a l'autonomie juridique et financière. En général celui qui décide est le directeur de l'EPL. Mais les directeurs de centres (CFA, CFPPA, adjoints, etc.) ont l'autonomie pédagogique. Il existe aussi une catégorie d'adjoints dans les EPL qui sont les D4 (adjoints en charge du développement). Certains EPL complexes ont un adjoint D4 chargé de l'harmonisation des expérimentations et des missions de développement-expérimentation.

En terme de typologie, on connaît bien l'urbain. Ce qui a changé est ce qu'on appelle les campagnes proches des villes. Le périurbain est un secteur résidentiel à forte densité avec une agriculture sous forte pression, avec des problèmes d'espaces et de SAU pour les agriculteurs. Les nouvelles campagnes lient les fonctions résidentielles, touristiques et nature. Il existe un retour à la nature avec une dynamique d'emploi positive et de nouveaux acteurs. Ceux-ci peuvent être à insérer dans le projet. La dernière catégorie correspond aux campagnes fragiles. Elles existent avec comme exemple la Creuse : un territoire vieilli, peu dense avec un déclin du tissu industriel et des revenus modestes. Mais il n'y a pas que la Creuse et le Massif central, cela représente qu'en même 8%, malgré que ça fasse plus de surface. Aujourd'hui c'est un vrai enjeu et l'Etat a une mission vis-à-vis de ces territoires fragiles : tenter de réussir l'équité, par rapport à l'accès à la ressource, etc. (Par exemple la

fibres optiques s'est développée dans le Massif central avec le Comité du Massif central). Toutes ces réalités sont à connaître, c'est pourquoi je vous invite à aller voir l'observatoire des territoires où vous trouverez toutes ces données.

La loi MAPTAM de 2013, est la loi de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles. Les responsabilités sont réparties, de façon caricaturale car je n'ai pas le temps de développer, de la façon suivante :

- pour la région : l'aménagement et le développement durable,
- le département a la solidarité des territoires, en particulier vis-à-vis des anciens, connue de nos filières services,
- aux communes ou une autre entité, peut-être la communauté de communes, revient l'aménagement et le développement local. Vous devez vous intéresser à ces différents niveaux.

67

Les outils territoriaux

Les outils de repérages sont : le PLU (plan local d'urbanisme), le SCOT (schéma de cohérence territoriale), la ZDE (zone de développement éolien), le plan de protection de l'atmosphère, les plans climats énergie territoriaux, etc. Il existe de nombreux plans et de projets. A vous de trouver la cohérence, cherchez lequel est utilisé par votre territoire car il y en a probablement un. Les lieux de décision et de financement changent aussi : le conseil général, la communauté de communes, la DRAAF, le conseil régional. Sachez qu'aujourd'hui des seuils vont imposer à certaines communautés de communes de se regrouper. Même si cela n'est que peu médiatisé c'est déjà commencé. Je viens d'une région où les communautés de communes ont 4000 habitants, il faudra bientôt que ce soit 40000 habitants. Ces inter-communautés seront des lieux de décisions, de moyens et de projets. Avec la décentralisation et la déconcentration, par définition le préfet de région est la personne représentant de l'Etat en région. Avec la fongibilité des crédits, c'est-à-dire le découplage des crédits, les enveloppes concernant les dossiers de projets seront gérées au niveau régional.

La loi d'avenir pour l'agriculture du 11 septembre 2014 précise les missions des EPL dans le respect des politiques publiques. Ça veut dire que l'Etat devient stratège, il oriente les politiques publiques, puis il compense les déficits sur les territoires. L'organisationnel passe à la région, que ce soit l'Etat en région ou le conseil régional. Cela veut dire par exemple que l'on admet qu'il y ait une réponse non uniforme sur le territoire. Cela peut choquer.

Le verdissement de la PAC avec l'utilisation durable des terres et la biodiversité, est commencé, cela aura quelques impacts sur le devenir de votre propre projet.

En revanche, dans le paysage de la localisation territoriale, (région et aménagement, développement durable, commune et solidarité des territoires, etc.) de nouveaux acteurs se sont invités à la table des négociateurs. Sans forcer le trait je veux parler des ZADistes (ZAD : zones à défendre). Il y a trois ans, personne ne connaissait les ZADistes, ce qui veut dire que les règles de fonctionnement ont changé. On trouve les ZADistes sur tous les projets, ils s'intéressent à toutes les zones à défendre potentiellement. Si vous avez un projet d'aménagement vous les retrouverez dans le paysage des acteurs territoriaux. Ce n'est peut-être pas les plus faciles avec qui engager le dialogue. Cela veut dire que sur un territoire, il n'y a pas d'exclusive. Vous avez parlé tout à l'heure de système d'efficacité substitution. Aujourd'hui il y a l'agriculture productiviste, certains vont vers du plus durable et d'autres sont en rupture. Dans les lycées, c'est la même chose, on admet la diversité des projets, parce qu'il n'est pas possible de passer directement d'un système à l'autre sans résilience.

Nouvelles actions et nouvelles communications

Sur un projet tiers temps, l'élargissement des partenariats au niveau de la communication se travaille avec l'équipe de direction. Cela veut dire que l'on communique de manière réfléchie et responsable. C'est l'image du lycée ou de l'EPL qui est en jeu. C'est donc important. L'utilisation du numérique, y compris dans la restitution de vos rendus, est un moyen de communiquer de pair à pair qui bouscule l'aspect hiérarchique. C'est la même chose que pour les apprenants qui communiquent entre eux de pairs à pairs. Vous avez accès avec des collègues à des réseaux, à l'information, etc. Tous ces aspects sont à prendre en compte.

Les perspectives et les attentes

Nous n'attendons plus un rendu systématisé car aujourd'hui nous admettons que les projets soient dissemblables, à condition d'être en corrélation avec les réalités territoriales qui prennent en compte les nouveaux acteurs. En observant les projets trois axes se dégagent : l'énergie, le climat et la biodiversité. La place incontournable du numérique et l'interdépendance accrue entre acteurs sont nouveaux. Avant il était possible de faire un tiers temps dans son coin. Maintenant ce n'est pas possible, car vous n'aurez plus les moyens de fonctionner. Il faut donc s'insérer dans des projets plus globaux correspondant au contexte dans lequel vous êtes. Cela correspond à la fongibilité des projets et des moyens. Les enveloppes financières seront gérées par région. Il vous faut donc connaître les orientations stratégiques, pour ne pas être à côté.

68

L'évaluation de l'exercice de la mission dans l'EPL suppose d'avoir mis en place un référentiel d'évaluation, ce qui a été très bien dit par Rémi Proust. Cela veut dire que pour faire un référentiel d'évaluation de la mission ADT, il est indispensable qu'à l'intérieur de l'EPL, la direction et vous-même ayez fait plus qu'un discours. Il faut établir une hiérarchie des besoins : méthodologie, échéancier, etc. Cela est indispensable. J'ai en mémoire l'exemple d'un directeur d'EPL qui a proposé un tiers temps il y a quatre ans. Il a muté l'année suivante et le tiers temps a commencé sur un projet non partagé, pensé uniquement par le directeur : le résultat de l'opération pour l'EPL se retrouve égal à zéro. Avec une problématique bien bâtie, quand le tiers temps arrive à être efficient, il génère des projets et une fois dans le système de projet, la culture de l'EPL change. Robert Moronval disait que ce qui l'intéresse est la méthodologie et le résultat. C'est ça : vous générez une façon de travailler entre collègue, c'est une façon de fonctionner qui devient la règle. Vous pouvez lire le résumé de deux rapports fait par l'inspection sur les RMT et sur l'émergence des pratiques durables : il y a autant d'effets induits que d'effets directs.

Allez-vous appréhender tout ça d'un seul coup ? Non car entre ce que vous avez pensé au début et l'existant après 3 ans il y aura un delta. C'est l'exemple du laboratoire qui a été imaginé mais qui sera un peu différent de la prévision du départ parce qu'il y a eu des médiations ou des nouveaux acteurs, etc. Mais cela fait parti d'une posture, et en tant qu'enseignant, vous êtes chargés d'enseigner l'incertitude et de fonctionner avec des systèmes incertains, y compris dans le tiers temps. Il vous faudra donc au cours du tiers temps composer, réajuster, re-hiérarchiser et retrouver les priorités du projet et des axes définis.

Vous ferez de l'ingénierie pédagogique, de manière consciente ou inconsciente, comme les connaissances sont formelles ou informelles. Il y a huit jours j'étais sur un établissement sur une mission de la coopération internationale. Les jeunes avaient mis en œuvre plein de choses à valider pour aller à l'étranger. Ce n'était pas formalisé dans un référentiel et était même de l'ordre de l'informel : la capacité à présenter ce qu'ils avaient fait, à s'organiser sur le plan personnel et à développer d'autres capacités et compétences. Dans l'enseignement, la capacité est ce que l'on évalue dans les référentiels et les compétences est ce que l'on acquière avec l'expérience.

Je vous invite à réfléchir sur deux termes :

-la pluridisciplinarité. Pour moi elle n'est plus suffisante parce que demain on ira vers la trans-disciplinarité. Cela veut dire qu'on dépassera les disciplines, on ne pourra plus se partager le projet. On se dira que pour traiter une problématique il faudra être plusieurs car il ne sera pas possible de faire les uns sans les autres. On aura alors fait un pas supplémentaire car dans les faits, on parle beaucoup de pluridisciplinarité mais elle est parfois saucissonnée. Des équipes sont plus ou moins avancées, mais c'est la direction à prendre, en genèse.

En conclusion, connaître les territoires d'action impose un diagnostic territorial, mais aussi un diagnostic interne. Sur la mission vous devez connaître les forces et les faiblesses de l'établissement, les pépites ou les spécialistes. Le danger serait qu'un spécialiste reste caché. Il peut correspondre à une personne de l'EPL qui a approfondi une thématique, et en

est devenue spécialiste sans qu'elle ait été écoutée ou entendue, qui n'a pas été mise en avant. C'est une question de management au niveau de l'équipe de direction. La personne vit avec sa spécialité sans qu'elle soit intégrée dans la thématique de l'établissement. Il existe aussi des spécialistes du territoire dans les EPL : des élus ou des représentants des communautés de commune. C'est au tiers temps de faire le travail de repérage et de les intégrer dans la problématique et dans le projet. C'est un travail de diagnostic interne important qui permet de repérer aussi des faiblesses, il ne faut pas faire ce que l'on ne sait pas faire. Tous les systèmes sont pétris de qualités et de défauts. Logiquement, le projet retenu est compatible avec les compétences de l'EPL. Sinon, il convient de redéfinir la problématique.

J'utilise tous les jours le diagnostic territorial. Quand je vais voir un directeur d'EPL et que nous parlons de son territoire, j'ai des références grâce à l'observatoire. Je sais s'il a fait son diagnostic, s'il a appréhendé les spécificités du territoire sur lequel il vit. Il faut être en veille permanente : les régions vont se regrouper et les évolutions sont permanentes. Il faut connaître et intégrer les notes décisionnelles, pour savoir où sont les moyens.

Partager et communiquer, en interne et en externe. Partager prend du temps : du temps, du hors temps scolaire, du temps pour être reconnu. On passe de la connaissance à la reconnaissance, ce qui n'est pas la même chose. Avec la reconnaissance, le projet sera reconnu et vous serez reconnu dans votre position. Ce n'est pas monnayable mais quand on est reconnu dans la structure d'un EPL, c'est un positionnement intéressant. Il faut savoir partager, intégrer, communiquer et évaluer la mission. J'ai parlé de « mission à bords flous ». Ce n'est pas facile à évaluer. Nous (c'est-à-dire la DGER, l'inspection, etc.) avons les mêmes questionnements que vous.

J'en ai un actuellement car j'ai vu que dans le projet de loi de finance 2015, les indicateurs DEI (développement, expérimentation, innovation) ne prennent pas en compte les indicateurs ADT. Au contraire, j'ai vu la note de service sur les indicateurs qui vous sont demandés de mettre, comme par exemple le nombre de conventions, etc. D'autres doivent aussi se poser la question. Sans provocation cela peut vouloir dire qu'il n'y a plus de mission ADT au ministère de l'agriculture ?

Je pense que la mission ADT dépasse beaucoup la mission DEI des exploitations et des ateliers technologiques, et dépasse aussi les missions d'animation. Elle est typique de l'enseignement agricole. L'enseignement supérieur n'a pas cette singularité. Je vais faire réagir, mais si on l'enlève il ne serait presque plus nécessaire de faire de la formation au ministère de l'agriculture.

Je vous souhaite une pleine réussite. J'espère que ça ne vous paraît pas trop complexe. Mais comme on admet la différence, vous devriez trouver votre place au sein de l'EPL que vous connaissez afin d'optimiser les moyens mis à disposition, c'est-à-dire le tiers temps.

Merci à vous.



Travail en ateliers



Synthèses des ateliers

Les ateliers

Répartition en quatre ateliers de 15 participants chacun.

Chaque atelier traite les trois thématiques suivantes :

- L'impact du projet tiers temps au regard de la notion de transfert (apprenants, professionnels et enseignants)
- L'impact du projet tiers temps au regard des partenariats territoriaux
- Le projet tiers temps induit-il des ruptures et des controverses : sont-elles de nature technique ou culturelle ?

72

Bertrand Minot

Vous avez travaillé ce matin pendant trois heures. Nous avons compilé et synthétisé ce que vous avez dit pendant une heure. Nous avons cherché à le représenter sous forme de carte heuristique que je vais vous déployer au fur et à mesure pour mettre en avant les points saillants, les idées fortes qui ont été évoquées. Ce n'est pas un travail exhaustif. Christian Peltier va ensuite apporter un regard sur ce qui a été dit et sur ce que ça veut dire pour lui au travers de son œil acéré.

On va reprendre de manière linéaire les thèmes qui ont été abordés.

Thème 1 : le transfert

Question 1 : Qu'est-ce que la notion de transfert pour moi ?

Question 2 : En quoi le projet que je conduis est-il transférable pédagogiquement ou techniquement ?

Question 3 : Qu'est-ce qu'il manque au projet que je conduis pour être transférable ?

Sur la question du transfert, la première question était : Qu'est-ce que la notion de transfert pour moi ? On a relevé un certain nombre de mots sur cette notion. Capitaliser, formaliser, diffuser, s'approprier, pérenniser, transposer, c'est un verbatim, une trace laissée.

On transfert à qui ? Aux apprenants, aux équipes pédagogiques, aux partenaires extérieurs à l'EPL, au grand public.

On transfert quoi ? Des références technologiques, des méthodologies, des connaissances, des savoir faire, des outils.

On transfert comment ? de manière formelle ou informelle, d'une personne à un groupe, de groupe à groupe, échanges entre enseignants et partenaires.

Quand transfert-on ? Avant, pendant, après.

Pour pouvoir transférer, il faut être fortement impliqué et motivé.

Nous avons essayé de classer les facteurs de réussites pour transférer dans différentes catégories :

Les réseaux

Ce qui est sorti dans de nombreux ateliers est l'importance des réseaux pour appuyer, diffuser, accompagner. La notion de réseau a été plébiscitée dans plusieurs groupes.

Professionalisation et formation

La question de la professionnalisation et de la formation des porteurs de projets, éventuellement des partenaires a aussi été abordée.

La conduite de projet

Je remonte autour de la genèse et de la conduite du projet : le projet est facilité quand il est issu d'une demande professionnelle, lorsqu'il a un fort ancrage territorial, lorsqu'il s'ancre dans un projet qui peut être plus global. La possibilité de déléguer des tâches au sein du projet a

aussi été évoquée comme facteur de réussite. Le tiers temps ne fait pas tout. Il doit s'appuyer sur la technique et le terrain avec des mises en situation et co-construire des références.

Culture partagée

D'autres éléments de réussite sont ressortis autour de la culture partagée avec l'existence de partenariats qui peuvent être internes ou externes bien positionnés et bien formalisés. La possibilité que des partenaires de la recherche ou du développement s'impliquent directement dans l'EPL est un plus pour mener à bien ces projets.

La communication

Autour des questions de communication, pour qu'un projet réussisse, il a été dit qu'il fallait une communication forte en interne et en externe et c'est comme ça que tout le monde peut s'approprier ce projet.

La formation

Ce qui nous intéresse tout particulièrement, c'est le lien pédagogique et le transfert en général. Un projet se mettrait en œuvre beaucoup plus facilement lorsque l'on peut faire du lien avec les référentiels de formation, lorsque l'on peut impliquer des apprenants à différents moments du projet selon l'implication adaptée au niveau des apprenants, au moment du projet. Le travail collaboratif dans tous les sens dans l'EPL (on a parlé de pluridisciplinarité, de transdisciplinarité, de pluri-filières, de multi-niveaux, de multi-centres au sein de l'EPL), fait partager de manière très large le projet dans l'EPL.

Dernier point sur la notion de transfert : un des leviers exprimés autour de difficultés est la question du temps disponible pour échanger, pour partager, pour produire cette culture commune, pour l'appui financier. Dans les leviers, il a été constaté que quand des porteurs de projet manquent de recul ou d'expérience, il serait nécessaire d'avoir ce que l'on a appelé dans un des groupes le guide de survie pour les tiers temps pour pouvoir démarrer le travail et avoir des cadres et des éléments d'information très généraux qui puissent positionner l'action qui va être menée.

Pilotage du projet

Autour des actions de pilotage du projet, il est important d'avoir une lettre de mission qui délimite les actions du tiers temps, d'avoir un comité de pilotage efficace (il a été évoqué des comités de pilotage formels, mais non efficaces), d'être clair sur la gouvernance du projet (qui décide), d'avoir du lien entre ce projet et le projet d'établissement. Le projet doit être construit et partagé suffisamment en amont. Il a été aussi évoqué un besoin de reconnaissance du travail réalisé par le tiers temps. Autour de la mobilisation, de l'animation et de la valorisation du projet, l'importance a été soulevée de dépersonnaliser le projet, ne pas le réduire à « ton projet tiers temps ». Le travail coopératif et le décloisonnement, le côté convivial (rendre le projet convivial, trouver des moments de convivialité autour de la mise en œuvre du projet) est revenu plusieurs fois. Constituer une équipe projet, pour assurer sa pérennité, pour que la personne qui porte le projet ou qui est spécialiste, n'emmène pas avec elle tout ce qu'elle a construit en partant de l'EPL, qu'il n'y ait plus rien derrière. Il faut communiquer largement, notamment dans les différentes instances de l'EPL avec une communication interne et externe très large. Impliquer des apprenants.

Thème 2 : les partenariats

Question 1 : Qu'ont apporté les partenaires au projet tiers temps et/ou à l'établissement ?

Question 2 : Quels ont été les bénéfices des partenaires pour les apprenants ?

On a évoqué de nombreux apports positifs des partenaires :

Des partenaires financiers, quand on trouve un ou plusieurs partenaires financiers, cela permet de nouvelles possibilités d'actions,

Des partenaires techniques qui deviennent des personnes ressources permettent des expertises partagées. Etre en lien avec ces personnes permet d'être en meilleure interconnaissance et ça ouvre de nouvelles possibilités pour les EPL pour s'intégrer dans des projets plus vastes ou pour s'intégrer dans d'autres projets. Quand on a travaillé ensemble, on se connaît, ce que peut apporter les uns et les autres partenaires.

Les apports d'outils autour de démarche de projet, de méthodologie, d'expérience, de service partagé (service en nature d'équipement, de mise à disposition de parcelles, etc.)

La communication : les collectivités territoriales et les autres partenaires qui, intégrés dans le projet, vont renforcer la communication autour du projet.

Pour la gouvernance du projet, la participation des partenaires au comité de pilotage souhaitée. Ils sont partenaires et acteurs du projet et ils apportent un œil extérieur à notre monde de l'enseignement agricole, ce qui est toujours enrichissant.

Tout ça produit de la reconnaissance, de la crédibilité et de la lisibilité à l'établissement dans son territoire, (territoire très proche, région ou peut être plus large, dire à la DGER que l'on a travaillé sur tel point au sein de l'EPL...)

L'établissement peut devenir un lieu de médiation, un lieu neutre, il y a des points sur lesquels les partenaires ne peuvent pas être d'accord sur les objectifs, ça renforce les réseaux de l'établissement, des participants au projet.

Quelques limites ont été évoquées autour de conflits d'intérêts de certains partenaires qui ont des objectifs différents ou des gens qui se positionnent en tant que partenaires mais qui peuvent ensuite ne pas adhérer à l'orientation prise par le projet.

Des changements d'objectif avec des élections peuvent bouleverser le paysage des partenariats et des orientations politiques. Des contraintes de délais qui ont été évoquées, un pas de temps différent entre partenaire et enseignement.

Qu'est-ce que cela apporte aux apprenants ? des contacts avec des professionnels, ce qui ouvre des opportunités sur des stages, des tutorats, des visites, l'insertion professionnelle, un autre regard des professionnels sur les étudiants (ce n'est plus que l'enseignant ou le formateur qui regarde l'apprenant, c'est aussi d'autres personnes qui peuvent avoir un autre regard qui peut être valorisant pour eux). De l'ouverture d'esprit, sur les territoires, sur l'utilisation pédagogique, le projet permet une utilisation de techniques pédagogiques variées, la mise en situation professionnelle. Un travail qui peut être demandé par quelqu'un d'extérieur à l'EPL donne du sens, une réalité de terrain, influe sur la motivation, le comportement et l'implication des élèves. Cela peut permettre parfois plus de confiance, d'estime de soi et plus de réussite. Ça va permettre aussi la création et l'utilisation de module pédagogique par les enseignants au bénéfice des apprenants. Cela peut aussi augmenter la crédibilité des enseignants par rapport à la vision qu'en ont les élèves quand ils voient que leur enseignant ou leur formateur parle d'égal à égal avec un technicien ou avec un chercheur. Ils vont se dire que ce n'est pas qu'un prof mais un prof qui est en contact avec le terrain, qui a un savoir. Ça peut aussi apporter une vision plus systémique. Sur le plan de la professionnalisation, confronter les apprenants à la réalité de terrain, cela permet de réinvestir des acquis dans leur parcours professionnel. Cela peut leur permettre de participer à des évènements de qualité, ouverts au monde professionnel et comprendre l'importance du travail en équipe.

Thème 3

Question 1 : Quelles questions ou débat soulève mon projet tiers temps ?

Question 2 : De quelle façon mon projet TT accompagne la dynamique EàPA ?

Il reste à aborder le point sur les ruptures et controverses, mais comme il nous manquait du temps nous avons noté très rapidement, c'est donc peut-être plus sur ces points qu'il y aura du débat et des controverses dans nos échanges. Deux volets sont ressortis :

Des questions qui peuvent être en rapport direct avec la technique du projet. Les questions socialement vives, autour de modèle de production, consommation, d'impact énergie climat, la place de l'Homme dans la société, quelle société ? On est au-delà de l'agriculture de la transformation ou des domaines techniques qui nous intéressent, etc. Est venu assez rapidement dans tous les groupes la question du « autrement » de « Produire autrement » et du EàPA, qu'est ce que ça veut dire ? Cela fait l'objet de débats et de controverses. De manière parallèle, est-ce que EàPA veut dire qu'il faut d'autres méthodes pédagogiques ? Est-ce que celles qu'on avait avant étaient mauvaises ? Faut-il arrêter ce qui était fait avant et faire autrement. Il y a eu beaucoup de discussions autour de ce thème.

Autour des questions d'agro-écologie, jusqu'à quel niveau de rupture va-t-on dans des projets par rapport aux réalités de terrain, aux acteurs de terrain et aux acteurs du territoire ? Il y a eu des questions sur les savoirs, versus savoirs robustes et savoirs éphémères : que doit-on enseigner ? Où est-ce que l'on commence et où est-ce que l'on s'arrête et comment aborder ces choses ?

Au niveau de l'EPL on a évoqué le pendant de ci-dessus : éduquer (versus enseigner), former (versus faire réussir à l'examen), où se positionner ? Qui a-t-il de « autrement » maintenant ? Comment se l'accaparer et qu'en fait-on ? Cela pose clairement la question de la place de l'exploitation agricole et de l'atelier technologique dans l'établissement.

Cela a aussi évoqué beaucoup de choses quant à votre place et votre statut de tiers temps. Par exemple quand le tiers temps est vu par les partenaires comme un fonctionnaire avec le côté péjoratif de la chose. Quelle est ma place dans l'EPL, dans l'organigramme, comment me voit mes collègues ? D'autres réflexions ont été abordées sur la durée du projet, la pérennité, ce qui se passe après ?

Pour terminer, la question « De quelle façon mon projet TT accompagne la dynamique EàPA ? » a été considérée comme une question difficile. Comment peut-on être tiers temps et référent agro-écologie. On est multi casquette, avec quel moyen ? Il faudrait déjà être d'accord sur ce que c'est. Est-ce que le projet tiers temps s'inclut nécessairement dans la démarche EàPA ou dans l'agro-écologie ?

Quelques verbatim :

« on n'est ni prophète ni partisan », « Passer d'un élève qui sait à un élève qui réfléchit », « ça permet de passer d'expériences innovantes et construire des références notamment en s'appuyant sur des exploitations des EPL ».

Voilà ce que nous avons réussi à synthétiser pendant que vous visitiez l'exploitation. Christian Peltier va vous donner maintenant une autre lecture de ces contenus.

Christian Peltier

Je me suis déplacé dans plusieurs groupes même si je ne suis pas allé dans tous. J'ai pris quelques notes en vous écoutant mais j'ai surtout écouté la synthèse des animateurs d'ateliers.

Réflexivité / pratiques

J'ai cherché s'il n'y a pas une notion de « autour de quoi peut-être tout s'articule » ? Ce n'est qu'une proposition. J'ai trouvé beaucoup d'échanges autour de prendre du recul, se mettre à distance, regarder ce que l'on fait, prendre aussi du recul avec les partenaires, obliger les partenaires, les agriculteurs à prendre du recul sur leur pratiques et interroger ces pratiques. La question qui en ressort est celle de la réflexivité. Réflexivité par rapport à ses pratiques professionnelles, de ce qui se passe à l'extérieur, les acteurs avec qui on est en contact. Par rapport à nos pratiques d'enseignants et formateurs et peut-être aussi par rapport aux pratiques des jeunes. J'ai trouvé que cette notion pouvait être assez intéressante je l'ai donc placée au centre.

Continuité/ruptures

Ensuite je me suis demandé s'il y avait des choses qui relèvent à la fois en caricaturant un peu du « Enseigner » et du « Produire ». Ca ne pose pas forcément des questions sur l'opposition entre continuité et rupture mais du dialogue que l'on pouvait mettre en place entre continuité et rupture. Il y a des choses qui ne vont pas forcément bouger avec les nouvelles orientations ministérielles dans vos pratiques pédagogiques, dans vos pratiques d'animateur, de développeur, etc. Il y a peut-être des choses qui vont rester. Bertrand Minot a parlé des savoirs robustes, des choses qui ne vont pas trop bouger. Heureusement sinon entre vous allez être complètement perdu entre vos missions de porteur de projet tiers temps et d'enseignant formateur. Si tout change en même temps il n'y a rien sur quoi s'appuyer. Ce qui est vrai pour les enseignants est vrai aussi pour les territoires. Il y a sans doute à travailler autour de ce couple.

Transfert : transmission

La deuxième notion que j'ai trouvée est le transfert. Est-ce que le transfert est la transmission ou est-ce autre chose ? Est-ce que l'on transfère de la méthodologie, du raisonnement, de la réflexion ? Ce mot transfert peut être pris de façon assez différente. On peut être dans l'ancien modèle de pensée de fonctionnement que l'on a adopté pour de bonnes raisons dans les années 60 ou alors on peut être dans une autre façon de penser le transfert.

Postures et places

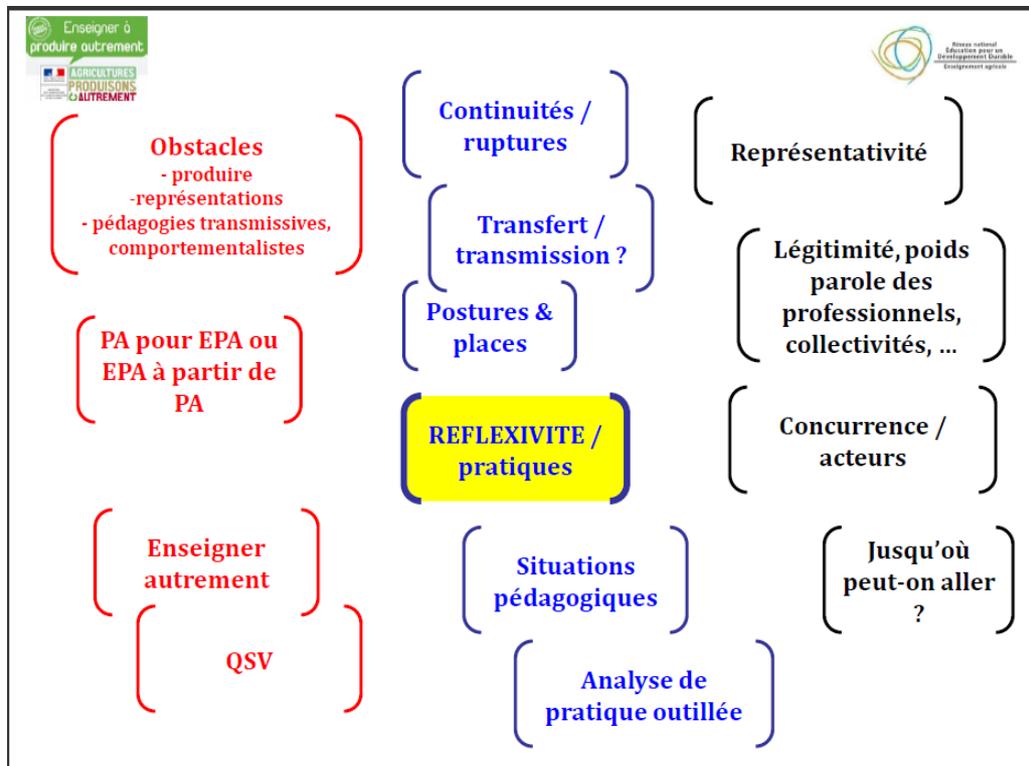
Une autre notion repose sur les postures et la place. Il est évident que l'on est sur des postures conscientisées ou non par rapport à nos métiers sur les questions d'agro-écologie, face aux jeunes présents dans l'établissement. Les postures sont multiples en fonction des situations : postures didactiques, professionnelles, dans les jeux d'acteurs ou les jeux de pouvoirs qui existent sur les territoires et auxquels les tiers temps et les chefs de projets sont confrontés. Postures et places veulent dire qu'en tant que tiers temps ou enseignant, où est ma place ? Quel est le périmètre par rapport à mes collègues, à la direction, aux jeunes, au territoire, etc. ? La finalité est de faire de la situation professionnelle une situation pédagogique.

Situations pédagogiques

La question est primordiale : quelles sont ces situations pédagogiques autour des questions soulevant des problèmes de controverses ? Quelles sont les situations pédagogiques des collègues sur lesquelles en tant que tiers temps je vais pouvoir m'appuyer ou que je vais pouvoir monter moi-même ? Comment prennent ces situations pédagogiques malgré ou grâce à la réalité du terrain, qu'est-ce qu'elles en font ? Est-ce qu'elles la prennent comme ça et la mettent directement dans la classe ou envoie-t-on directement les jeunes sur le terrain ? Sont-ils outillés ou pas ? Il y a une réflexion autour des situations pédagogiques.

Analyse des pratiques

Des réflexions reviennent autour de l'idée d'accompagnement, de faire réseau, d'être en collectif pour mieux avancer ensemble. Cela pose la question de l'analyse des pratiques. L'analyse des pratiques pédagogiques ou professionnelles, doit être accompagnée d'outils et de repères. Cela est ressorti dans les témoignages d'hier. On va sur le terrain avec une intention. J'ai donc trouvé que cette notion était à la fois des côtés de « Produire » et « Enseigner ».



Plus particulièrement du côté « Enseigner », plusieurs obstacles ont été évoqués dans les ateliers de façon plus ou moins explicite. Peut-être que dans le « Enseigner », le premier obstacle est la place trop grande du « Produire » d'autant plus grande que le tiers temps est intéressé et passionné par les aspects techniques sur lesquels il est engagé. Le deuxième obstacle peut être généré par des représentations exprimées parfois violemment, chez les jeunes ou chez les collègues. Il ne faut pas oublier de les prendre en compte pour avancer. Un troisième obstacle peut venir des pédagogies dominantes que l'on a pu longtemps pratiquées mais qui ne suffisent pas forcément face à la complexité des questions autour de PA et agro-écologie. Lors d'un échange intéressant dans un groupe, il était qu'à partir des données collectées du « Produire », il est fait du « Enseigner à produire autrement ». Je ne suis pas sûr qu'il faille l'envisager uniquement dans ce sens. Il faut aussi l'envisager différemment et se questionner sur la façon d'aborder les contenus des référentiels : comment vais-je m'y prendre pour monter une situation pédagogique ? Si je suis enseignant tiers temps dans une équipe d'enseignants, qui la monte ? Qui va mobiliser des savoirs des connaissances issues du « Produire » ? Il faut avoir les deux situations en tête et jouer avec

les deux sans se dire qu'il y en a une meilleure que l'autre. C'est ce qui permet de changer les pratiques les regards.

Les questions socialement vives

Dans au moins deux ateliers, certaines questions socialement vives se sont posées sur les questions d' « Enseigner autrement ». Travailler à partir des questions qui font problème, où l'idée de controverse revient est sans doute une bonne piste. Derrière l'idée d' « Enseigner autrement », il y a les pédagogies constructivistes et la didactique professionnelle. On a vu lors d'un séminaire à Beg Meil récemment, un livre de Patrick Mayen et Armelle Lainé qui vient de sortir sur : Comment travailler avec le vivant ? Développement durable, didactique professionnelle et pédagogie constructiviste peuvent peut-être donner des choses nouvelles et réalimenter « Enseigner ». Des questions sont sorties autour de la représentativité face aux professionnels, aux territoires, du « Produire » : est-ce que l'exploitation agricole de l'EPL doit être représentative ? Avec quel partenaire travailler ? Sont-ils automatiquement représentatifs ? Représentatifs de ce qui existe couramment ou des pionniers impliqués dans la transition ? Quel est le poids et la légitimité de la parole des professionnels, des collectivités, des acteurs avec qui on travaille ? On sait qu'auprès des élèves ou des apprenants en règle générale, la parole de la profession est importante. Il faut la prendre en compte pour la pédagogie dans les partenariats que l'on va tisser. On a ajouté aussi les collectivités territoriales car c'est un partenaire important, en particulier le conseil régional. On pourrait mettre aussi d'autres acteurs de la recherche, etc.

Est-ce que le projet de recherche développement de l'établissement ne va pas être en concurrence avec des instituts ou avec certains producteurs qui travaillent sur le même créneau et produisent de l'information ?

Le dernier point évoqué dans les ateliers pose la question de jusqu'où aller dans ce que l'on veut faire dans le « Produire », la question des partenariats et des périmètres de chacun.

Voici une autre façon de relire vos ateliers autour d'une notion de réflexivité.

Débat avec la salle

Dans le groupe dans lequel j'ai travaillé, je suis intervenue pour la dernière question « De quelle façon mon projet tiers temps accompagne la dynamique EàPA ? ». Je reviens aussi sur le titre du séminaire « accompagner Enseigner à produire autrement ». En tant que citoyenne et en tant qu'enseignante de l'enseignement agricole, je suis convaincue de la nécessité de EàPA. En revanche, même si les deux tiers des collègues de la salle sont sur Produire autrement, mon tiers temps est éducatif. Je travaille dans un lycée où il n'y a pas de production, il n'y a pas de ferme, nous avons uniquement des formations de service. J'ai donc du mal aujourd'hui avec mon tiers temps éducatif et dans mon lycée à trouver la cohérence par rapport à EàPA et au fait que le fléchage systématique en terme de communication et en terme de financement soit fait par rapport à EàPA.

Martine Kerdraon du lycée de Chambray les Tours

Je comprends la difficulté. On se retrouve dans la même confrontation au niveau de la DGER. Mais là où l'on voit un petit bémol dans le raisonnement et dans la réponse, quand on regarde les deux dernières notes de service, il est vrai que l'on est autour de l'agro-écologie et du produire autrement. Mais depuis deux ans les tiers temps sont ouverts en partant des territoires pour qu'il y ait des projets tels que le vôtre. L'orientation est précise. C'est vrai qu'il y a une grande proportion autour de cela, mais en réalité et vous en êtes la preuve, nous faisons en sorte qu'il y ait des tiers temps autour de l'insertion, la culture ou votre thématique.

EàPA, même s'il est très fléché sur l'agro-écologie, concerne tout le monde. Alors que ce soit autour de ce qui nous anime pour les deux tiers ici, je l'entends, mais je pense que ces questions s'adressent à tout le monde et de ce fait, les personnes comme vous, avez l'obligation par rapport aux autres, d'essayer de transférer ce qui a pu être dit, l'analyse de ce qui a été fait et les témoignages des uns et des autres, vous le réapproprier.

Pascal Faucompré

Produire autrement est une priorité du ministère, c'est clair pour tout le monde. EàPA est une déclinaison. Pourquoi EàPA ? Pour que nos jeunes apprennent à produire autrement. Et dans apprendre à produire autrement, c'est aussi une articulation qui permet d'approcher différemment l'acte d'accompagnement des jeunes dans leur formation, l'acquisition de compétence, dans leur vie dans l'établissement, dans leur professionnalisation. Evidemment c'est très orienté sur les aspects techniques et il n'empêche que l'insertion professionnelle des jeunes, leur réussite sont la visée professionnelle. Les tiers temps « techniques » ont leur rôle à jouer dans la professionnalisation et la professionnalité des jeunes. Mais il y a aussi tous les aspects citoyens et éducatifs qui sont dans les établissements. Notre volonté est, et c'est pour ça qu'on porte le fait que des projets éducatifs soient tiers temps, car on veut argumenter le fait que l'aspect éducatif est également primordial pour accompagner l'enseignement et que l'on ne forme pas un professionnel unique mais aussi un citoyen. On a à prendre en compte une multiplicité de parcours. On est dans une opportunité technique de réfléchir sur des accompagnements éducatifs différents pour les jeunes. Il faut pouvoir se le dire et pouvoir profiter de cette opportunité. Cela concerne autant les techniciens, les littéraires, les scientifiques que les documentalistes.

Emmanuel Hemery

Dans le schéma on a pointé les questions socialement vives, et le « Enseigner autrement » vit très bien en dehors de EàPA. Deuxième élément de réponse, comment comprendre le « Produire » ? Est-ce qu'on l'entend dans une définition restrictive ? En gros 25% des jeunes de l'enseignement agricole sont sur le Produire. Ou faut-il le raisonner plus largement, c'est-à-dire en touchant tous les secteurs de notre métier ?

Christian Peltier

Sur la notion de produire autrement, vous parliez des apprenants que l'on doit accompagner dans cette démarche et j'espère que les quelques collègues aquacole dans l'assistance seront de mon avis : En aquaculture on réfléchit depuis quelque temps aux espèces adaptées au milieu, des itinéraires techniques, du respect de l'environnement, jusqu'à la commercialisation. Je me pose quand même des questions depuis le temps que j'enseigne, est-ce que les enseignants n'ont pas besoin d'accompagnement pour connaître le Produire autrement ? Je ne suis pas persuadée qu'ils aient toutes les armes, connaissances et compétences pour l'enseigner. Ce n'est pas une critique négative mais il va falloir que les enseignants aient du temps et des moyens pour aller se former au contact des entreprises qui sont dans cette démarche pour pouvoir s'appuyer là-dessus et l'enseigner.

Catherine Lejolivet. Enseignante et tiers temps en aquaculture

A Toulouse nous avons eu une intervention de Mrs Michel Duru et à Yvetot nous avons fait venir Monsieur Menard de l'INRA. Cela nous a vraiment donné des éléments pour analyser une pratique au thème de Produire autrement. Nous avons organisé un séminaire sur l'agro-écologie avec des coopératives qui font de l'agro-écologie à leur façon, la chambre d'agriculture et la recherche. L'échelle de lecture ESR (Efficience, Substitution, Re-conception) sur les pratiques et le positionnement était très intéressante. Elle permet de se situer et savoir jusqu'où aller. J'ai trouvé que ça manquait sur cette semaine.

Thierry Degrave, LEGTA d'Yvetot

Nous avons aussi croisé ESR avec nos outils pédagogiques c'est cohérent. Comment aider les enseignants, leur donner des outils, travailler des outils avec des jeunes pour qu'ils puissent les utiliser en tant qu'apprenant et demain en tant qu'acteur ? Que ce soit à Toulouse ou ici aujourd'hui, l'important est qu'il y a des connaissances nécessaires sur lesquelles s'appuyer ou à revoir. Il faut travailler avec des jeunes des outils pour diagnostiquer les situations :

C'est uniquement de l'efficience, sachant qu'ils sont partis de tel endroit et que c'est déjà peut-être intéressant. S'ils sont sur de l'efficience depuis 15 ans, ils ont peut-être déjà des choses à dire. Même chose pour substitution et pour re-conception que l'on a posé : penser et évaluer. Les tiers temps ont pas mal de travail pour poser cela avec les collègues et les jeunes. Si cela est fait, ça clarifie beaucoup pour qu'eux puissent en tant qu'acteurs se positionner où ils voudront et pourront.

L'accompagnement et la formation est déjà en marche. A Toulouse nous avons vu le collectif du système d'appui présent, mobilisable et mobilisé dans cette optique. Mais on est d'accord

sur le fait que la formation et l'accompagnement ou même le compagnonnage prennent du temps. Une session de deux ou trois jours ne suffit pas.

Christian Peltier

Cela fait quand même un certain temps qu'on entend parler de produire autrement et EàPA. Déjà la pédagogie dans les méthodes, ce n'est pas nouveau. J'ai une formation d'IUFM puisque j'étais à la base destiné à l'Education nationale, au niveau didactique, il y a des approches qui ont déjà été faites et des réflexions menées. Cette question est déjà posée depuis plus de 10 ans.

Franck Mennetrier, Legta de Vesoul

Oui. On a en France une formation basée sur les disciplines avec parfois des différences d'un IUFM à l'autre et non une formation basée sur le métier de l'enseignant. Je ne parle pas forcément de l'enseignement agricole. A l'étranger, c'est différent et les petits soucis que l'on voit apparaître au travers des différents classements internationaux, (j'ai mis un article sur la conf EDD si cela vous intéresse) nous font apparaître de plus en plus comme un système inégalitaire. Un système qui renforce les inégalités d'apprentissage. Ce qu'il faut mettre davantage en avant est ce qui est didactique, épistémologie, stratégie pédagogique, etc. Pour avoir cette culture, on dit qu'en formation, beaucoup d'enseignants n'ont pas ces repères, mais ce n'est pas de leur faute. Dans leur parcours l'accent n'a pas été assez mis dessus. Je ne sais pas combien il y a de personnel de l'enseignement agricole mais si on le fait aujourd'hui, il faut y aller vite mais doucement (formule d'un inspecteur parti en retraite). Vite parce que le monde bouge, les jeunes sautent partout dans les classes avec ou sans leur téléphone portable, mais aussi doucement car si on veut y aller trop vite, on va emmener personne. L'outil et la fiche recueil proposés au niveau du réseau EDD permettent de s'interroger sur ce que l'on fait. Ils vont permettre de ré-enclencher d'autres regards, réflexivité sur ces pratiques et enclencher de l'innovation et de l'amélioration. En revanche, si cela n'a pas de sens pour certains collègues, l'accompagnement va être autre. Si on était très riche, il n'y aurait pas de soucis. La réflexion est menée à partir de vos actions. Les tiers temps et référents qui vont accompagner des équipes, vont semer des graines, partir d'actions, et avec un regard technique, scientifique, didactique, pédagogique et épistémologie, faire des choses très intéressantes collectivement. Il faudra ensuite le formaliser.

Christian Peltier

Conclusion



Regard du grand témoin

Franck Pervanchon

Consultant formation chez RESOLIA-APCA.

Ce n'est pas un exercice simple d'avoir un regard en miroir. Quand on m'a contacté il y a quelques mois, je ne savais pas ce qu'était un tiers temps. J'ai accepté car je pensais que cet exercice allait m'apprendre des choses.

83

Je travaille pour le service formation, évolution des compétences du réseau des chambres d'agriculture, qui s'appelle RESOLIA. Ce service administrativement est rattaché à l'APCA (Assemblée permanente des chambres d'agriculture) et mon rôle avec mes autres collègues est d'arriver à accompagner l'évolution des compétences des agents des chambres d'agriculture et pour ma part de travailler sur les compétences des conseillers. D'autres collègues travaillent avec des managers, des assistants, des directeurs, etc. Je travaille en particulier avec les conseillers en agronomie et environnement, d'autres collègues s'occupent de ce qui est gestion, installation et autres métiers du conseil.

RESOLIA représente plusieurs centaines de journées de formation par an et plusieurs milliers de journées stagiaires par an à destination des chambres d'agriculture essentiellement.

J'écoute et regarde depuis deux jours. J'essaie de comprendre. Cela va très vite. Je vais parler par « spots », quelques points d'éclairage extérieurs qui, je l'espère, vont au minimum vous intéresser ou au moins vous surprendre.

J'ai fait quelques découvertes. Avant d'arriver, je ne savais pas ce qu'était des espaces tests d'activité agricole. Nous qui parlons beaucoup d'installation et de transmission, j'ai découvert ici ce procédé que je trouve très intéressant.

J'ai fait d'autres découvertes même si elles ne sont pas liées au tiers temps :

- Le mot « ancrochage ». Je connaissais le décrochage scolaire, et sur une plaquette en libre service j'ai trouvé les explications. Ce principe est intéressant et éclairant.

- L'idée qui m'a surpris et sur laquelle vous n'avez pas réagit lorsqu'un inspecteur dit que l'on accepte le dissemblable. On accepte de ne pas faire les mêmes choses en France, on accepte que l'on parte de là où vous êtes et que tout le monde ne soit pas au même niveau au même moment et que tous de la même manière à la même vitesse. J'ai trouvé ça plutôt nouveau. Je ne sais pas si cela vous a interpellé, mais je trouve que dans un état jacobin où tout vient d'en haut, c'est un signe de changement. Dans l'enseignement classique du collège, on en est loin.

Tout le monde doit faire la même chose au même moment.

- la dernière découverte que j'ai faite est celle de votre métier ou de votre mission.

La deuxième chose que je peux vous renvoyer est votre vocabulaire et celui du monde agricole dont voici une liste d'acronymes :

Le premier : les tiers temps (ce n'est pas des lettres mais des chiffres, bien que cela donne PTT ou TT ce qui ne dit pas ce que vous faites. Je ne sais pas ce que ça donne dans les lycées agricoles avec les élus, le CA qui doit statuer, avec lesquels vous échanger. Je trouve que ce nom tiers temps n'est pas adapté. On pourrait vous appeler les trente pour cents (30%)... ! Je ne saurais pas vous en proposer d'autres. On vous donne du temps et j'ai compris que ce n'était pas du temps suffisant. C'était souvent plus qu'un tiers.

Après j'ai entendu ADT, UCARE, CS, PIC, IAE, MIL, MAE... On est assez fort dans le milieu agricole pour en produire, mais en dehors de l'enseignement agricole il y a eu aussi les PCET, les PEI, les SCOT, les PLU, etc..... sans oublier les ZADistes et ENFAïque. Cette façon de s'exprimer a du sens entre vous, crée du lien et une identité et reflète la façon dont se voit l'agriculture.

Ce que j'ai compris des tiers temps avec les mots clés est que pour vous, les tiers temps sont des passeurs. Certains d'entre vous se sont définis de cette façon. Pour moi, vous êtes plutôt des échangeurs ou des facilitateurs. C'est le fait d'aider, d'accompagner, de créer du lien et de mettre de l'énergie en circulation. La dernière intervention de Christian m'a fait penser

aussi à vous en tant que germes ou levain pour faire bouger les choses au niveau local. On attend énormément de vous derrière un petit tiers.

Derrière ce petit tiers se cache de grosses attentes de vos tutelles pour s'appuyer sur les équipes pédagogiques et faire bouger les lycées, les fermes d'exploitations, le territoire.

J'ai compris la différence entre compétence et capacité : la capacité est-ce que vous apprenez à l'école et les compétences sont ce que vous allez acquérir en pratiquant. Cela m'a permis d'identifier certaines compétences :

- Avoir la capacité d'analyse prospective des enjeux du territoire ;
- Avoir la capacité de diagnostic, matrice de SWOT d'analyse des opportunités/menaces ;
- Faire un diagnostic de territoire ;
- Maîtrise de la technologie de l'information et de la communication ;
- Le management transversal est une compétence indispensable car vous n'avez pas de relation hiérarchique avec les gens avec qui vous travaillez ;
- Travailler en mode projet ;
- Réaliser de l'ingénierie pédagogique : donc apprendre les référentiels, articuler les choses ;
- Analyser les jeux d'acteurs, ce qui signifie de la médiation, de la gestion de conflit et de l'analyse de concurrence ;
- Communiquer, partager en interne, vers vos tutelles régionales, puis en externe avec vos partenaires du territoire ;
- Maîtriser l'accompagnement du changement : même si vous n'en n'avez pas parlé, cela m'évoque Elisabeth Kübler-Ross, la roue de Hudson, l'accompagnement du changement, la sociologie des groupes et la sociologie des organisations ;
- En plus, on vous demande d'être autonome et organisé.

Je ne pense pas que la liste soit complète.

Vous avez toutes ces compétences à mobiliser dans le cadre contraint de tiers temps alors que vous ne bénéficiez que de trois jours de rencontre par an (deux jours pour tout le monde et un jour de formation pour les nouveaux). Je me pose la question de l'appui formalisé existant hormis les deux ou trois jours ? Cela m'interpelle, soit vous possédez les acquis avant de commencer, sinon comment vous êtes formés et tutorés ? Quel appui avez-vous ? Etes-vous aider pour formaliser le projet ?

Avec autant de compétences attendues, s'il y a une organisation, je ne l'ai pas vue.

Il m'est apparu sur ces deux journées un problème de congruence, c'est-à-dire « je dis ce que je fais et je fais ce que je dis » et c'est cohérent. En revanche, le titre du séminaire est « Enseigner à produire autrement », avec derrière « Enseigner autrement à produire autrement » et on se retrouve dans une organisation très classique. Je suis en face de vous en rang dans un amphi. Je vous parle et vous m'écoutez. Sur les deux jours la première journée a vu défiler des intervenants avec des power-point (sans vouloir critiquer car au niveau de l'APCA on fait la même chose). Cela interpelle la congruence car quand j'essaye d'organiser des rencontres, j'essaye qu'il y ait une cohérence entre ce que je dis et ce que je fais. Le déroulement de ces deux jours serait l'occasion de se saisir d'outils pédagogiques existant pour travailler à 40, 50, 60 même jusqu' à 2000 ou 300 personnes dans une même salle. Je pense aux jeux cadres et aux jeux à thème de Thiagi qui permettent de faire travailler de façon interactive, active, pédagogique et ludique plusieurs centaines de personnes dans une salle avec une équipe d'appui de trois personnes.

Cela me semble important pour relever l'importance de l'Enseigner AUTREMENT. Mais plus qu'enseigner, c'est peut être accompagner, éduquer, faire grandir.

D'autres choses m'ont surpris sur les deux jours :

- J'ai remarqué que la place de la pédagogie était pas très importante, c'est peut être évident pour vous et vous l'avez sous-entendu mais je ne n'ai entendu que parler de vos approches pédagogiques, de vos problèmes de conduite d'accompagnement, honnêtement je suis frustré car ça je ne l'ai pas eu.

Seul le premier jour, le chef de projet Rémy Proust a donné pendant vingt minutes de la méthodologie d'approche et de construction de projet. Même si ce n'était pas de la pédagogie il y avait de la méthodologie. Dans les interventions des porteurs de projet tiers temps il y avait plus de contenu technique que de processus, de façon de s'y prendre. Cela m'a un peu surpris que vous ne parliez pas de la façon de traiter vos problèmes.

- Pour moi, par rapport aux formations des administrateurs de chambre et à l'agro-écologie il manque la notion de performance globale ou triple performance ou double performance. Ces mots ont été entendus lors des interventions des tutelles. Dans les chambres d'agriculture le mot agro-écologie est repris en termes d'image et d'affichage, mais concrètement la notion de

performance globale ou triple performance est plus opérationnelle. Nous utilisons les entrées environnement, social et économie et nous essayons de trouver une articulation entre ces entrées.

- Vous n'avez pas abordé non plus les GIEE, je ne sais pas si des tiers temps sont impliqués dans le processus des GIEE.

J'ai pris conscience au cours des deux jours de la spécificité de l'enseignement agricole et de son organisation avec la DGER, le ministère, l'organisation régionale, locale et les réseaux. C'est unique au niveau européen. Par exemple, les grecs n'ont pas d'école d'agronomie. L'agronomie est enseignée à l'université comme d'autres enseignements. Il n'y a pas de formation d'agriculteurs. Le système mis en place en France est assez précieux. Ces tiers temps mis à disposition avec des budgets sont des moyens d'aller innover et créer en période de crise et de restriction. Il faut essayer de préserver ça.

85

Je voulais vous livrer un autre point d'étonnement, c'est le jeu d'acteurs présent ou absent. Votre absence de réactivité m'a surpris suite à l'intervention de l'inspecteur. Il vous posait des questions et vous demandait de réagir, mais hormis des questions techniques, les questions superficielles, j'ai trouvé que vous ne réagissiez pas, même quand il a parlé de disparition de poste, de faire faire les choses à d'autres avec la liste des avantages... Je lui ai demandé le pourquoi de sa provocation et il m'a répondu qu'il voulait vous faire réagir.

Puis j'ai eu vos réactions : « c'est lui qui nous évalue », « et on est entre pairs », « si je dis quelque chose et que les autres ne sont pas d'accord, comment ça va se passer ? », etc.

Tout le monde reste sur ses positions et juge l'autre tout en gardant ses représentations. En tant que formateur, je dis aux stagiaires que j'accompagne que si je fais 50% du chemin ils doivent faire les 50 autres pour cents. Et j'ai été très étonné de cette absence de réactivité, des questions très policées ou techniques. Rester dans le champ de la technique évite d'aller vers les questions plus socialement vives, les QSV... Cela est vrai dans le cadre de formations pour adultes, mais je me demande si le cadre est idéal pour vous permettre de réagir.

Etes-vous passé dans les ateliers ? Nous n'avons pas bénéficié de votre présence dans l'atelier, là il y a eu des échanges très très riches.

Anonyme

J'ai suivi deux ateliers, j'étais dans l'un et dans l'autre, et là c'était très différent. C'est pour cela que je m'interroge sur la première journée.

Franck Pervanchon

Suite à votre réaction sur la première journée : si on mettait nos élèves dans les mêmes conditions, on aurait la même absence de réactivité.

Anonyme

C'est aussi une hypothèse, moi je vous livre mon regard extérieur et vu comment certains intervenants ont voulu vous faire réagir, j'ai été étonné. Après on peut mettre sur le compte de la digestion, de plein de choses mais ... Je vous livre ça et je n'y vois pas toujours clair sur l'agro-écologie au cours des deux jours.

La place du mot autrement, vous l'avez débattu et ajouté à plein de notions, produire autrement, transformer autrement... Ça me rappelle ce qui s'est passé avec l'adjectif durable et la notion de développement durable. J'ai l'impression qu'on y revient. De mon point de vue : agro-écologie, développement durable, performance globale et produire autrement, ont le même enjeu. Je pense que la question vient du développement durable, mais comme on n'a pas réussi à y faire entrer en agriculture comme on voulait, (les chambres d'agriculture en particulier ont longtemps résisté) on arrive par un autre biais, mais les mêmes enjeux restent. Je voulais vous faire part de ce que vivent les conseillers agricoles aujourd'hui. Les conseillers en chambre d'agriculture sont confrontés à un bouleversement du contexte dans lequel ils travaillent.

Il y a un gros bouleversement en interne : parce qu'on oblige les chambres à se régionaliser et à se regrouper, sans compter les futures grandes régions qui vont encore tout remettre en cause. Il y a un énorme turnover. L'état a prélevé, ponctionné quelques dizaines de millions d'euros, ce qui entraîne des licenciements. Il y a aussi des bouleversements externes, à savoir que les chambres ne sont plus les seules reconnues sur le territoire mais qu'il existe de la concurrence avec les appels à projet, elles ne sont plus directement fléchées pour avoir les

financements. Le conseiller est confronté à un contexte énormément changeant. Leurs clients changent aussi, c'est-à-dire qu'il est demandé aux agriculteurs, exploitant ou paysan, de se définir de plus en plus comme chef d'entreprise, comme entrepreneur. Le BTS ACSE s'appelle toujours A.C.S.E., mais S.E : « système d'exploitation » devient « stratégie d'entreprise », c'est plus que symbolique. Ce changement est marquant au niveau de la profession. On ne considère plus les agriculteurs uniquement comme des exploitants mais des chefs d'entreprises et qu'on ne raisonne plus seulement en système ou en approche globale, mais aussi en approche stratégique. Ce changement est énorme. Donc le contexte change et les clients changent.

Les conseillers sont confrontés aux décisions des élus en interne et essaient de comprendre la stratégie. Il peut y avoir des conflits de valeurs. Il leur est aussi demandé de faire la transversalité entre services. Un conseiller élevage peut se voir posé des questions sur l'agronomie ou sur l'installation. Il doit faire les liens avec ses collègues d'autres services, voire d'autres antennes qui ne sont pas forcément proches. Chez les conseillers, la relation au savoir est complètement bouleversée. Un conseiller hyper technique n'en sait pas plus qu'un agriculteur qui trouve sur Wikipédia ou sur les réseaux sociaux les dernières nouveautés de robot de traite ou de drones. Quand le conseiller arrive, l'agriculteur peut en savoir plus que lui. Il peut y avoir un sentiment de perte de légitimité. Les conseillers sont en recherche de sens pour leur métier. Ils ont aussi un problème de reconnaissance en interne. Ils sont aussi confrontés à des problèmes de management quand les anciens conseillers deviennent managers avec l'évolution de carrière sans être forcément formés au management. Après un bilan de compétences, un nouveau conseiller a droit à quinze jours de formation prise en charge pour les renforcer dans leur poste. Actuellement il y a dans les chambres d'agriculture une évolution nécessaire de la posture. C'est un mot que vous avez utilisé. La posture de conseiller purement technique ne va pas durer dans le contexte actuel. Non seulement il doit rester technique parce que c'est sa légitimité mais en plus il doit acquérir les compétences en lien avec l'accompagnement, la facilitation, l'écoute active, l'analyse des besoins du client, savoir mettre en relation une question technique avec la stratégie de l'entreprise. C'est très difficile pour un conseiller quel que soit son âge.

Cette question de posture et de métier est criante. Les chambres d'agriculture reconnaissent que le métier des conseillers doit évoluer et que ce changement de posture doit être soutenu et développé avec la technique d'une part et la capacité d'accompagnement des projets d'autre part.

Je vous parle de tout ça sur le métier de conseiller parce que sans toutes les phrases que j'ai prononcées, le mot conseiller peut être remplacé par le mot enseignant. Les processus que vivent les conseillers sont très proches des processus de transformation auxquels sont confrontés les enseignants. Votre métier de tiers temps doit correspondre à cette volonté de transformation de façon consciente ou non. Il serait intéressant pour le réseau des chambres d'agriculture d'avoir l'équivalent des tiers temps dans pour faire bouger, pour faire du lien, etc...

Pour la conclusion, voici quelques informations pratiques.

- Je vous ai parlé de Thiagi qui est un inventeur de nouvelles méthodes d'animation et développe ses activités dans le monde entier. Vous trouverez des livres sur ces méthodes aux éditions Eyrolles.
- La DGER a participé au programme de recherche action PERFEA (Performance globale des exploitations agricoles) porté par le massif central et Vetagro de Clermont-Ferrand. J'y étais impliqué au même titre que Supagro Florac. La méthodologie qui a été développée dans le cadre de PERFEA, basée sur le management stratégique et le projet d'exploitation agricole est un outil qui mérite d'être connu. Des formations PERFEA sont organisées au niveau du système national d'appui bien que Supagro Florac ait du mal à recruter des stagiaires. Les tiers temps seraient donc un public cible potentiel.
- A coté des CASDAR dont vous avez parlé, il faut penser aux projets Leonardo car là aussi les méthodologies développées pour les productions pédagogiques et les transferts peuvent vous donner des idées.
- Rendre la stratégie explicite : la démarche stratégique peut être très utile pour vous tiers temps. Mais certains d'entre vous ont dit que la stratégie de la DGER n'est pas

assez explicite et ne comprennent pas pourquoi la DGER vous réunit ensemble. Donc il faut rendre la stratégie explicite au niveau de la DGER mais aussi au niveau de votre EPL. Vous parlez projet, mais je pense qu'il faudrait parler stratégies : stratégie de l'exploitation et de stratégie du projet tiers temps. Et toutes ces stratégies devraient normalement être cohérentes et se nourrir les une des autres, pas de façon descendante, mais transversale et liée.

- Deux citations m'ont inspirés au cours des deux jours par rapport aux présentations qui ont été faites. Une première citation des Bouddhistes Zen : « Ce qui se passe dans l'humain est à l'image du monde », cela veut dire que ce que vous vivez en vous vos résistances, vos blocages, vos maladies, est-ce qui se passe dans le monde avec des résonances entre les choses. Quand il y a blocage, vous devez vous interroger sur votre posture, votre attitude. Cela nécessite de l'ancrage et de l'autonomie. L'autonomie ne veut pas dire être seul. La deuxième citation est la citation des alchimistes : « Remisez vos livres et blanchissez la tonne ». La tonne c'est le laiton, Cela veut dire que l'essentiel est dans la pratique et non dans les livres. C'est la pratique qui permet d'avancer et d'acquérir les compétences, de faire bouger les choses et peut être d'arriver à la pierre philosophale.

La dernière chose est le plaisir à être là, d'avoir été invité, d'avoir eu votre confiance et d'avoir pu échanger. Je retrouve toujours dans ce public une motivation, une envie, une foi et même quasiment de l'amour en partage pour vouloir faire grandir. C'est le moteur de tout formateur et d'enseignant. Ce j'ai vu et senti m'a vraiment réjoui.

Emmanuel Hémary

Pour conclure je voudrais faire part d'une réflexion sur le sujet abordé dans le cadre des échanges qui ont eu lieu aujourd'hui : on a dit que dans un premier temps les tiers temps ingénieurs s'étaient dirigés vers des projets techniques et que maintenant ils s'adressent à des objets sociaux, éducatifs ou d'insertion. Cela donne deux types de tiers temps dans un même dispositif, dans le sillage du « Produire autrement », avec la place particulière de l'enseignement agricole qui est « Enseigner à produire autrement ».

Pourquoi « Enseigner à produire autrement » ? Le but est que les jeunes apprennent à produire autrement. Isabelle Gaboriau faisait ressortir à partir d'une enquête réalisée sur 576 élèves que ce qui démotive les apprenants est majoritairement l'ambiance de classe. Ça n'a pas forcément de rapport avec les aspects techniques mais plus avec les aspects éducatifs du tiers temps.

Dans les classes sans véritable risque où il y a peu de décrochages et où les résultats sont plutôt bons, ce qui démotive les jeunes sont les profs négatifs, le niveau d'exigence et les mauvaises notes. Mais il n'empêche que dans ces classes ils ont tendance à continuer.

Ce qui démotive les apprenants dans les classes dites à risques est l'ambiance de classe, les matières générales et l'ambiance du lycée. Les classes dites à risques ont plutôt un taux de réussite aux examens en dessous de la moyenne régionale et un taux de décrochage plus important que la moyenne régionale.

Parmi ce qui aide les apprenants à réussir, les profs et l'ambiance ont été nommés. Le diplôme et le fait d'obtenir un métier sont aussi motivants pour les jeunes. Cela interpelle la professionnalisation. Les travaux pratiques, l'expérimentation, la mise en œuvre des enseignements et les matières techniques sont plutôt une solution alors que les matières générales posaient problèmes.

Dans les classes sans véritables risques, on retrouve toujours les enseignants, premier facteur qui favorise la réussite de ces classes. On y retrouve aussi ces questions d'ambiance, le métier et les travaux pratiques.

Dans le cadre des missions du bureau sur le décrochage scolaire, les classes à risques avec le public à risque, notamment les jeunes en situation de handicap ou en situations sociales difficiles, sont celles qui m'intéressent le plus.

Selon eux, qu'est-ce qui favorise leur réussite ? Les amis, c'est clair : le lien social dans l'établissement. Puis on retrouve le fait d'avoir un travail, d'obtenir un diplôme, de faire des travaux pratiques, les matières techniques et le métier.

Il me semble que l'ambiance de classe, la relation avec les enseignants, la professionnalisation au travers des TP, l'objectif du diplôme, l'objectif du métier, les matières techniques et notamment dans les classes fragiles, l'acte de professionnalisation de l'apprenant sont des facteurs de réussite pour les jeunes. Les tiers temps et notamment les tiers temps techniques permettent de travailler l'acte professionnel et doivent contribuer à la réussite des jeunes. Les tiers temps éducatif travaillent sur la cohésion et sur les liens sociaux. De mon regard, ce dispositif tiers temps a un aspect important lorsqu'il se positionne du côté de l'élève. Nous sommes amenés à travailler dans un dispositif particulier, peut être pas assez important mais qui est unique en son genre et qui a vocation à permettre la réussite des jeunes.

Il me semble important que le travail sur un projet quel qu'il soit, puisse être transféré vers la classe. Robert Moronval le disais : « les classes dites à risques m'intéressaient particulièrement » car j'ai entendu à plusieurs reprises dans les discussions, qu'il y avait un certain nombre de thématiques qui vous semblaient plus simples à traiter avec des classes de BTS qu'avec des classes de bac pro. C'est certainement vrai, mais je me demande si ce n'est pas les bac pro qui auraient le plus besoin de travailler avec vous ces aspects professionnels, professionnalisant, sociaux et éducatifs.

Pascal Faucompré

Ce dispositif Tiers temps s'appelle ainsi car nous n'avons jamais trouvé d'autre nom. C'est désolant, si on reprend la note de service l'appellation est très longue : Animation et Développement des Territoires... Si quelqu'un trouve dans cette assemblée un nom, on sera preneur, car c'est illisible pour les gens extérieurs.

Parce qu'il vient de dire, Emmanuel Hémerly est revenu sur notre cœur de métier que sont les jeunes en formation et les apprenants en général.

Un enseignant a deux tiers de temps pour enseigner et un tiers pour monter des projets. Même si ce tiers temps est la partie la moins pédagogique, il doit revenir automatiquement à ce qu'est le cœur de son métier : l'élève. Quoiqu'on fasse, quel que soit votre positionnement dans l'établissement c'est bel et bien les jeunes que l'on a devant vous.

C'est la première fois que vous avez devant vous deux sous-directeurs qui viennent, qui prennent la parole et qui restent au séminaire. Je pense sincèrement, grâce à la synthèse des travaux que vous nous avez retournés, qu'ils sont encore plus convaincus de l'importance du dispositif et qu'ils vont appuyer pour que ce dispositif continue (ou se transforme) pour avoir sa place réelle dans ce que monsieur Chazelle a rappelé : la spécificité de notre système éducatif, qui non seulement enseigne mais tisse ses liens avec le territoire.

Dans le contexte délicat dans lequel se trouve l'Etat avec peu de moyens, même si nous avons conscience qu'il n'est pas suffisamment accompagné, il est important que l'on continue ce dispositif avec le portage de la DGER, nos Directions, le SNA, les réseaux qui étaient encore présents pendant les 48 heures, mais aussi le niveau régional et vous en tant qu'acteurs.

Vos demandes sont légitimes. Nous avons conscience Emmanuel et moi qu'il n'y a pas assez d'accompagnement, mais le minimum basique est celui-ci. Le reste est entre vos mains pour faire entendre autour de vous ce dont vous auriez besoin, soit tout simplement auprès de la Bergerie nationale chargée de vous accompagner, soit auprès des réseaux, sans oublier le niveau régional.

Une autre chose m'a interpellé : la place des référents sur la question de Produire autrement. Je vous sollicite pour que vous alliez voir les responsables régionaux pour coordonner vos forces vives et celles des référents pour créer une dynamique d'entraide au niveau régional.

Nous avons constaté avec les ENA, la difficulté de monter un projet de formation pour répondre à vos diverses attentes relatives à vos cursus différents, aux projets différents et aux situations différentes.

Pour ce séminaire, nous avons choisi le thème du ministère « Enseigner à produire autrement » et l'agro-écologie en ayant conscience qu'il répondait moins aux interrogations que ceux qui s'occupent d'insertion, de culture, de santé, voire de coopération internationale. La réponse d'Emmanuel nous aide à mieux le comprendre. En reprenant l'analyse faite par Christian sur vos interrogations et en écoutant les débats, je suis convaincu que la notion culturelle est importante. Les blocages et les questionnements sont des questions culturelles et sociales. Pour les aborder et les mener dans l'établissement avec les jeunes et en externe, le pont existe. J'ai discuté avec une de vos collègues qui voudrait faire un projet agro-écologie et culture. Je lui dis que je sais que le monde de la culture se sent à l'extérieur à cette dynamique que souhaite le ministre de l'agriculture. Je suis convaincu qu'avec une démarche entre plusieurs lycées avec une réflexion sociale, une approche de la controverse, que les « sociaux » peuvent l'aborder et faire un travail en commun. Nous étions convaincus que nous ne répondrions pas à toutes vos attentes, mais je souhaite que ces deux journées soient des « outils » qui vous permettent de repartir avec moins d'interrogation, plus d'envie de continuer, et aussi de ne pas raisonner seul mais que vous fassiez appel aux personnes du système d'appui du niveau régional et que vous même vous puissiez porter les autres.

J'ai, une fois de plus, le bonheur de voir certains d'entre vous et voir comment vous vous appropriez vos projets pour répondre aux apprenants de notre système éducatif.

Emmanuel Hemery

Et pour terminer sur la compétence, car je voulais vous faire savoir que tout fonctionnaire ou agent de l'état est compétent pour les missions qui lui sont confiées, c'est juridiquement opposable. Dorénavant vous savez que vous êtes compétents pour la mission de tiers temps qui vous a été confiée.

Remerciements

Annexes

Sigles

ADECIA : Agence pour le développement de la coopération internationale dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux

ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

ADT : Animation et développement des territoires

AFFACC : Accompagnement par la formation des futurs agriculteurs au changement climatique

APCA : Assemblée permanente des Chambres d'agriculture

APV : Agronomie Productions Végétales

ARENE : Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies

BDAPI : Bureau du Développement Agricole et des Partenariats pour l'Innovation

BEP : Brevet d'études professionnelles

BFR I : Bureau de la finalisation et la recherche

BPREA : Brevet Professionnel Responsable d'Exploitation Agricole

BRECI : Bureau des relations européennes et de la coopération internationale

BTS acse : Brevet de technicien supérieur analyse et conduite des systèmes d'exploitation

B.V.I.E. : Bureau de la vie Scolaire, étudiante et de l'insertion

CA : Conseil d'administration

CAP agricole ou CAPA : Certificat d'aptitude professionnelle agricole

CASDAR : Compte d'Affectation Spéciale Développement Agricole et Rural

CCF : Contrôle en cours de formation

CEN : Conservatoire d'espace naturel

CEZ : Centre d'enseignement zootechnique

CFA : Centre de Formation d'Apprentis

CFPPA : Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole

CIVAM : Centre d'Initiative pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural

CIRAD : Centre de recherche agronomique pour le développement

COFIL : Comité de pilotage

CPIE : Centre permanent d'initiatives pour l'environnement

CREE : Centre de ressources éducation à l'environnement

CS : Certificat de spécialisation

CUMA : Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole

DGER : Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche

DGPAT : Direction Générale de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

DDTM : Direction départementale des territoires et de la mer

DRAAF : Direction régionale de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt

EàPA : Enseigner à produire autrement

ENA : Etablissement national d'appui

ENFA : Ecole nationale de formation agronomique

ENI : Effets non intentionnels

EPL : Etablissement Public Local
ESR : Efficience, substitution, re-conception
GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GIEE : groupement d'intérêt économique et environnemental
GES : Gaz à effet de serre
GMNF : Gestion des milieux naturels et de la faune
IAE : Infra structures agro-écologiques
IAE : ingénieur agroenvironnement
INRA : Institut national de recherche agronomique
IRSTEA : Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture
LPO : Ligue de protection des oiseaux
MAE : Mesures agroenvironnementales
MFR : Maisons familiales rurales
MIL : Module d'initiative locale
OAB : Observatoire agricole de la biodiversité
OPVT : Observatoire participatif des vers de terre
PA : Produire autrement
PCEA : Professeur certifié de l'enseignement agricole
PCET : Plan climat énergie territorial
PEI : Projet éducatif individualisé
PERFEA : Performance globale des exploitations agricoles
PIC : Projet d'initiative et de communication
PLP : Professeur de lycée professionnel ou technique
PLU : Plan local d'urbanisme
POFE : Politiques de formation et d'éducation
PREPA : Plan régional enseigner à produire autrement
PTT : Projet tiers temps
QSV : questions socialement vives
RMT : Réseau Mixte Technologique
RNEDD : réseau national éducation au développement durable
SCOT : schéma de cohérence territoriale
SDRICI : Sous direction de la recherche, l'innovation, de la coopération internationale
SFRD : Service régional de la formation et du développement
SNA : Système d'appui à l'enseignement agricole
STAV : Sciences et Technologies de l'Agronomie et du Vivant
TP : travaux pratiques
TT : Tiers temps
UCARE : Unité capitalisable d'adaptation régionale
ZAD : zone à défendre

Liste des participants

ASTIER	Anne	LPA André Provots
AUBLIN	Sofie	CFPPA Chatillon sur seine (21)
AUFFRET	Marie-Sylvie	Bergerie nationale
BARREL	Maud	EPLEFPA Sartene (20)
BEAUDOUX	Ludovic	ST Jean Brevelay (56)
BESNARD-PINEAU	Valérie	EPLEFPA Saussaye
BILLARD	Stéphane	LYCEE AGRICOLE DE Sées
BLANCAFORT	Fabienne	VOUTEZAC (19)
BOISNARD	Emmanuelle	LEGTA D'AREINES (41)
CANAUD	Jean-François	EPLEFPA Montluçon Larequille
CHASSAGNE	Aurélien	EPL De Charente
CHATAIGNE	Micheline	CEZ
CLABAUT	Thierry	DRAAF-SRFD Basse Normandie
CORFDIR	Vincent	EPLEA de Metz Courcelles-Chaussy
DANEAU	Alain	Bergerie Nationale
DEGRAVE	Thierry	LEGTA Yvetot
DERAEVE	Odile	PERONNE (80)
DEYZAC	Sophie	Lycée horticole Brive-Voutezac
DUCHATTEL	Julie	LYCEE PARACLET (80)
DUYCK	Florence	Iep la saussaye
ELBISSIER-LECLERCQ	Claudine	EPLEFPA 54
ESCURAT	Jean-Michel	LEGTPA des Vosges
FAUCOMPRE	Pascal	DGER
FAVE	Isabelle	EPL Chateaulin
FURMANIK	Cécile	LEGTA Toulouse
GABORIEAU	Isabelle	EPLEFPA Amiens (80)
GANCHOU	Marylène	DRAAF SRFD
GARSI	Pierre	LP Guerande Olivier Guichard
GIMENO	Elisabeth	LEGTA Des Hautes Alpes (05)
GOLFIER	PATRICK	EPL 47
GRIMAUD	Morgane	EPLEFPA DE Chartres (28)
GUIMELLI	Julie	EPLEFPA Antibes (06)
HELIN	Dominique	VALDOIE (90)
HEMERY	Emmanuel	DGER
JOUBERT	Jérôme	Chaumont (52)
KERDRAON	Martine	EPLEFPA Amboise-Chambray (37)
LATIL	Claire	EPL du Tarn
LEBOEUF	Isabelle	EPL St Lô Thère
LEDUC	Albin	LPA Montmorillon
LEJOLIVET	Catherine	EPLEFPA Lozère Lycée Louis Pasteur
LOMBARD	Vincent	EPLEFPA de Lozère
LORGE	Alice	EPLEFPA Bougainville

MACREZ	Brigitte	Lycée horticole de Blois
MARCEL	Jérôme	AGROSUP DIJON
MARCHAND	Sandrine	AZE (53)
MARINIER	Eric	Tours Fondettes Agrocampus
MASERA	Patrick	DGER/BVIE
MELFORT	Cindy	PONTIVY(56)
MENNETRIER	Franck	LEGTA Etienne Munier
MERCE-GUYOT	M. Christine	CEZ
MINAUD	Bertrand	EPL Sud Deux-Sèvres LPH Gaston Chaissac-
MOTARD	Gilles	EPLEFPA du Périgord
NAULIN	Jean Pierre	LPA Niort
ORIEUX	Nicolas	ENILV La Roche sur Foron
PADILLA	Romain	EPL ROUFFACH (68)
PELTIER	Christian	DGER / EPLEFPA LE Mans
PERVANCHON	Franck	APCA RESOLIA
PETIT	Marie-Laure	EPL Neuvic
PILLIAS	Stéphane	Montreuil (49)
RAIFFAUD	Christine	LYCEE NATURE (85)
RAPPENEAU	Claire	EPL du Bourbonnais
RATRIMOHARINOSY	José	CEZ
REYNES	Claude	DAVAYE (71)
SALAT	Vincent	LPA THURE
SANCHEZ	Florian	EPL CARCASSONNE (11)
SNAUWAERT	Maryse	Chaumont (52)
SPINEC	Florent	AGROCAMPUS OUEST
THIEBAUD	Eric	LEGTA Charleville Mézières
VUILLET	Baptiste	EPLEFPA de Melle (79)
ZANCHI	Emmanuelle	Animatrice réseau DGER